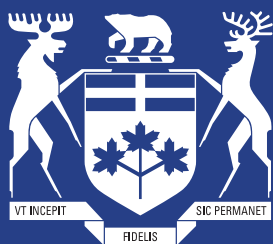


Budget des dépenses



Ontario

2023–24

Secrétariat du Conseil du Trésor

Volume 1



Secrétariat
du Conseil
du Trésor

Budget des dépenses **de la province de l'Ontario pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024**

VOLUME 1

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

Pour la version en ligne de ce document, visiter
<https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES 2023-2024

For the online version of this document, visit
<https://www.ontario.ca/page/expenditure-estimates>

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 : Introduction

Objet du Budget des dépenses	v
Format du Budget des dépenses	v
Conventions comptables régissant le Budget des dépenses	vi
Changements de la présentation et du contenu	vi
Termes et définitions utilisés	vi
Sources de renseignements complémentaires	viii

Section 2 : Ministères

Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1
Procureur général	17
Bureau du Conseil des ministres	51
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	57
Affaires civiques et Multiculturalisme	77
Collèges et Universités	85
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	97
Éducation	111
Énergie	129
Environnement, Protection de la nature et Parcs	141
Finances	169
Affaires francophones	189
Santé	193
Affaires autochtones	223
Infrastructure	229
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	251
Bureau du lieutenant-gouverneur	275
Soins de longue durée	279
Mines	287
Affaires municipales et Logement	301
Richesses naturelles et Forêts	317
Développement du Nord	341
Cabinet du premier ministre	355
Services au public et aux entreprises	359
Services aux aînés et Accessibilité	391
Solliciteur général	401
Tourisme, Culture et Sport	443
Transports	467
Secrétariat du Conseil du Trésor	499

Section 3 : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	530 - 531
Tableau 2 : Fonctionnement : État comparatif des totaux	532 - 533
Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	534 - 535
Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	537
Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	538 - 539
Tableau 6 : Immobilisations : État comparatif des totaux	540 - 541
Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	542 - 543
Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	544 - 545
Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	546 - 547
Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations : État comparatif des totaux	548 - 549
Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	550 - 551
Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	552 - 554

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2023-2024 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères et des Bureaux de l'Assemblée législative pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2023. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor ainsi que tous les éléments d'investissement et frais hors trésorerie comptabilisés par la province doivent être autorisés par voie de crédit en vertu de la *Loi de crédits* ou d'une autre loi.

Les budgets des dépenses de ministères ou de bureaux seront choisis en vue de leur examen par l'Assemblée législative par l'entremise de son ou ses comités. Une fois approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère et à chaque bureau l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste, et elles ne peuvent dépasser les totaux votés sans autorisation supplémentaire de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province de l'Ontario est formé de plusieurs volumes ou publications distinctes :

Volume 1 : Le détail des prévisions de dépenses des ministères et des bureaux gouvernementaux pour l'exercice.

Volume 2 : Les prévisions de dépenses des Bureaux de l'Assemblée législative, c.-à-d. le Bureau de l'Assemblée, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le budget principal des dépenses déposé, il présente un budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les dépenses prévues figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiées en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité, et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions (ou services) les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certaines fonctions ou à certains services. Les postes peuvent au besoin être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme ou la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont indiqués après le total des montants à voter dans les sections « Sommaire - Programme du ministère », « Sommaire - Crédit » et « Classification par catégorie de dépenses ». Ils représentent des paiements faisant l'objet d'une autorisation précise de l'Assemblée législative d'engager les dépenses prévues et n'ont pas à être autorisés dans la *Loi de crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Fournitures et matériel, Paiements de transfert, Autres opérations, etc. (voir la rubrique « Termes et définitions utilisés » ci-après).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits et programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est à son tour suivie d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Un résumé des données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement est présenté dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation et autres redressements sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. La consolidation regroupe les postes des ministères et ceux d'autres institutions gouvernementales, c.-à-d. les organismes, conseils et commissions. Ces redressements font le rapprochement entre les demandes de crédits des ministères indiquées dans le Budget des dépenses et le Budget annuel, sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (à l'exclusion de l'actif).

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est préparé selon une méthode de comptabilité d'exercice conforme aux budgets, aux Comptes publics et aux autres publications de la province.

Changements de la présentation et du contenu

La présentation et le format n'ont subi aucun changement pour 2023-2024.

La présentation visuelle de la page de couverture du Budget des dépenses est semblable à celle du Budget, ce qui montre clairement que ces deux documents sont des volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2023-2024 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables, une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations et des comptes à fin désignée.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance au fournisseur; selon le cas, ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses relevant de l'actif ou ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants excédentaires versés pendant l'exercice considéré à des bénéficiaires de paiements de transfert, montants qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Inventaire

Cette catégorie permet de saisir l'inventaire de l'équipement de protection individuelle et des fournitures et équipements essentiels non utilisés.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires :Comptes publics

Les Comptes publics comprennent le Rapport annuel et les états financiers consolidés, les états des ministères et les annexes, ainsi que les annexes détaillées des paiements. Les états financiers consolidés sont présentés sur une base consolidée et englobent les résultats des ministères et les résultats financiers des entités qui sont sous le contrôle de la province. Les états des ministères et les annexes comparent les charges réelles des ministères selon une méthode de comptabilité d'exercice aux crédits votés par l'Assemblée législative. Les annexes détaillées des paiements présentent les détails des paiements versés par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

Les Comptes publics de l'Ontario de 2021-22 | [Ontario.ca/fr](https://ontario.ca/fr)

Document d'information sur le budget des dépenses

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le Document d'information sur le budget des dépenses décrit les réalisations du ministère en question au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la méthode prévue pour mesurer les résultats. Les Documents d'information sur le budget des dépenses sont utilisés au moment où les ministères justifient leur budget.

Budget de l'Ontario

Pour chaque exercice, la *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* (la Loi) exige du ministre des Finances qu'il publie un budget portant sur l'exercice visé par le budget et des deux exercices suivants. Le budget doit être publié au plus tard le 31 mars de chaque exercice, à l'exception des exercices qui suivent une élection générale.

Si le budget n'est pas présenté à la date ainsi fixée, le ministre des Finances doit publier au plus tard à cette même date une déclaration du ministre indiquant la raison pour laquelle l'échéance n'a pas été respectée. De plus, le premier ministre de l'Ontario et le ministre des Finances doivent payer une pénalité égale à 10 % de leur traitement.

<https://ontario.ca/budgetfr>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales sert les besoins des Ontariens, des Canadiens et du reste du monde en soutenant et en aidant à bâtir une économie et un système agroalimentaires durables, résilients, fiables, novateurs et équilibrés dans le cadre d'une approche à une seule santé. Les programmes ministériels sont centrés sur la salubrité des aliments, la santé des plantes et des animaux, la résilience du secteur, la garantie de l'environnement, la recherche, le soutien en matière de main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire, le développement sectoriel et rural et la croissance économique, l'équité, la diversité et l'inclusion ainsi que le soutien à la chaîne d'approvisionnement et au marketing intérieur. Ces activités et ces programmes renforcent les collectivités rurales et urbaines, favorisent et créent de bons emplois, attirent des investissements, préservent la sécurité des aliments, des plantes et des animaux, soutiennent les actifs naturels et contribuent à la croissance économique et au bien-être général en Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
101 Programme d'administration du ministère	22 462 900	22 461 500	1 400	20 178 605
107 Amélioration de la santé publique et de l'environnement	95 342 300	79 525 800	15 816 500	73 771 234
108 Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	483 056 800	520 306 200	(37 249 400)	449 300 708
109 Élaboration des politiques	16 247 300	16 246 700	600	13 690 219
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	617 109 300	638 540 200	(21 430 900)	556 940 766
Crédits législatifs	1 097 187	1 097 187	-	362 300
Total du ministère - Charges de fonctionnement	618 206 487	639 637 387	(21 430 900)	557 303 066
Redressement de consolidation - Agricorp	197 121 200	169 761 300	27 359 900	108 106 502
Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)	5 470 000	5 421 000	49 000	5 768 149
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(206 668)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(4 654 900)	(3 759 200)	(895 700)	(2 915 065)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	816 142 787	811 060 487	5 082 300	668 055 984
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
107 Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	-	1 000	-
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	5 000 000	7 500 000	(2 500 000)	7 500 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 001 000	7 500 000	(2 499 000)	7 500 000
Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		5 002 000	7 500 000	(2 498 000)	7 500 000
Redressement de consolidation - Agricorp		2 082 200	2 543 800	(461 600)	2 724 203
Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)		(825 400)	(3 525 900)	2 700 500	(4 540 541)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		6 258 800	6 517 900	(259 100)	5 683 662
BIENS IMMOBILISÉS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 750 000	-	1 750 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 750 000	-	1 750 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés		1 750 000	-	1 750 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		822 401 587	817 578 387	4 823 200	673 739 646

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 462 900	22 461 500	1 400	20 178 605
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 462 900	22 461 500	1 400	20 178 605
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	82 635
	Total - Charges de fonctionnement	22 543 087	22 541 687	1 400	20 261 240

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 149 100
	Avantages sociaux		2 376 800
	Transports et communications		636 000
	Services		5 548 500
	Fournitures et matériel		752 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 462 900
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	2 876 900	
	Avantages sociaux	413 200	
	Transports et communications	119 300	
	Services	199 100	
	Fournitures et matériel	139 100	3 747 600
	<i>Services opérationnels</i>		
	Traitements et salaires	1 946 800	
	Avantages sociaux	287 900	
	Transports et communications	293 800	
	Services	1 341 900	
	Fournitures et matériel	75 100	3 945 500
	<i>Planification des activités et services financiers</i>		
	Traitements et salaires	2 930 900	
	Avantages sociaux	434 000	
	Transports et communications	35 700	
	Services	131 900	
	Fournitures et matériel	22 300	3 554 800
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 908 200	
	Avantages sociaux	729 800	
	Transports et communications	41 100	
	Services	102 100	
	Fournitures et matériel	71 500	2 852 700

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 486 300	
	Avantages sociaux	511 900	
	Transports et communications	126 100	
	Services	713 100	
	Fournitures et matériel	434 500	5 271 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	20 000	
	Services	3 060 400	
	Fournitures et matériel	10 000	3 090 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		22 462 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		22 543 087

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils et à une approche globale. Une seule santé pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministre liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des déchets nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux et l'environnement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	95 342 300	79 525 800	15 816 500	73 771 234
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	95 342 300	79 525 800	15 816 500	73 771 234
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	10 000	10 000	-	2 457
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	2 457
	Total - Charges de fonctionnement	95 352 300	79 535 800	15 816 500	73 773 691
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700
	Total - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 000 000	-	1 149 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 750 000	-	1 750 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 750 000	-	1 750 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 750 000	-	1 750 000	-

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
107-1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Traitements et salaires		34 675 000
	Avantages sociaux		4 802 000
	Transports et communications		1 772 300
	Services		17 544 800
	Fournitures et matériel		851 200
	Paiements de transfert		
	Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
	Programme d'indemnisation en matière de santé des animaux	1 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	20 171 500	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	4 778 500	
	Programme pour la croissance communautaire	1 099 000	
	Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	920 000	36 637 000
	Total partiel		96 282 300
	Moins : Recouvrements		940 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		95 342 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		95 352 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
107-2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Projets et investissements		
	Dépenses pour le drainage au moyen de tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	4 800 000	
	Projets pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non organisés en municipalités	200 000	5 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		5 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		5 000 000

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
107-4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		2 000
BIENS IMMOBILISÉS			
107-3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 750 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 750 000
	Total (Biens immobilisés) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		1 750 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - CRÉDIT 108

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques exemplaires de gestion durable, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l'atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d'approvisionnement; en soutenant les investissements dans le secteur alimentaire; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique	120 645 600	169 458 400	(48 812 800)	122 563 447
3	Recherche	89 467 700	78 868 300	10 599 400	78 965 012
4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	272 943 500	271 979 500	964 000	247 772 249
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		483 056 800	520 306 200	(37 249 400)	449 300 708
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 000	5 000	-	-
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000	1 000 000	-	277 208
Total - Crédits législatifs		1 007 000	1 007 000	-	277 208
Total - Charges de fonctionnement		484 063 800	521 313 200	(37 249 400)	449 577 916
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	5 000 000	7 500 000	(2 500 000)	7 500 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 000 000	7 500 000	(2 500 000)	7 500 000
Total - Charges d'immobilisations		5 000 000	7 500 000	(2 500 000)	7 500 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-1	Développement économique		
	Traitements et salaires		23 193 800
	Avantages sociaux		3 256 300
	Transports et communications		1 035 200
	Services		5 256 000
	Fournitures et matériel		485 100
	Paievements de transfert		
	Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	11 600 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	18 242 800	
	Programmes liés à la COVID-19	9 800 000	
	Industrie alimentaire	17 130 000	
	Programme pour la croissance communautaire	4 749 400	
	Fonds de promotion des vins de l'Ontario	15 500 000	
	Programme de développement économique des collectivités rurales	5 000 000	
	Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	5 396 000	
	Programme d'incitatifs pour les vétérinaires	1 000	87 419 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			120 645 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paievements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
108-3	Recherche		
	Traitements et salaires		2 327 600
	Avantages sociaux		311 500
	Transports et communications		176 700
	Services		332 500
	Fournitures et matériel		90 000
	Paielements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	12 903 400	
	Recherche sur l'innocuité des aliments	680 000	
	Subventions tenant lieu d'impôt	1 000 000	
	Université de Guelph	71 646 000	86 229 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		89 467 700
108-4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises		
	Paielements de transfert		
	Agricorp	12 758 000	
	Agri-protection	41 500 000	
	Agri-investissement	21 100 000	
	Agri-relance	1 000	
	Agri-risques - contribution fédérale	1 000	
	Agri-risques - contribution provinciale	1 000	
	Agri-stabilité	45 469 500	
	Programmes de protection financière et garanties d'emprunt	55 000	
	Programme ontarien de gestion des risques	150 000 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	1 058 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 000 000	272 943 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		272 943 500

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Paievements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		484 063 800
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
108-7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales		
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
	Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	4 500 000	5 000 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		5 000 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		5 000 000

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109

La Division des politiques est responsable de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits et l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Pour ce faire, la Division soutient l'objectif général du ministère de stimuler la croissance économique dans les secteurs agroalimentaires et les collectivités rurales de l'Ontario tout en fournissant des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles. La Division supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques	16 247 300	16 246 700	600	13 690 219
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 247 300	16 246 700	600	13 690 219
	Total - Charges de fonctionnement	16 247 300	16 246 700	600	13 690 219

LABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
109-1	LABORATION DES POLITIQUES		
	Traitements et salaires		12 167 600
	Avantages sociaux		1 586 500
	Transports et communications		554 400
	Services		1 788 500
	Fournitures et matériel		150 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			16 247 300
Total (Charges de fonctionnement) - LABORATION DES POLITIQUES			16 247 300

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	640 203 587	557 975 877
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(566 200)	(672 811)
Total - Charges de fonctionnement redressées	639 637 387	557 303 066

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministre du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille en offrant des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire dans quelque 156 cours et tribunaux de tout l'Ontario. Le ministre intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il fournit un éventail de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Le ministre exécute également des programmes fournissant des soutiens essentiels aux enfants et aux personnes vulnérables, par l'entremise du Bureau du Tuteur et curateur public et du Bureau de l'avocat des enfants. Il offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministres, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Le ministre supervise des organismes, conseils et commissions comme l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Tribunaux décisionnels Ontario, le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministre subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministre	231 324 300	229 272 100	2 052 200	261 373 996
302 Programme de poursuites contre les criminels	350 896 400	338 417 300	12 479 100	311 679 256
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	511 448 800	579 545 200	(68 096 400)	578 729 363
304 Programme des services juridiques	32 208 000	31 043 500	1 164 500	29 904 804
305 Programme des services aux tribunaux	512 914 200	467 479 700	45 434 500	485 852 874
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	158 017 100	155 814 100	2 203 000	124 954 011
307 Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 654 700	16 028 000	(6 373 300)	8 559 241
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	62 570 500	39 869 700	22 700 800	84 767 837
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 869 034 000	1 857 469 600	11 564 400	1 885 821 382
Crédits législatifs	5 369 014	5 368 014	1 000	57 091 653
Total du ministre - Charges de fonctionnement	1 874 403 014	1 862 837 614	11 565 400	1 942 913 035

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	154 525 100	174 435 700	(19 910 600)	59 160 453
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(31 587)
Redressement de consolidation - Jeux en ligne Ontario	109 651 100	-	109 651 100	-
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	-	-	-	(6 319)
Redressement de consolidation - hypothèques	(107 100)	(1 019 500)	912 400	(1 452 672)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(235 523 500)	(217 467 300)	(18 056 200)	(286 779 565)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 493 290)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 902 948 614	1 818 786 514	84 162 100	1 712 310 055
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	6 800
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	1 415 972
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000	3 000	-	102 613
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	205 645
305 Programme des services aux tribunaux	1 000	1 000	-	74 707
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	84 534
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	10 000	10 000	-	1 890 271
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	10 000	10 000	-	1 890 271

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	60 255 300	53 364 400	6 890 900	30 023 182
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
304 Programme des services juridiques	1 000	-	1 000	-
305 Programme des services aux tribunaux	6 279 700	49 391 700	(43 112 000)	66 825 691
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	66 538 000	102 758 100	(36 220 100)	96 848 873
Crédits législatifs	11 788 600	9 839 400	1 949 200	5 319 423
Total du ministère - Charges d'immobilisations	78 326 600	112 597 500	(34 270 900)	102 168 296
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	5 500 000	1 200 000	4 300 000	1 531 213
Redressement de consolidation - Jeux en ligne Ontario	27 500	-	27 500	-
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	246 500	313 700	(67 200)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(67 888 500)	(98 331 400)	30 442 900	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	16 212 100	15 779 800	432 300	103 699 509
BIENS IMMOBILISÉS				
301 Programme d'administration du ministère	35 692 500	39 794 000	(4 101 500)	9 579 606
304 Programme des services juridiques	-	1 880 000	(1 880 000)	-
305 Programme des services aux tribunaux	50 793 800	115 222 000	(64 428 200)	186 022 624
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 557 200	3 774 100	(1 216 900)	2 476 997
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	89 043 500	160 670 100	(71 626 600)	198 079 227
Total du ministère - Biens immobilisés	89 043 500	160 670 100	(71 626 600)	198 079 227
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 919 160 714	1 834 566 314	84 594 400	1 816 009 564

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion de projet, données et analyses, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	231 324 300	229 272 100	2 052 200	261 373 996
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	231 324 300	229 272 100	2 052 200	261 373 996
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	15 950
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 251
	Total - Charges de fonctionnement	231 388 314	229 336 114	2 052 200	261 439 247
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	6 800
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	6 800
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	6 800

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	60 254 300	53 364 400	6 889 900	30 023 182
8	Projet de modernisation	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	60 255 300	53 364 400	6 890 900	30 023 182
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 312 700	4 547 200	1 765 500	1 877 323
	Total - Crédits législatifs	6 312 700	4 547 200	1 765 500	1 877 323
	Total - Charges d'immobilisations	66 568 000	57 911 600	8 656 400	31 900 505
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Projet de modernisation	35 692 500	39 794 000	(4 101 500)	9 579 606
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	35 692 500	39 794 000	(4 101 500)	9 579 606
	Total - Biens immobilisés	35 692 500	39 794 000	(4 101 500)	9 579 606

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		26 157 300
	Avantages sociaux		3 218 200
	Transports et communications		637 700
	Services		201 114 800
	Fournitures et matériel		196 300
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation		1 000
	Total partiel		231 325 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		231 324 300
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 942 400	
	Avantages sociaux	346 400	
	Transports et communications	113 300	
	Services	109 800	
	Fournitures et matériel	35 800	3 547 700
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 577 600	
	Avantages sociaux	306 000	
	Transports et communications	19 100	
	Services	175 400	
	Fournitures et matériel	10 000	3 088 100
<i>Locaux - Frais de location</i>			
	Services	179 742 600	179 742 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	20 637 300	
	Avantages sociaux	2 565 800	
	Transports et communications	505 300	
	Services	21 087 000	
	Fournitures et matériel	150 500	
	Paievements de transfert		
	Projets liés à l'innovation	1 000	
	Total partiel	44 946 900	
	Moins : Recouvrements	1 000	44 945 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		231 324 300
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		231 388 314
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
301-5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
301-10	Débiteurs		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		2 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	44 712 200	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	15 542 100	60 254 300
	Total " voter - Charges d'immobilisations		60 254 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		6 312 700
301-8	Projet de modernisation		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		66 568 000
BIENS IMMOBILISÉS			
301-7	Projet de modernisation		
	Matériel de technologie de l'information		20 940 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		14 751 700
	Total " voter - Biens immobilisés		35 692 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre		35 692 500

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au sous-procureur général dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	350 896 400	338 417 300	12 479 100	311 679 256
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	350 896 400	338 417 300	12 479 100	311 679 256
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	344 194
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	344 194
	Total - Charges de fonctionnement	350 897 400	338 418 300	12 479 100	312 023 450
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	1 415 972
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	1 415 972
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 415 972

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		284 136 600
	Avantages sociaux		24 163 900
	Transports et communications		7 213 200
	Services		22 453 500
	Fournitures et matériel		6 380 700
	Paielements de transfert		
	Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 000	
	Centres de justice - partenariats communautaires	1 943 500	
	Programmes de responsabilisation directe	3 604 000	
	Indemnisation des victimes " partir de la confiscation des actifs criminels	1 000 000	6 548 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		350 896 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		350 897 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
302-7	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones. La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. Par ailleurs, la Division des politiques administre les nominations ministérielles de l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels, gère le programme des notaires et des commissaires qui assure la prestation de services directs aux candidats aux fonctions de notaires non juristes ou parajuristes et de commissaires et fournit du soutien administratif de deux comités consultatifs sur les nominations de la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. Époque actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre	réels
				2023-2024	2021-2022
				et	
				2022-2023	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	318 516 700	388 864 300	(70 347 600)	388 343 600
4	Relations avec les organismes et les tribunaux	148 856 700	142 208 900	6 647 800	143 214 278
8	Politiques	6 764 900	6 721 400	43 500	6 623 443
13	Justice pour les Autochtones	37 310 500	41 750 600	(4 440 100)	40 548 042
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		511 448 800	579 545 200	(68 096 400)	578 729 363

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	477 352
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	16 598
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	493 950
	Total - Charges de fonctionnement	511 450 800	579 547 200	(68 096 400)	579 223 313
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
12	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	3 000	3 000	-	102 613
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	102 613
	Total - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	102 613
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-2	Aide juridique Ontario		
	Paielements de transfert		
	Aide juridique Ontario		
	318 516 700		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	318 516 700		
303-4	Relations avec les organismes et les tribunaux		
	Traitements et salaires		
	89 857 800		
	Avantages sociaux		
	11 214 400		
	Transports et communications		
	3 916 300		
	Services		
	24 722 800		
	Fournitures et matériel		
	787 600		
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 458 900		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
	5 336 200		
	18 795 100		
	Total partiel		
	149 294 000		
	Moins : Recouvrements		
	437 300		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	148 856 700		
Sous-postes :			
Relations avec les organismes et gestion des programmes			
	Traitements et salaires		
	2 679 000		
	Avantages sociaux		
	349 800		
	Transports et communications		
	214 000		
	Services		
	1 253 300		
	Fournitures et matériel		
	4 300		
	4 500 400		
Vérification et supervision des libérations sous caution			
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 458 900		
	13 458 900		
Commission ontarienne des droits de la personne			
	Traitements et salaires		
	4 489 600		
	Avantages sociaux		
	395 100		
	Transports et communications		
	193 200		
	Services		
	404 800		
	Fournitures et matériel		
	28 200		
	5 510 900		

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
	Paielements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	5 336 200
	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
	Traitements et salaires	5 864 700	
	Avantages sociaux	651 100	
	Transports et communications	195 300	
	Services	738 500	
	Fournitures et matériel	50 000	7 499 600
	<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
	Traitements et salaires	8 561 500	
	Avantages sociaux	1 146 900	
	Transports et communications	215 000	
	Services	550 200	
	Fournitures et matériel	61 700	10 535 300
	<i>Tribunaux d'appel Ontario</i>		
	Traitements et salaires	54 750 200	
	Avantages sociaux	6 985 000	
	Transports et communications	2 659 400	
	Services	18 047 000	
	Fournitures et matériel	552 500	
	Total partiel	82 994 100	
	Moins : Recouvrements	437 300	82 556 800
	<i>Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire</i>		
	Traitements et salaires	13 512 800	
	Avantages sociaux	1 686 500	
	Transports et communications	439 400	
	Services	3 727 000	
	Fournitures et matériel	90 900	19 456 600

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Renseignements au public</i>		
	Services	1 000	1 000
	<i>Commissions royales</i>		
	Services	1 000	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		148 856 700
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
303-8	Politiques		
	Traitements et salaires		5 579 900
	Avantages sociaux		651 400
	Transports et communications		195 400
	Services		275 200
	Fournitures et matériel		63 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		6 764 900

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-13	Justice pour les Autochtones		
	Traitements et salaires		3 033 000
	Avantages sociaux		328 900
	Transports et communications		268 000
	Services		576 200
	Fournitures et matériel		28 100
	Paievements de transfert		
	Services aux victimes autochtones	12 182 500	
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 464 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	16 110 400	
	Liste des jurés	319 000	33 076 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		37 310 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		511 450 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
303-12	Paievement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		3 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		3 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
303-5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministres et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés de l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit civil	26 697 400	25 540 400	1 157 000	25 279 200
3	Services des conseillers législatifs	5 510 600	5 503 100	7 500	4 625 604
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 208 000	31 043 500	1 164 500	29 904 804
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances intéressées	1 000	1 000	-	49 369 741
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	49 369 741
	Total - Charges de fonctionnement	32 209 000	31 044 500	1 164 500	79 274 545
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	205 645
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	205 645
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	205 645

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Droit civil	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Services juridiques	-	1 880 000	(1 880 000)	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	1 880 000	(1 880 000)	-
	Total - Biens immobilisés	-	1 880 000	(1 880 000)	-

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
304-2	Droit civil		
	Traitements et salaires	144 206 700	
	Avantages sociaux	12 896 100	
	Transports et communications	296 600	
	Services	10 266 700	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	167 955 000	
	Moins : Recouvrements	141 257 600	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	26 697 400	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Directions centrales</i>			
	Traitements et salaires	31 392 400	
	Avantages sociaux	3 934 100	
	Transports et communications	296 600	
	Services	10 254 600	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	46 166 600	
	Moins : Recouvrements	19 470 200	26 696 400
<i>Directions des services juridiques détachés</i>			
	Traitements et salaires	112 814 300	
	Avantages sociaux	8 962 000	
	Services	12 100	
	Total partiel	121 788 400	
	Moins : Recouvrements	121 787 400	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	26 697 400	
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant		1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	6 542 600
	Avantages sociaux	675 500
	Transports et communications	13 800
	Services	117 700
	Fournitures et matériel	25 000
	Total partiel	7 374 600
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 510 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	32 209 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
304-6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services juridiques	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
304-4	Droit civil	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services juridiques	2 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	307 402 200	264 746 900	42 655 300	281 130 150
2	Services judiciaires	205 512 000	202 732 800	2 779 200	204 722 724
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		512 914 200	467 479 700	45 434 500	485 852 874
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	5 300 000	5 300 000	-	6 811 504
Total - Crédits législatifs		5 300 000	5 300 000	-	6 811 504
Total - Charges de fonctionnement		518 214 200	472 779 700	45 434 500	492 664 378
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	74 707
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	74 707
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	74 707

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	6 278 700	49 390 700	(43 112 000)	66 825 691
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		6 279 700	49 391 700	(43 112 000)	66 825 691
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 070 100	1 758 300	1 311 800	538 576
Total - Crédits législatifs		3 070 100	1 758 300	1 311 800	538 576
Total - Charges d'immobilisations		9 349 800	51 150 000	(41 800 200)	67 364 267
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	50 793 800	115 222 000	(64 428 200)	186 022 624
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		50 793 800	115 222 000	(64 428 200)	186 022 624
Total - Biens immobilisés		50 793 800	115 222 000	(64 428 200)	186 022 624

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
305-1	Administration de la justice		
	Traitements et salaires		177 409 400
	Avantages sociaux		30 338 600
	Transports et communications		11 145 500
	Services		34 427 700
	Fournitures et matériel		7 395 200
	Paielements de transfert		
	Projets de modernisation	205 000	
	Programmes de soutien aux tribunaux	1 000	
	Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	1 438 400	1 644 400
	Autres opérations		45 042 400
	Total partiel		307 403 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		307 402 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 300 000
305-2	Services judiciaires		
	Traitements et salaires		176 786 500
	Avantages sociaux		14 864 400
	Transports et communications		4 572 100
	Services		8 559 900
	Fournitures et matériel		728 100
	Paielements de transfert		
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		205 512 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		518 214 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
305-6	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
305-3	Construction de tribunaux	
	Paiements de transfert	
	Cession immobilière	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paiements	6 277 700
	Total " voter - Charges d'immobilisations	6 278 700
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 070 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	9 349 800
BIENS IMMOBILISÉS		
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	43 282 600
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 511 200
	Total " voter - Biens immobilisés	50 793 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	50 793 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes à l'Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle de la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	26 446 600	27 022 400	(575 800)	23 059 057
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoin·s	24 666 300	24 639 000	27 300	22 247 850
6	Personnes vulnérables	106 904 200	104 152 700	2 751 500	79 647 104
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		158 017 100	155 814 100	2 203 000	124 954 011
Total - Charges de fonctionnement		158 017 100	155 814 100	2 203 000	124 954 011
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	84 534
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	84 534
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	84 534

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		5 799 900
	Avantages sociaux		704 900
	Transports et communications		584 300
	Services		1 461 600
	Fournitures et matériel		38 900
	Paielements de transfert		
	Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000	
	Recours civils " <i>l'égard d'activités illicites - Loi sur les recours civils -</i> Indemnisation des victimes	1 000 000	
	Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	1 410 700	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	2 037 800	
	Programme d'aide aux enfants victimes	1 467 800	
	Services spécialisés	350 000	17 857 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		26 446 600
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		19 488 500
	Avantages sociaux		3 129 400
	Transports et communications		777 600
	Services		974 400
	Fournitures et matériel		296 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		24 666 300

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires	46 247 900	
	Avantages sociaux	5 865 800	
	Transports et communications	1 006 400	
	Services	53 189 500	
	Fournitures et matériel	669 600	
	Total partiel	106 979 200	
	Moins : Recouvrements	75 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	106 904 200	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Avocat des enfants</i>		
	Traitements et salaires	8 921 200	
	Avantages sociaux	1 076 000	
	Transports et communications	240 800	
	Services	30 924 000	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	41 315 000	
	Moins : Recouvrements	75 000	41 240 000
	<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
	Traitements et salaires	37 326 700	
	Avantages sociaux	4 789 800	
	Transports et communications	765 600	
	Services	22 265 500	
	Fournitures et matériel	516 600	65 664 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	106 904 200	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	158 017 100	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
306-7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000	
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées " un parti de l'Ontario, " une association de circonscription ou " un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 654 700	16 028 000	(6 373 300)
				8 559 241
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		9 654 700	16 028 000	(6 373 300)
				8 559 241
Total - Charges de fonctionnement		9 654 700	16 028 000	(6 373 300)
				8 559 241

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	
	Paiements de transfert	
	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 654 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	9 654 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 654 700

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation qui relève du ministre du Procureur général. Elle a été établie le 23 février 1998 en vertu de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, laquelle a été modifiée en 2018 et rebaptisée *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public* à au moment où la CAJO est devenue responsable de la réglementation de la vente au détail de cannabis. Le 29 novembre 2021, cette loi modifiée de 2018 a été abrogée et la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario* a été proclamée en vigueur, prorogeant la CAJO sous un statut distinct de personne morale et autorisant la CAJO à surveiller la mise sur pied de la filiale des loteries et l'administration des loteries en ligne prescrites.

La CAJO est chargée de réglementer les secteurs et les industries des alcools, des jeux et des courses de chevaux ainsi que la vente au détail du cannabis en respectant les principes d'innocuité et d'intégrité et en veillant à l'ordre public. Pour ce faire, elle veille à l'application de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Elle veille également à l'application du Décret 1413/08 sur les licences de loterie pour les organismes de bienfaisance. Les activités réglementées par la CAJO comprennent :

- À la vente et le service de boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- À la vente de boissons alcoolisées dans les épiceries;
- À les services de livraison d'alcool;
- À les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- À les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- À le jeu commercial comme les casinos et les sites de jeux en ligne;
- À les loteries exploitées par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, un organisme du gouvernement provincial;
- À la vente de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministre du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses publiées du ministre, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario. La CAJO est financée à l'aide d'une combinaison de revenus provenant du Trésor et de fonds recouverts.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	62 570 500	39 869 700	22 700 800	84 767 837
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62 570 500	39 869 700	22 700 800	84 767 837
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	7 013
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	7 013
	Total - Charges de fonctionnement	62 571 500	39 869 700	22 701 800	84 774 850
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 404 800	3 533 900	(1 129 100)	2 903 524
	Total - Crédits législatifs	2 404 800	3 533 900	(1 129 100)	2 903 524
Total - Charges d'immobilisations		2 405 800	3 534 900	(1 129 100)	2 903 524
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 557 200	3 774 100	(1 216 900)	2 476 997
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 557 200	3 774 100	(1 216 900)	2 476 997
Total - Biens immobilisés		2 557 200	3 774 100	(1 216 900)	2 476 997

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
308-1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Traitements et salaires	85 417 900
	Avantages sociaux	18 019 200
	Transports et communications	1 545 800
	Services	30 789 500
	Fournitures et matériel	967 900
	Total partiel	136 740 300
	Moins : Recouvrements	74 169 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	62 570 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	62 571 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
308-3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
308-2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 404 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 405 800
BIENS IMMOBILISÉS		
308-4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Matériel de technologie de l'information	2 557 200
	Total " voter - Biens immobilisés	2 557 200
	Total (Biens immobilisés) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 557 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 864 013 214	2 000 545 623
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(1 175 600)	(57 632 588)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 862 837 614	1 942 913 035

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre, qui offre des services d'analyse et des conseils stratégiques essentiels au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour la réalisation des priorités du gouvernement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
401	Programme du Bureau du conseil des ministres	55 456 800	49 895 500	5 561 300	47 222 494
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	55 456 800	49 895 500	5 561 300	47 222 494
	Crédits législatifs	128 028	64 014	64 014	79 786
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	55 584 828	49 959 514	5 625 314	47 302 280
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	55 584 828	49 959 514	5 625 314	47 302 280
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	55 584 828	49 959 514	5 625 314	47 302 280

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et l'adoption de principes et de pratiques fondés sur l'approche Lean dans tout le gouvernement.

Le ministre des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Le ministre de la Réduction des formalités administratives, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige le travail visant à moderniser les lois, règlements et politiques afin de réduire les formalités administratives et de faciliter les interactions des entreprises et des particuliers avec le gouvernement. Le Bureau de la stratégie pour le numérique, lui aussi intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige l'élaboration de la stratégie relative aux services de la FPO, une approche pangouvernementale visant à offrir des services intégrés et uniformes aux utilisateurs. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau principal	55 128 800	49 567 500	5 561 300	46 900 830
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 000	328 000	-	321 664
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	55 456 800	49 895 500	5 561 300	47 222 494
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	95 682	47 841	47 841	34 537
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	22 871
	Total - Crédits législatifs	128 028	64 014	64 014	79 786
	Total - Charges de fonctionnement	55 584 828	49 959 514	5 625 314	47 302 280

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		43 239 900
	Avantages sociaux		5 597 400
	Transports et communications		404 800
	Services		5 613 600
	Fournitures et matériel		269 100
	Paiements de transfert		
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000	
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000	
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			55 128 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			
	Traitements et salaires	32 930 900	
	Avantages sociaux	4 236 900	
	Transports et communications	274 600	
	Services	4 427 700	
	Fournitures et matériel	198 800	42 068 900

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Affaires intergouvernementales</i>			
	Traitements et salaires		5 378 600	
	Avantages sociaux		694 900	
	Transports et communications		31 600	
	Services		939 400	
	Fournitures et matériel		21 000	
	Paiements de transfert			
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000		
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000		
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000	7 069 500
	<i>Réduction des formalités administratives</i>			
	Traitements et salaires		4 930 400	
	Avantages sociaux		665 600	
	Transports et communications		98 600	
	Services		246 500	
	Fournitures et matériel		49 300	5 990 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement			55 128 800
	Crédits législatifs			
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			95 682
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			32 346
401-2	Leader parlementaire du gouvernement			
	Traitements et salaires			280 000
	Avantages sociaux			31 300
	Transports et communications			6 300
	Services			5 100
	Fournitures et matériel			5 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			328 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres			55 584 828

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	42 619 114	38 919 193
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	7 340 400	8 496 951
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(113 864)
Total - Charges de fonctionnement redressées	49 959 514	47 302 280

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a pour vision un système de services sociaux centrés sur la personne qui renforce les collectivités et soutient le bien-être et de meilleurs résultats pour toutes et tous. Le ministère aide à rompre le cycle de la pauvreté et à bâtir une province où les enfants, les jeunes, les femmes et les familles se sentent en sécurité, soutenus et prêts à réussir, où les Autochtones obtiennent de meilleurs résultats et où toutes les personnes handicapées ont des chances égales. Il travaille également à l'échelle intergouvernementale et intersectorielle pour promouvoir l'autonomie économique et sociale des femmes et lutter contre la violence sexiste.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
701 Programme d'administration du ministère	94 092 300	101 804 500	(7 712 200)	108 506 735
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	19 164 601 900	18 224 311 200	940 290 700	17 043 904 186
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	19 258 694 200	18 326 115 700	932 578 500	17 152 410 921
Crédits législatifs	75 709 265	70 232 865	5 476 400	69 717 470
Total du ministère - Charges de fonctionnement	19 334 403 465	18 396 348 565	938 054 900	17 222 128 391
Redressement de consolidation - hôpitaux	(159 367 500)	(144 999 500)	(14 368 000)	(162 216 869)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	(2 009 400)	(1 609 500)	(399 900)	(2 469 321)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	124 602 100	-	124 602 100	-
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	(17 326 000)	(17 326 000)	-	(18 581 000)
Redressement de consolidation - collèges	(2 543 700)	(2 540 800)	(2 900)	(2 525 326)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(40 672 600)	(39 236 700)	(1 435 900)	(37 153 090)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	19 237 086 365	18 190 636 065	1 046 450 300	16 999 182 785
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	89 506 000	78 836 500	10 669 500	86 360 319
704 Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	89 507 000	78 837 500	10 669 500	86 360 319
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	89 507 000	78 837 500	10 669 500	86 360 319

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	163 420 800	72 610 600	90 810 200	40 129 584
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	163 420 800	72 610 600	90 810 200	40 129 584
	Crédits législatifs	28 265 200	59 080 300	(30 815 100)	39 029 422
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	191 686 000	131 690 900	59 995 100	79 159 006
	Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	22 285 300	-	22 285 300	-
	Redressement de consolidation - hypothèques	(84 000 500)	(6 025 600)	(77 974 900)	(5 141 901)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(4 500 000)	-	(4 500 000)	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 754 300)	(1 754 300)	-	(2 453 449)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	123 716 500	123 911 000	(194 500)	71 563 656
BIENS IMMOBILISÉS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	19 584 500	20 171 300	(586 800)	20 072 189
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	19 584 500	20 171 300	(586 800)	20 072 189
	Total du ministère - Biens immobilisés	19 584 500	20 171 300	(586 800)	20 072 189
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	19 360 802 865	18 314 547 065	1 046 255 800	17 070 746 441

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	67 857 800	77 890 400	(10 032 600)	85 972 455
2	Politiques stratégiques	26 234 500	23 914 100	2 320 400	22 534 280
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	94 092 300	101 804 500	(7 712 200)	108 506 735
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	10 545
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	61 134
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	105 013
	Total - Charges de fonctionnement	94 195 865	101 908 065	(7 712 200)	108 611 748

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
701-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		28 628 100
	Avantages sociaux		3 929 400
	Transports et communications		1 087 400
	Services		33 330 000
	Fournitures et matériel		881 900
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		67 857 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureaux de la direction</i>			
	Traitements et salaires	4 804 100	
	Avantages sociaux	498 100	
	Transports et communications	156 000	
	Services	833 500	
	Fournitures et matériel	74 500	6 366 200
<i>Soutien aux activités</i>			
	Traitements et salaires	13 590 600	
	Avantages sociaux	1 775 800	
	Transports et communications	504 800	
	Services	816 200	
	Fournitures et matériel	494 000	
	Autres opérations	1 000	17 182 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 484 400	
	Avantages sociaux	457 200	
	Transports et communications	46 600	
	Services	68 500	
	Fournitures et matériel	61 000	3 117 700
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	6 178 000	
	Avantages sociaux	831 200	
	Transports et communications	150 000	
	Services	895 900	
	Fournitures et matériel	66 000	8 121 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	34 300	
	Services	8 865 300	
	Fournitures et matériel	21 200	8 920 800
	<i>Gestion des locaux</i>		
	Traitements et salaires	1 571 000	
	Avantages sociaux	367 100	
	Transports et communications	195 700	
	Services	21 850 600	
	Fournitures et matériel	165 200	24 149 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		67 857 800
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
701-2	Politiques stratégiques		
	Traitements et salaires		19 184 800
	Avantages sociaux		2 764 500
	Transports et communications		314 600
	Services		3 874 200
	Fournitures et matériel		95 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		26 234 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		94 195 865

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalente à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et créatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Soutien financier et soutien à l'emploi	10 341 107 700	9 803 585 700	537 522 000	9 068 838 193
7	Bureau des obligations familiales	33 148 800	34 970 200	(1 821 400)	42 656 832
20	Enfants et jeunes à risque	2 196 521 600	2 074 893 900	121 627 700	2 101 808 048
21	Soutiens aux particuliers et aux familles	5 238 380 800	5 025 863 400	212 517 400	4 640 299 231
22	Prestation ontarienne pour enfants	1 243 195 700	1 193 194 700	50 001 000	1 069 843 466
26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	69 999 200	68 149 000	1 850 200	99 349 165
28	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	42 248 100	23 654 300	18 593 800	21 109 251
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		19 164 601 900	18 224 311 200	940 290 700	17 043 904 186

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	75 605 700	70 128 300	5 477 400	69 612 457
	Total - Crédits législatifs	75 605 700	70 128 300	5 477 400	69 612 457
	Total - Charges de fonctionnement	19 240 207 600	18 294 439 500	945 768 100	17 113 516 643
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services aux enfants et aux adultes	89 506 000	78 836 500	10 669 500	86 360 319
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	89 506 000	78 836 500	10 669 500	86 360 319
	Total - Actifs de fonctionnement	89 506 000	78 836 500	10 669 500	86 360 319

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-3	Soutien financier et soutien à l'emploi		
	Traitements et salaires		144 421 700
	Avantages sociaux		24 877 900
	Transports et communications		5 784 700
	Services		21 534 000
	Fournitures et matériel		1 274 400
	Paielements de transfert		
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	6 053 798 500	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	13 822 200	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	2 662 485 000	
	Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi	156 911 800	
	Programme de médicaments de l'Ontario	1 256 196 500	10 143 214 000
	Autres opérations		1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			10 341 107 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		75 605 700
702-7	Bureau des obligations familiales		
	Traitements et salaires		26 298 400
	Avantages sociaux		4 455 700
	Transports et communications		112 700
	Services		2 255 700
	Fournitures et matériel		25 300
	Autres opérations		1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			33 148 800

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-20	Enfants et jeunes à risque		
	Traitements et salaires		102 488 500
	Avantages sociaux		19 826 700
	Transports et communications		2 066 100
	Services		28 917 200
	Fournitures et matériel		1 404 500
	Paielements de transfert		
	Services de justice pour la jeunesse	178 922 400	
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	98 110 800	
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	96 217 300	
	Services de protection de l'enfance	1 668 567 100	2 041 817 600
	Autres opérations		1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			2 196 521 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services de protection de l'enfance</i>			
	Traitements et salaires	11 264 600	
	Avantages sociaux	1 544 700	
	Transports et communications	465 600	
	Services	14 686 000	
	Fournitures et matériel	261 300	
	Paielements de transfert		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	98 110 800	
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	96 217 300	
	Services de protection de l'enfance	1 668 567 100	1 862 895 200
			1 891 117 400

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
	Traitements et salaires	91 223 900	
	Avantages sociaux	18 282 000	
	Transports et communications	1 600 500	
	Services	14 231 200	
	Fournitures et matériel	1 143 200	
	Paielements de transfert		
	Services de justice pour la jeunesse	178 922 400	
	Autres opérations	1 000	305 404 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		2 196 521 600
702-21	Soutiens aux particuliers et aux familles		
	Traitements et salaires		85 599 000
	Avantages sociaux		16 010 900
	Transports et communications		2 011 300
	Services		11 304 300
	Fournitures et matériel		1 181 400
	Paielements de transfert		
	Familles en santé	95 595 300	
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	128 556 600	
	Autisme	667 898 400	
	Besoins particuliers complexes	159 080 200	
	Résidences avec services de soutien " l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	2 220 609 200	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	68 658 200	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	45 087 500	
	Soutien aux victimes de violence	246 941 100	
	Services de soutien	1 159 820 700	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	330 024 700	5 122 272 900
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 238 380 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>			
	Traitements et salaires	4 684 000	
	Avantages sociaux	1 805 600	
	Transports et communications	334 700	
	Services	2 057 500	
	Fournitures et matériel	282 600	
	Paielements de transfert		
	Services de soutien	1 159 820 700	
	Résidences avec services de soutien "		
	l'autonomie pour les personnes ayant une		
	déficience intellectuelle	2 220 609 200	3 380 429 900
	Autres opérations	1 000	3 389 595 300
<i>Populations vulnérables</i>			
	Traitements et salaires	8 080 400	
	Avantages sociaux	459 400	
	Transports et communications	53 700	
	Services	2 213 900	
	Fournitures et matériel	18 500	
	Paielements de transfert		
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des		
	Autochtones	45 087 500	
	Soutien aux victimes de violence	246 941 100	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	68 658 200	360 686 800
			371 512 700

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>			
Traitements et salaires		29 436 800	
Avantages sociaux		5 249 200	
Transports et communications		596 300	
Services		5 880 100	
Fournitures et matériel		425 800	
Paielements de transfert			
Familles en santé	95 595 300		
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	128 556 600		
Autisme	667 898 400		
Besoins particuliers complexes	159 080 200		
Crédit déposé pour les activités des enfants	1 000		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	330 024 700	1 381 156 200	1 422 744 400
<i>Bureaux régionaux</i>			
Traitements et salaires		43 397 800	
Avantages sociaux		8 496 700	
Transports et communications		1 026 600	
Services		1 152 800	
Fournitures et matériel		454 500	54 528 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			5 238 380 800

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
702-22	Prestation ontarienne pour enfants		
	Paielements de transfert		
	Prestation ontarienne pour enfants	1 229 000 000	
	Subvention @quivalent " la Prestation ontarienne pour enfants	14 194 700	1 243 194 700
	Autres op@rations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 243 195 700
702-26	Groupeement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services " l'enfance et " la jeunesse		
	Traitements et salaires		40 112 500
	Avantages sociaux		5 565 000
	Transports et communications		2 805 000
	Services		35 907 400
	Fournitures et mat@riel		3 003 500
	Autres op@rations		1 000
	Total partiel		87 394 400
	Moins : Recouvrements		17 395 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		69 999 200
702-28	Office des perspectives sociales et @conomiques pour les femmes		
	Traitements et salaires		2 467 200
	Avantages sociaux		379 600
	Transports et communications		91 200
	Services		354 700
	Fournitures et mat@riel		33 200
	Paielements de transfert		
	Initiatives de pr@vention de la violence	28 889 100	
	Initiatives d@autonomisation @conomique	10 032 100	38 921 200
	Autres op@rations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		42 248 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		19 240 207 600

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
702-9	Services aux enfants et aux adultes		
	Avances et montants récupérables		
	Soutien financier et soutien à l'emploi	89 500 000	
	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	1 000	
	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	1 000	
	Prestation ontarienne pour enfants	1 000	
	Soutiens aux particuliers et aux familles	1 000	
	Enfants et jeunes à risque	1 000	
	Bureau des obligations familiales	1 000	89 506 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			89 506 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes			89 506 000

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires programme d'immobilisations dans l'infrastructure et actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure	163 419 800	72 609 600	90 810 200	40 129 584
2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		163 420 800	72 610 600	90 810 200	40 129 584
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	28 264 200	59 079 300	(30 815 100)	39 029 422
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		28 265 200	59 080 300	(30 815 100)	39 029 422
Total - Charges d'immobilisations		191 686 000	131 690 900	59 995 100	79 159 006

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023
Ns				Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires; biens immobilisés liés à l'infrastructure	2 763 000	141 500	2 621 500
4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires; logiciels et applications de gestion; biens immobilisés	16 821 500	20 029 800	(3 208 300)
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		19 584 500	20 171 300	(586 800)
Total - Biens immobilisés		19 584 500	20 171 300	(586 800)

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
704-9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-programme d'immobilisations dans l'infrastructure-actifs de fonctionnement		
	Avances et montants récupérables		
	Programme d'immobilisations		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
704-1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-infrastructure		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations	137 516 400	
	Renouvellement des installations des partenaires	24 148 100	161 664 500
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 754 300	
	Provision pour dépréciation/perte/réduction de la valeur de certains biens	1 000	1 755 300
	Total " voter - Charges d'immobilisations		163 419 800
704-2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		28 264 200
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		191 686 000

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
704-3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-biens immobilisés liés à l'infrastructure	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 762 000
	Total à voter - Biens immobilisés	2 763 000
704-4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion-biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	296 300
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	44 400
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	16 480 800
	Total à voter - Biens immobilisés	16 821 500
	Total (Biens immobilisés) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	19 584 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	18 430 254 465	17 227 976 143
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	56 750 900
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(33 905 900)	(62 598 652)
Total - Charges de fonctionnement redressées	18 396 348 565	17 222 128 391

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

Le ministère des Affaires civiles et du Multiculturalisme a comme vision une province inclusive et équitable où chacun peut prospérer. Pour que cette vision se concrétise, le ministère mène les initiatives du gouvernement axées sur la lutte contre le racisme et la haine, fait la promotion d'une croissance économique et de débouchés équitables pour l'ensemble de la population et célèbre la diversité nos collectivités et de notre patrimoine.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4601 Administration du ministère	759 800	2 761 900	(2 002 100)	373 700
4602 Direction générale de l'action contre le racisme	27 346 900	28 016 900	(670 000)	10 065 210
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	35 925 500	31 687 200	4 238 300	25 162 866
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	64 032 200	62 466 000	1 566 200	35 601 776
Crédits législatifs	81 187	64 014	17 173	-
Total du ministère - Charges de fonctionnement	64 113 387	62 530 014	1 583 373	35 601 776
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
BIENS IMMOBILISÉS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	64 114 387	62 530 014	1 584 373	35 601 776

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs : l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière et les ressources humaines.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	759 800	2 761 900	(2 002 100)	373 700
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	759 800	2 761 900	(2 002 100)	373 700
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	32 346	16 173	16 173	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	64 014	17 173	-
	Total - Charges de fonctionnement	840 987	2 825 914	(1 984 927)	373 700

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

Ns

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

4601-1 Administration du ministère

Traitements et salaires	637 700
Avantages sociaux	95 500
Services	26 600

Total " voter - Charges de fonctionnement	759 800
--	----------------

Sous-postes :

Services financiers et administratifs

Traitements et salaires	447 700	
Avantages sociaux	64 900	512 600

Services de communication

Traitements et salaires	190 000	
Avantages sociaux	30 600	
Services	26 600	247 200

Total " voter - Charges de fonctionnement	759 800
--	----------------

Crédits législatifs

L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000

Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministère	840 987
--	----------------

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) s'emploie à éliminer le racisme systémique et à faire progresser l'équité raciale en Ontario pour les communautés racisées autochtones, noires et autres en travaillant avec les ministères partenaires pour mettre en œuvre et surveiller le Plan stratégique de l'Ontario contre le racisme. La DGAR travaille également à l'échelle du gouvernement à des initiatives visant à lutter contre la haine, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie, qui touchent les communautés racisées autochtones, noires et autres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Direction générale de l'action contre le racisme	27 346 900	28 016 900	(670 000)	10 065 210
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		27 346 900	28 016 900	(670 000)	10 065 210
Total - Charges de fonctionnement		27 346 900	28 016 900	(670 000)	10 065 210

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4602-1	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Traitements et salaires	4 876 900
	Avantages sociaux	601 600
	Transports et communications	428 000
	Services	1 711 400
	Fournitures et matériel	428 000
	Paievements de transfert	
	Initiatives contre le racisme	19 301 000
Total " voter - Charges de fonctionnement		27 346 900
Total (Charges de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme		27 346 900

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603

La Division des affaires civiles, de l'inclusion et du patrimoine fait la promotion de la croissance économique et de débouchés équitables pour la population ontarienne, afin que chaque personne puisse participer et s'épanouir pleinement. Les programmes sont axés sur l'amélioration des résultats socioéconomiques pour les enfants, les jeunes et les familles marginalisés dans toute la province. La Division dirige la remise des distinctions et prix de premier plan de l'Ontario au nom du gouvernement, par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario.

La Division administre la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, qui est la pierre angulaire du cadre ontarien de protection du patrimoine, et travaille avec les ministères partenaires pour veiller à la prise en compte du patrimoine culturel dans d'autres processus d'aménagement du territoire, dans la planification du logement et de l'infrastructure ainsi que dans la gestion des biens appartenant à la province. En vertu de cette même loi, la Division réglemente également les archéologues, et le ministre établit des normes pour assurer la protection des ressources archéologiques au cours du processus d'approbation de la planification et de l'aménagement de l'utilisation des terres.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	35 925 500	31 687 200	4 238 300	25 162 866
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	35 925 500	31 687 200	4 238 300	25 162 866
	Total - Charges de fonctionnement	35 925 500	31 687 200	4 238 300	25 162 866
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	2 500 000	(2 499 000)	-

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4603-1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Traitements et salaires		6 364 700
	Avantages sociaux		850 900
	Transports et communications		237 800
	Services		1 807 200
	Fournitures et matériel		232 800
	Paievements de transfert		
	Plan ontarien d'action pour la jeunesse	20 509 800	
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 829 300	
	Soutien au secteur du patrimoine	2 092 000	
	Affaires civiles et inclusion - subventions	1 000	26 432 100
Total " voter - Charges de fonctionnement			35 925 500
Total (Charges de fonctionnement) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			35 925 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4603-6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000
BIENS IMMOBILISÉS			
4603-5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
Total " voter - Biens immobilisés			1 000
Total (Biens immobilisés) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	56 306 714	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	8 691 300	35 601 776
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(2 468 000)	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	62 530 014	35 601 776

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 500 000	-
Total - Biens immobilisés redressés	2 500 000	-

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Le ministère des Collèges et Universités est chargé de veiller à ce que le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario prépare les étudiants et les chercheurs d'emploi en leur proposant les compétences, les opportunités et l'éducation de haute qualité dont ils ont besoin pour obtenir de bons emplois, tout en procurant aux entreprises de l'Ontario les talents et la main-d'œuvre qualifiée qu'elles nécessitent pour prendre leur essor et prospérer. Le ministère soutient également la recherche et l'innovation afin d'aider la province à être compétitive et à s'imposer dans l'économie mondiale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3001 Programme d'administration du ministère	15 012 000	15 021 000	(9 000)	15 404 198
3002 Programme d'éducation postsecondaire	6 631 704 000	6 477 912 500	153 791 500	6 102 039 959
3005 Programme de recherche	206 897 100	210 688 900	(3 791 800)	163 482 281
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 853 613 100	6 703 622 400	149 990 700	6 280 926 438
Crédits législatifs	56 506 014	55 106 014	1 400 000	57 767 700
Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 910 119 114	6 758 728 414	151 390 700	6 338 694 138
Redressement de consolidation - collèges	4 627 116 400	3 490 626 700	1 136 489 700	3 798 265 975
Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement des charges d'antériorité liées à l'aide financière aux étudiants	(48 979 900)	(48 979 900)	-	(18 140 954)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(1 050 000)	-	(1 050 000)	-
Redressement de consolidation - hypothèques	(10 591 200)	(8 792 300)	(1 798 900)	(9 149 160)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(676 800)	(656 900)	(19 900)	(700 360)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	11 475 937 614	10 190 926 014	1 285 011 600	10 108 969 639
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	204 847 700	212 322 400	(7 474 700)	178 410 358
3005 Programme de recherche	110 642 000	101 185 200	9 456 800	41 277 145
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	315 489 700	313 507 600	1 982 100	219 687 503
Crédits législatifs	870 900	6 700 100	(5 829 200)	6 769 383
Total du ministère - Charges d'immobilisations	316 360 600	320 207 700	(3 847 100)	226 456 886
Redressement de consolidation - collèges	342 315 900	312 790 000	29 525 900	287 155 683
Redressement de consolidation - hôpitaux	(19 766 200)	(23 336 400)	3 570 200	(12 443 275)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	638 910 300	609 661 300	29 249 000	501 169 294
BIENS IMMOBILISÉS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	12 114 847 914	10 800 587 314	1 314 260 600	10 610 138 933

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Le Programme d'administration du ministère fournit l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assure les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	15 012 000	15 021 000	(9 000)	15 404 198
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 012 000	15 021 000	(9 000)	15 404 198
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	15 707
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 008
	Total - Charges de fonctionnement	15 077 014	15 086 014	(9 000)	15 469 206

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 166 700
	Avantages sociaux		966 800
	Transports et communications		175 200
	Services		6 631 800
	Fournitures et matériel		71 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		15 012 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 926 600	
	Avantages sociaux	489 000	
	Transports et communications	175 200	
	Services	334 700	
	Fournitures et matériel	71 500	3 997 000
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	1 545 900	
	Avantages sociaux	194 800	
	Services	3 126 200	4 866 900
<i>Ressources humaines</i>			
	Services	992 200	992 200
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 694 200	
	Avantages sociaux	283 000	
	Services	495 500	3 472 700
<i>Services juridiques</i>			
	Services	1 530 200	1 530 200
<i>Systèmes informatiques</i>			
	Services	153 000	153 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		15 012 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	15 077 014

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'éducation postsecondaire en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges, aux universités et aux établissements autochtones pour le fonctionnement et les immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert (PT); la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière et les indicateurs de rendement clés); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés et de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants admissibles dans des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. Elle administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Enfin, la DSANP est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire ainsi que de la mise en œuvre et de la surveillance d'une Stratégie provinciale pour l'apprentissage virtuel, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	6 631 704 000	6 477 912 500	153 791 500
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 631 704 000	6 477 912 500	153 791 500
				6 102 039 959

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Crédances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>	54 540 000	54 540 000	-	52 977 179
L	Crédances irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 400 000	-	1 400 000	3 500 000
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>	1 000	1 000	-	725 513
L	Crédances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000	500 000	-	500 000
	Total - Crédits législatifs	56 441 000	55 041 000	1 400 000	57 702 692
	Total - Charges de fonctionnement	6 688 145 000	6 532 953 500	155 191 500	6 159 742 651
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008
	Total - Actifs de fonctionnement	331 000 000	352 500 000	(21 500 000)	243 739 008
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation postsecondaire	204 847 700	212 322 400	(7 474 700)	178 410 358
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	204 847 700	212 322 400	(7 474 700)	178 410 358
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	870 900	6 700 100	(5 829 200)	6 769 383
	Total - Crédits législatifs	870 900	6 700 100	(5 829 200)	6 769 383
	Total - Charges d'immobilisations	205 718 600	219 022 500	(13 303 900)	185 179 741
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3002-1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Traitements et salaires		23 328 500
	Avantages sociaux		3 373 400
	Transports et communications		1 118 400
	Services		21 320 200
	Fournitures et matériel		1 625 000
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	30 402 800	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 481 174 800	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 697 538 800	
	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	748 200	
	Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
	Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 357 674 900	6 581 139 500
	Total partiel		6 631 905 000
	Moins : Recouvrements		201 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 631 704 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>		54 540 000
L	Crédances irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 400 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>		500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		6 688 145 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3002-4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Projets et investissements		
	Projets aux étudiants	330 500 000	
	Projets aux étudiants - impayés	500 000	331 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		331 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		331 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3002-3	Soutien à l'éducation postsecondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - établissements autochtones	1 500 000	
	Subventions d'immobilisations - collèges	79 237 900	
	Subventions d'immobilisations - universités	124 108 800	204 846 700
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		204 847 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		870 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation postsecondaire		205 718 600
BIENS IMMOBILISÉS			
3002-6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation postsecondaire		1 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005

Le programme de recherche, soutenu par la Division des données, de la recherche et de l'innovation, œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

La Division soutient aussi la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement en matière de propriété intellectuelle (PI), y compris la surveillance de l'organisme ontarien Propriété intellectuelle Ontario (PIO) et d'autres initiatives connexes visant à aider le secteur de l'enseignement postsecondaire et le milieu de l'innovation au sens large à profiter des débouchés économiques en s'axant davantage sur la génération, la protection et la gestion de la PI. De plus, la Division dirige les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données qui sont harmonisées avec les directives applicables à l'ensemble du gouvernement, et elle soutient pour le ministère un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue. La Division est aussi responsable des ententes de mandat stratégiques (EMS) bilatérales conclues avec les collèges et les universités. Cela inclut les mesures du rendement et de la production de rapports des EMS, la conception, l'élaboration et la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement et l'évaluation annuelle des résultats en matière de rendement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien à la recherche – charges de fonctionnement	206 897 100	210 688 900	(3 791 800)	163 482 281
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		206 897 100	210 688 900	(3 791 800)	163 482 281
Total - Charges de fonctionnement		206 897 100	210 688 900	(3 791 800)	163 482 281
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à la recherche – charges d'immobilisations	110 642 000	101 185 200	9 456 800	41 277 145
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		110 642 000	101 185 200	9 456 800	41 277 145
Total - Charges d'immobilisations		110 642 000	101 185 200	9 456 800	41 277 145

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3005-1	Soutien à la recherche - charges de fonctionnement		
	Traitements et salaires		5 135 800
	Avantages sociaux		854 500
	Transports et communications		97 000
	Services		1 454 900
	Fournitures et matériel		90 400
	Paie		
	Propriété intellectuelle Ontario	7 682 300	
	Coûts de fonctionnement liés à la recherche	191 582 200	199 264 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			206 897 100
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de recherche			206 897 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3005-3	Soutien à la recherche - charges d'immobilisations		
	Paie		
	Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche		110 642 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			110 642 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme de recherche			110 642 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 741 228 414	6 338 694 138
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	17 500 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 758 728 414	6 338 694 138

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Le ministre soutient la croissance économique et la création d'emplois axées sur l'optimisation des ressources financières, une meilleure reddition des comptes et une transparence accrue pour l'ensemble de la population ontarienne en s'acquittant des missions suivantes :

Proposer des programmes et services qui contribuent à accroître la productivité et la compétitivité globales de l'Ontario, et aider les entreprises à se lancer, à se développer, à passer à l'échelon supérieur et à tirer profit des talents;
 Amener une approche pangouvernementale visant à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies transversales pour garantir que l'Ontario demeure compétitif à l'échelon mondial et sur la voie d'une croissance économique soutenue;
 Associer avec d'autres ordres de gouvernement pour élaborer des politiques, des stratégies et des solutions à l'appui des PME;
 Élaborer et mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes aidant les petites entreprises à démarrer, croître et réussir;
 Soutenir l'écosystème de capital-risque de l'Ontario pour aider les entreprises à créer et à entretenir concurrentielles à l'échelle mondiale.

Le ministre fait aussi la promotion de l'Ontario comme partenaire commercial et destination d'investissement de premier plan, en montrant ce que nous faisons pour faciliter la création d'entreprise et les affaires dans la province. Par l'entremise de son réseau international de bureaux du commerce et des investissements et par l'apport de soutiens aux politiques et programmes commerciaux, le ministre protège les intérêts de l'Ontario dans les accords de libre-échange et aide les entreprises à augmenter leurs exportations pour se développer et passer à l'échelon supérieur.

Par l'entremise de son organisme Investissements Ontario, le ministre fait la promotion de l'Ontario comme destination de premier plan en matière d'investissement, en montrant au monde ce que nous faisons pour faciliter l'investissement et les affaires dans la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
901 Programme d'administration du ministre	23 140 900	23 118 500	22 400	19 760 127
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	1 284 810 200	913 462 700	371 347 500	954 791 356
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 307 951 100	936 581 200	371 369 900	974 551 483
Crédits législatifs	1 182 187	829 565	352 622	8 614 153
Total du ministre - Charges de fonctionnement	1 309 133 287	937 410 765	371 722 522	983 165 636
Redressement de consolidation - Croissance Ontario	671 400	(1 278 800)	1 950 200	(1 347 282)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(211)
Redressement de consolidation - Investissements Ontario	-	-	-	2 777 989
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 309 804 687	936 131 965	373 672 722	984 596 132

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
	Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 309 808 687	936 135 965	373 672 722	984 596 132

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 140 900	23 118 500	22 400	19 760 127
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 140 900	23 118 500	22 400	19 760 127
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	22 378	(22 378)	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	19 918
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	873
	Total - Crédits législatifs	81 187	103 565	(22 378)	70 092
	Total - Charges de fonctionnement	23 222 087	23 222 065	22	19 830 219

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		14 036 800
	Avantages sociaux		1 430 000
	Transports et communications		630 000
	Services		6 590 000
	Fournitures et matériel		454 100
	Autres opérations		100 000
	Total partiel		23 240 900
	Moins : Recouvrements		100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 140 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	6 082 200	
	Avantages sociaux	562 300	
	Transports et communications	185 000	
	Services	1 761 900	
	Fournitures et matériel	75 000	8 666 400
<i>Planification et finances</i>			
	Traitements et salaires	3 695 500	
	Avantages sociaux	428 300	
	Transports et communications	350 000	
	Services	1 680 100	
	Fournitures et matériel	192 500	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	6 446 400	
	Moins : Recouvrements	100 000	6 346 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 069 400	
	Avantages sociaux	105 400	
	Transports et communications	40 000	
	Services	183 000	
	Fournitures et matériel	20 000	1 417 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 154 700	
	Avantages sociaux	332 000	
	Transports et communications	35 000	
	Services	700 000	
	Fournitures et matériel	40 000	4 261 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	35 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 265 000	
	Fournitures et matériel	126 600	2 448 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		23 140 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		23 222 087

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario :

• Il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
 • Il dialogue avec l'industrie pour soutenir les priorités de l'Ontario et la gestion des problèmes;
 • Il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises;
 • Il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international;
 • Il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires (municipalités, propriétaires fonciers et services publics) pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l'investissement;
 • Il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l'entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
 • Il exécute des programmes et services de croissance des exportations afin d'aider les entreprises ontariennes à renforcer leur visibilité à l'échelle mondiale;
 • Il propose des services d'investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province;
 • Il fait progresser les investissements directs étrangers et établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne;
 • Il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, comme l'automobile, la fabrication de pointe, la biofabrication et les sciences de la vie;
 • Il instaure en matière d'aménagement une allocation visant à financer l'établissement d'une liste de sites industriels regroupés et viables permettant l'implantation en Ontario de projets stratégiques de grande valeur envisagés par les investisseurs.

Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, joue un rôle central dans la reprise économique et la croissance à venir de la province. Il s'attache à obtenir des investissements surs et de prochaine génération qui créeront des emplois, renforceront la résilience et diversifieront notre économie, et à établir de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement.

Le ministère exécute des programmes d'adoption des technologies et de développement des talents qui tissent des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises et de l'innovation et visent à leur donner accès au capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois.

Le ministère soutient également Propriété intellectuelle Ontario, une nouvelle ressource de prädilection qui aidera les chercheurs et les entreprises à maximiser la valeur de leur propriété intellectuelle et à renforcer leur capacité à croître et à être concurrentiels sur le marché mondial.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 284 810 200	913 462 700	371 347 500	954 791 356
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 284 810 200	913 462 700	371 347 500	954 791 356
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 101 000	726 000	375 000	8 544 061
	Total - Crédits législatifs	1 101 000	726 000	375 000	8 544 061
	Total - Charges de fonctionnement	1 285 911 200	914 188 700	371 722 500	963 335 417

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
	Total - Actifs de fonctionnement	109 722 000	143 000 000	(33 278 000)	3 306 902
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
902-13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Traitements et salaires	42 161 300
	Avantages sociaux	5 116 500
	Transports et communications	3 677 900
	Services	21 934 700
	Fournitures et matériel	1 126 100
	Paiements de transfert	
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	5 400 000
	Plan pour le secteur automobile	6 050 000
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	21 604 200
	Communité Hub	3 900 000
	Initiative relative aux technologies critiques	32 200 000
	Renforcement de Digital Main Street	20 000 000
	Futurpreneur Canada	2 000 000
	Aménagement des terrains à usage industriel	90 350 000
	Propriété intellectuelle Ontario	7 682 300
	Fonds pour Investissements Ontario	34 000 000
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	13 910 000
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	149 059 700
	Stratégie pour les sciences de la vie	5 500 000
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	27 266 300
	Centre d'innovation de l'Ontario	17 050 000
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	191 212 400
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	215 000 000
	Fonds L'Ontario, ensemble	1 000 000
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	15 680 000
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	80 710 800
	Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	5 000 000
	Subventions de soutien aux secteurs	12 502 500

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres de encadrement des petits entrepreneurs	10 901 000	
	Investissements stratégiques	240 017 400	
	Toronto Global	2 500 000	
	Reseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	1 210 996 600
	Total partiel		1 285 013 100
	Moins : Recouvrements		202 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 284 810 200

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Sous-postes :</i>			
	<i>Développement économique et investissements</i>			
	Traitements et salaires	15 257 700		
	Avantages sociaux	2 083 200		
	Transports et communications	1 562 800		
	Services	6 686 300		
	Fournitures et matériel	465 200		
	Paiements de transfert			
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	5 400 000		
	Plan pour le secteur automobile	6 050 000		
	Initiative relative aux technologies critiques	32 200 000		
	Renforcement de Digital Main Street	20 000 000		
	Aménagement des terrains à usage industriel	90 350 000		
	Fonds pour Investissements Ontario	34 000 000		
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	13 910 000		
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	149 059 700		
	Stratégie pour les sciences de la vie	5 500 000		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	215 000 000		
	Fonds L'Ontario, ensemble	1 000 000		
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	15 680 000		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	80 710 800		
	Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	5 000 000		
	Subventions de soutien aux secteurs	12 502 500		
	Investissements stratégiques	240 017 400		
	Toronto Global	2 500 000		
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	929 380 400	955 435 600

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Stratégies et politiques</i>		
	Traitements et salaires	4 986 800	
	Avantages sociaux	571 700	
	Transports et communications	99 500	
	Services	608 400	
	Fournitures et matériel	53 000	
	Total partiel	6 319 400	
	Moins : Recouvrements	202 900	6 116 500
	<i>Démarrage et expansion</i>		
	Traitements et salaires	6 800 000	
	Avantages sociaux	885 000	
	Transports et communications	415 600	
	Services	2 502 700	
	Fournitures et matériel	229 000	
	Paiements de transfert		
	Futurpreneur Canada	2 000 000	
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	10 901 000	12 901 000
			23 733 300
	<i>Commerce international</i>		
	Traitements et salaires	15 116 800	
	Avantages sociaux	1 576 600	
	Transports et communications	1 600 000	
	Services	12 137 300	
	Fournitures et matériel	378 900	30 809 600

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Innovation</i>			
	Paielements de transfert			
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	21 604 200		
	Communité Hub	3 900 000		
	Propriété intellectuelle Ontario	7 682 300		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	27 266 300		
	Centre d'innovation de l'Ontario	17 050 000		
	Crédit d'impôt d'innovation de l'Ontario	191 212 400	268 715 200	268 715 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement			1 284 810 200
	Crédits législatifs			
	Autres opérations			
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière			1 101 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce			1 285 911 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
902-14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce			
	Prêts et investissements			
	Investissements Ontario	49 500 000		
	Investissements stratégiques	3 000 000		
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	57 222 000	109 722 000	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement			109 722 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce			109 722 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
902-21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Autres opérations	3 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	4 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
902-22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	943 401 165	989 093 599
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(5 990 400)	(5 927 963)
Total - Charges de fonctionnement redressées	937 410 765	983 165 636

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation est responsable de l'éducation de la maternelle à la 12^e année dans les systèmes d'éducation de langues anglaise et française et catholique financés par des fonds publics ainsi que des programmes et des politiques pour la petite enfance et la garde d'enfants. Le ministère s'engage à l'égard de services de garde accessibles, abordables et de qualité. Dans cette optique, il veille à ce que les enfants et les adultes aient les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir pleinement et réussir tout au long de leur vie, il soutient la santé mentale et le bien-être des adultes comme fondement de l'apprentissage et il assure que les écoles sont des lieux sécuritaires, accessibles et inclusifs.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1001 Programme d'administration du ministère	21 416 100	21 315 700	100 400	24 114 182
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	27 807 433 400	27 078 599 900	728 833 500	26 521 580 022
1003 Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 231 200	52 894 700	3 336 500	45 523 233
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	4 462 792 200	3 797 053 700	665 738 500	2 219 130 053
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 347 872 900	30 949 864 000	1 398 008 900	28 810 347 490
Crédits législatifs	1 711 083 187	1 630 067 014	81 016 173	1 610 218 188
Total du ministère - Charges de fonctionnement	34 058 956 087	32 579 931 014	1 479 025 073	30 420 565 678

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	3 873 700	4 571 700	(698 000)	16 076 493
Redressement de consolidation - Santé Ontario	-	-	-	(392 500)
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	(377 500)	(1 283 200)	905 700	(342 584)
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	12 004 200	14 293 200	(2 289 000)	17 006 593
Redressement de consolidation - Reclassement des intérêts d'école - The 55 School Board Trust	(65 723 500)	(65 723 500)	-	(65 836 548)
Redressement de consolidation - Écoles	455 101 000	423 128 500	31 972 500	(417 285 494)
Redressement de consolidation - Collèges	(24 072 200)	(22 065 100)	(2 007 100)	(22 073 013)
Redressement de consolidation - Hospitalités	(8 283 800)	(7 000 000)	(1 283 800)	(10 071 574)
Redressement de consolidation - Science Nord	-	-	-	(250 000)
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	-	-	-	(200 000)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(5 111 700)	(3 552 700)	(1 559 000)	(4 127 344)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	34 426 366 287	32 922 299 914	1 504 066 373	29 933 069 707
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000	1 000	-	-
1003 Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 995 357 000	2 153 871 800	(158 514 800)	1 813 886 241
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	222 545 500	10 002 000	212 543 500	1 684 785
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 217 902 500	2 163 873 800	54 028 700	1 815 571 026
Crédits législatifs	4 486 000	4 377 600	108 400	3 049 743
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 222 388 500	2 168 251 400	54 137 100	1 818 620 769
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 570 700	1 278 500	292 200	1 078 185
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	494 600	1 768 000	(1 273 400)	1 907 491
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	200 000	364 400	(164 400)	207 764
Redressement de consolidation - Écoles	(180 622 400)	(263 118 500)	82 496 100	122 524 392
Redressement de consolidation - financement fédéral - contrepassation de charges	(38 725 800)	(155 900 000)	117 174 200	(366 788 482)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 611 500)	(8 611 500)	-	(3 328 216)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 996 694 100	1 744 032 300	252 661 800	1 574 221 903
BIENS IMMOBILISÉS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	438 500	2 897 200	(2 458 700)	3 621 039
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	439 500	2 898 200	(2 458 700)	3 621 039
Total du ministère - Biens immobilisés	439 500	2 898 200	(2 458 700)	3 621 039
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	36 423 060 387	34 666 332 214	1 756 728 173	31 507 291 610

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	21 416 100	21 315 700	100 400	24 114 182
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 416 100	21 315 700	100 400	24 114 182
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	16 667
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	65 014	16 173	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	21 497 287	21 380 714	116 573	24 180 150

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	16 991 300	
	Avantages sociaux	2 641 800	
	Transports et communications	424 500	
	Services	10 948 500	
	Fournitures et matériel	234 500	
	Total partiel	31 240 600	
	Moins : Recouvrements	9 824 500	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 416 100	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 200 600	
	Avantages sociaux	427 300	
	Transports et communications	153 800	
	Services	131 500	
	Fournitures et matériel	61 500	3 974 700
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	7 768 200	
	Avantages sociaux	1 338 500	
	Transports et communications	93 700	
	Services	307 200	
	Fournitures et matériel	54 900	
	Total partiel	9 562 500	
	Moins : Recouvrements	1 173 800	8 388 700
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 881 300	
	Avantages sociaux	260 500	
	Transports et communications	66 000	
	Services	133 700	
	Fournitures et matériel	31 500	
	Total partiel	2 373 000	
	Moins : Recouvrements	1 290 700	1 082 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	4 121 200	
	Avantages sociaux	598 100	
	Transports et communications	111 000	
	Services	6 349 400	
	Fournitures et matériel	86 600	
	Total partiel	11 266 300	
	Moins : Recouvrements	6 143 400	5 122 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	20 000	
	Avantages sociaux	17 400	
	Services	4 026 700	
	Total partiel	4 064 100	
	Moins : Recouvrements	1 216 600	2 847 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 416 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		21 497 287

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux conseils scolaires financés par des fonds publics, aux écoles provinciales et d'application, aux administrations scolaires, aux écoles, aux organismes et aux partenaires et organisations autochtones de l'Ontario tout en favorisant et en soutenant pour chaque élève de la province un système d'éducation de qualité ayant pour fondement la santé mentale et le bien-être des élèves afin de préparer ces derniers à obtenir les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie. Tandis que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il se concentre aussi sur la santé mentale, le bien-être, l'inclusion ainsi que la détection et l'élimination des obstacles systémiques, et il collabore avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et prestation des programmes	27 656 105 100	26 938 422 600	717 682 500	26 393 499 437
2	Activités éducatives	151 328 300	140 177 300	11 151 000	128 080 585
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 807 433 400	27 078 599 900	728 833 500	26 521 580 022
L	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 711 000 000	1 630 000 000	81 000 000	1 610 152 220
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 711 001 000	1 630 001 000	81 000 000	1 610 152 220
	Total - Charges de fonctionnement	29 518 434 400	28 708 600 900	809 833 500	28 131 732 242
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Politiques et prestation des programmes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 995 356 000	2 153 870 800	(158 514 800)	1 813 886 241
5	Éducation élémentaire et secondaire à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 995 357 000	2 153 871 800	(158 514 800)	1 813 886 241
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 688 900	2 580 500	108 400	1 505 406
Total - Crédits législatifs		2 688 900	2 580 500	108 400	1 505 406
Total - Charges d'immobilisations		1 998 045 900	2 156 452 300	(158 406 400)	1 815 391 647
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Éducation élémentaire et secondaire	438 500	2 897 200	(2 458 700)	3 621 039
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		438 500	2 897 200	(2 458 700)	3 621 039
Total - Biens immobilisés		438 500	2 897 200	(2 458 700)	3 621 039

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-1	Politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		69 217 800
	Avantages sociaux		10 427 800
	Transports et communications		3 590 000
	Services		45 728 000
	Fournitures et matériel		327 800
	Paiements de transfert		
	Financement des priorités et des partenariats - tiers	116 836 200	
	Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires	356 752 800	
	Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	19 941 843 400	
	Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 036 284 700	
	Fiducies provinciales d'avantages sociaux	1 000	
	Projets des langues officielles	44 250 500	
	Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	28 330 600	
	Subventions pour la viabilité des partenaires	2 515 500	27 526 814 700
	Total partiel		27 656 106 100
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		27 656 105 100

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-2	Activités éducatives		
	Traitements et salaires		45 570 000
	Avantages sociaux		6 851 600
	Transports et communications		1 059 100
	Services		14 974 200
	Fournitures et matériel		3 988 100
	Paielements de transfert		
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	63 800	
	Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100 000	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	29 839 700	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	49 106 800	79 110 300
	Total partiel		151 553 300
	Moins : Recouvrements		225 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		151 328 300
Crédits législatifs			
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario			
	Paielements de transfert		
L	Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>		1 711 000 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		29 518 434 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1002-4	Politiques et prestation des programmes		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1002-3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		
	Paiements de transfert		
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	51 769 700	
	Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	1 763 162 300	
	Programme d'apprentissage des jeunes enfants	11 269 400	
	Conseils scolaires - Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	158 007 100	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 000 000	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	1 536 000	1 986 744 500
	Autres opérations		
	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 611 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 995 356 000
1002-5	Éducation élémentaire et secondaire - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		2 688 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		1 998 045 900
BIENS IMMOBILISÉS			
1002-6	Éducation élémentaire et secondaire		
	Matériel de technologie de l'information	437 500	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Total à voter - Biens immobilisés		438 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		438 500

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'attention du public.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 231 200	52 894 700	3 336 500	45 523 233
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		56 231 200	52 894 700	3 336 500	45 523 233
Total - Charges de fonctionnement		56 231 200	52 894 700	3 336 500	45 523 233
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)**

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1003-1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Traitements et salaires	37 783 800
	Avantages sociaux	4 409 400
	Transports et communications	647 500
	Services	51 053 500
	Fournitures et matériel	285 000
	Total partiel	94 179 200
	Moins : Recouvrements	37 948 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	56 231 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	56 231 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1003-2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques et prestation des programmes	4 462 792 200	3 797 053 700	665 738 500	2 219 130 053
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 462 792 200	3 797 053 700	665 738 500	2 219 130 053
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	4 462 793 200	3 797 054 700	665 738 500	2 219 130 053
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	222 544 500	10 001 000	212 543 500	1 684 785
5	Garde d'enfants à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	222 545 500	10 002 000	212 543 500	1 684 785
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Crédits législatifs	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Charges d'immobilisations	224 342 600	11 799 100	212 543 500	3 229 122
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1004-1	Elaboration des politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		16 408 800
	Avantages sociaux		2 255 600
	Transports et communications		100 000
	Services		16 245 600
	Fournitures et matériel		50 000
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	253 126 300	
	Garde d'enfants et petite enfance	4 174 605 900	4 427 732 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		4 462 792 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		4 462 793 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1004-2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants		
	Paielements de transfert		
	Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		222 544 500
	Total " voter - Charges d'immobilisations		222 544 500
1004-5	Garde d'enfants - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 797 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		224 342 600

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1004-4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	32 580 065 814	30 420 752 278
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(134 800)	(186 600)
Total - Charges de fonctionnement redressées	32 579 931 014	30 420 565 678

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

Le ministre de l'Énergie est chargé de l'établissement du cadre législatif et stratégique permettant d'offrir à la population ontarienne un approvisionnement en énergie abordable et fiable ainsi que davantage de choix dans leur consommation d'énergie. Le ministre définit tous les aspects de la politique énergétique de l'Ontario (électricité, gaz naturel et autres carburants) et fournit des conseils dans ces domaines. Il surveille les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. De plus, le ministre représente l'actionnaire auprès de l'Ontario Power Generation et la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One, en gérant ses investissements dans cette société cotée en bourse et ses liens de gouvernance avec elle. Le ministre est aussi responsable de l'actualisation et de l'élaboration de la politique relative à la planification à long terme. De plus, le ministre doit s'acquitter du devoir de la Couronne de consulter relativement aux projets et aux politiques énergétiques. Le ministre de l'Énergie collabore avec de nombreux partenaires du gouvernement et de l'extérieur pour promouvoir les économies, l'efficacité et l'innovation dans le domaine de l'énergie, pour bâtir des installations fiables et propres de production, de transmission, de distribution et autres relatives à l'électricité qui contribuent à alimenter notre économie et pour garantir que l'Ontario demeure l'un des meilleurs endroits au monde où vivre, travailler, investir et élever une famille.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2901 Programme d'administration du ministre	12 955 700	12 983 400	(27 700)	12 913 762
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	27 184 600	28 877 100	(1 692 500)	291 538 156
2905 Atténuation du prix de l'électricité	6 516 836 600	6 273 650 600	243 186 000	6 313 224 684
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 556 976 900	6 315 511 100	241 465 800	6 617 676 602
Crédits législatifs	82 187	66 014	16 173	67 296
Total du ministre - Charges de fonctionnement	6 557 059 087	6 315 577 114	241 481 973	6 617 743 898
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	227 133 500	211 696 500	15 437 000	203 755 927
Redressement de consolidation - Fiducie pour des frais d'électricité équitables	(63 683 200)	1 000	(63 684 200)	(63 683 000)
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	50 547 300	47 575 100	2 972 200	44 268 799
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(360 600)	360 600	(721 200)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	6 770 696 087	6 575 210 314	195 485 773	6 802 085 624
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	26 413 300	24 643 000	1 770 300	23 889 328
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	1 516 400	1 412 300	104 100	1 147 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	27 931 700	26 057 300	1 874 400	25 036 328
BIENS IMMOBILISÉS				
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	6 798 627 787	6 601 267 614	197 360 173	6 827 121 952

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, gestion des situations d'urgence, planification de la continuité des opérations, approvisionnement, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.).

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme d'administration du ministère	12 955 700	12 983 400	(27 700)	12 913 762
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 955 700	12 983 400	(27 700)	12 913 762
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	50 368
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	4 786
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	12 142
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	65 014	16 173	67 296
	Total - Charges de fonctionnement	13 036 887	13 048 414	(11 527)	12 981 058

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2901-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 258 500
	Avantages sociaux		824 100
	Transports et communications		312 700
	Services		5 041 900
	Fournitures et matériel		343 600
	Total partiel		13 780 800
	Moins : Recouvrements		825 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 955 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 829 600	
	Avantages sociaux	194 200	
	Transports et communications	90 400	
	Services	272 800	
	Fournitures et matériel	60 400	2 447 400
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 622 600	
	Avantages sociaux	307 900	
	Transports et communications	88 300	
	Services	758 400	
	Fournitures et matériel	81 800	3 859 000
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	35 000	
	Services	2 678 900	
	Fournitures et matériel	75 000	2 788 900
<i>Analyse et planification</i>			
	Traitements et salaires	2 806 300	
	Avantages sociaux	322 000	
	Transports et communications	69 000	
	Services	243 800	
	Fournitures et matériel	66 400	3 507 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Transports et communications	30 000	
	Services	198 500	
	Fournitures et matériel	60 000	
	Total partiel	288 500	
	Moins : Recouvrements	198 500	90 000
	<i>Ressources humaines</i>		
	Services	136 600	
	Moins : Recouvrements	94 000	42 600
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	752 900	
	Moins : Recouvrements	532 600	220 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 955 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		13 036 887

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l'énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d'un projet de construction pour le projet de transport d'énergie Watay Power.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et programmes	27 184 600	28 877 100	(1 692 500)	291 538 156
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 184 600	28 877 100	(1 692 500)	291 538 156
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	27 185 600	28 878 100	(1 692 500)	291 538 156
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Développement et gestion des sources d'énergie	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000
	Total - Actifs de fonctionnement	144 600 000	270 751 000	(126 151 000)	279 600 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Développement et gestion des sources d'énergie à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2902-1	Politiques et programmes		
	Traitements et salaires		14 871 300
	Avantages sociaux		1 683 000
	Transports et communications		385 000
	Services		4 657 700
	Fournitures et matériel		312 600
	Paielements de transfert		
	Fonds pour l'électricité propre à venir	1 000	
	Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	5 274 000	5 275 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		27 184 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		27 185 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2902-3	Développement et gestion des sources d'énergie		
	Projets et investissements		
	Wataynikaneyap Power	144 599 000	
	Fonds pour l'électricité propre à venir	1 000	144 600 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		144 600 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		144 600 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2902-4	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Développement et gestion des sources d'énergie	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
2902-5	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Développement et gestion des sources d'énergie	1 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	6 516 836 600	6 273 650 600	243 186 000	6 313 224 684
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 516 836 600	6 273 650 600	243 186 000	6 313 224 684
Total - Charges de fonctionnement		6 516 836 600	6 273 650 600	243 186 000	6 313 224 684

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2905-1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité		
	Paiements de transfert		
	Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	250 831 400	
	Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	222 705 400	
	Protection contre les frais de distribution	415 247 400	
	Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations	29 697 800	
	Remise de l'Ontario pour l'électricité	2 264 158 200	
	Plan exhaustif relatif à l'électricité	3 240 992 600	
	Fiducie pour des frais d'électricité équitables - coûts de financement	64 000 000	
	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	29 203 800	6 516 836 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 516 836 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Atténuation du prix de l'électricité		6 516 836 600

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 315 577 114	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	6 617 743 898
Total - Charges de fonctionnement redressés	6 315 577 114	6 617 743 898

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	270 751 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	279 600 000
Total - Actifs de fonctionnement redressés	270 751 000	279 600 000

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs est responsable de la protection et la conservation de l'air, des sols, de l'eau, des espèces en péril et leur habitat, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la planification de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des parcs et des réserves de conservation de l'Ontario.

Le ministère soutient le plan de l'Ontario visant à créer des emplois, à bâtir des collectivités résilientes et à maintenir l'ouverture et la vigueur de notre économie, tout en réalisant les objectifs environnementaux de protéger la beauté et les ressources naturelles dans toute notre province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1101 Programme d'administration du ministère	63 278 200	54 268 200	9 010 000	55 613 975
1112 Politiques environnementales	22 180 900	26 132 400	(3 951 500)	41 685 301
1114 Normes et sciences de l'environnement	43 150 200	42 418 400	731 800	40 600 641
1116 Conformité environnementale et opérations	115 031 200	117 573 600	(2 542 400)	92 560 722
1118 Évaluations et permissions environnementales	30 114 700	29 997 600	117 100	28 570 010
1119 Action en matière de changement climatique et résilience	14 618 500	14 848 900	(230 400)	12 723 528
1120 Gestion des terres et des eaux	70 429 400	60 207 800	10 221 600	64 768 576
1121 Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	358 804 100	345 446 900	13 357 200	336 522 753
Crédits législatifs	70 314	68 314	2 000	148 293
Total du ministère - Charges de fonctionnement	358 874 414	345 515 214	13 359 200	336 671 046
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	253 027 000	233 761 400	19 265 600	224 604 438
Redressement de consolidation - Horizon Santé-Nord	-	-	-	(852 998)
Redressement de consolidation - Collèges	-	-	-	(3 162)
Redressement de consolidation - Comptes des fins particulières pour Parcs Ontario	126 031 700	116 030 400	10 001 300	108 730 764
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 266 700)	(1 241 900)	(24 800)	(787 087)
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	-	-	-	(7 973)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(14 452 900)	(14 142 600)	(310 300)	(10 812 695)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	722 213 514	679 922 514	42 291 000	657 542 333

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1101	Programme d'administration du ministère	2 000 000	1 000	1 999 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000 000	1 000	1 999 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		2 000 000	1 000	1 999 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1112	Politiques environnementales	-	1 000	(1 000)	-
1114	Normes et sciences de l'environnement	4 634 000	1 636 000	2 998 000	1 874 159
1116	Conformité environnementale et opérations	7 000	492 000	(485 000)	1 210 229
1118	Évaluations et permissions environnementales	1 159 800	801 500	358 300	241 313
1119	Action en matière de changement climatique et résilience	1 000	1 000	-	-
1120	Gestion des terres et des eaux	35 357 700	34 262 900	1 094 800	28 606 888
1121	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		41 161 500	37 195 400	3 966 100	31 932 589
Crédits législatifs		14 350 300	13 988 300	362 000	11 798 959
Total du ministère - Charges d'immobilisations		55 511 800	51 183 700	4 328 100	43 731 548
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux		4 882 900	4 666 800	216 100	1 817 043
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin		-	-	-	(90 400)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(100 798)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		60 394 700	55 850 500	4 544 200	45 357 393

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
1101 Programme d'administration du ministère	876 000	504 000	372 000	-
1114 Normes et sciences de l'environnement	11 363 000	11 365 000	(2 000)	899 437
1116 Conformité environnementale et opérations	1 000	451 000	(450 000)	13 908
1118 Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120 Gestion des terres et des eaux	16 406 700	16 551 800	(145 100)	6 057 126
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	28 648 700	28 872 800	(224 100)	6 970 471
Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés	28 649 700	28 872 800	(223 100)	6 970 471
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	782 608 214	735 773 014	46 835 200	702 899 726

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	63 278 200	54 268 200	9 010 000	55 613 975
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	63 278 200	54 268 200	9 010 000	55 613 975
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	82 325
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	148 293
	Total - Charges de fonctionnement	63 343 214	54 333 214	9 010 000	55 762 268
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	2 000 000	1 000	1 999 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000 000	1 000	1 999 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000 000	1 000	1 999 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère à infrastructure	876 000	504 000	372 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	876 000	504 000	372 000	-
	Total - Biens immobilisés	876 000	504 000	372 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1101-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	17 624 700
	Avantages sociaux	2 579 900
	Transports et communications	573 500
	Services	35 996 600
	Fournitures et matériel	6 537 500
	Total partiel	63 312 200
	Moins : Recouvrements	34 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	63 278 200
Sous-postes :		
Bureau principal		
	Traitements et salaires	1 967 200
	Avantages sociaux	295 100
	Transports et communications	64 700
	Services	36 800
	Fournitures et matériel	70 800
		2 434 600
Services financiers et administratifs		
	Traitements et salaires	6 553 500
	Avantages sociaux	947 300
	Transports et communications	73 400
	Services	15 343 300
	Fournitures et matériel	6 028 500
	Total partiel	28 946 000
	Moins : Recouvrements	34 000
		28 912 000
Ressources humaines		
	Traitements et salaires	1 116 100
	Avantages sociaux	160 400
	Transports et communications	8 400
	Services	153 500
	Fournitures et matériel	13 100
		1 451 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	3 774 700	
	Avantages sociaux	571 700	
	Transports et communications	95 600	
	Services	302 800	
	Fournitures et matériel	156 100	4 900 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	136 200	
	Services	11 435 900	
	Fournitures et matériel	107 700	11 679 800
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	4 213 200	
	Avantages sociaux	605 400	
	Transports et communications	195 200	
	Services	8 724 300	
	Fournitures et matériel	161 300	13 899 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		63 278 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		63 343 214
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1101-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		2 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		2 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		2 000 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1101-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1101-2	Administration du ministère - infrastructure	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	875 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	876 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	876 000

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministre, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones ainsi que de la liaison avec le Conseil des ministres.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Politiques et programmes environnementaux	22 180 900	26 132 400	(3 951 500)	41 685 301
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		22 180 900	26 132 400	(3 951 500)	41 685 301
Total - Charges de fonctionnement		22 180 900	26 132 400	(3 951 500)	41 685 301
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
-	Politiques et programmes environnementaux à immobilisations	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		-	1 000	(1 000)	-
Total - Charges d'immobilisations		-	1 000	(1 000)	-

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1112-3	Politiques et programmes environnementaux	
	Traitements et salaires	11 613 100
	Avantages sociaux	1 732 900
	Transports et communications	718 700
	Services	3 011 600
	Fournitures et matériel	654 600
	Paiements de transfert	
	Participation des Autochtones et collaboration	1 451 000
	Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000
		4 451 000
	Total partiel	22 181 900
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	22 180 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques environnementales	22 180 900

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114

Ce crédit a la responsabilité de la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que des résultats observés issus de la surveillance et des rapports sur l'état de l'environnement en Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes et sciences de l'environnement	43 150 200	42 418 400	731 800	40 600 641
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	43 150 200	42 418 400	731 800	40 600 641
	Total - Charges de fonctionnement	43 150 200	42 418 400	731 800	40 600 641
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Sciences de l'environnement et immobilisations	4 634 000	1 636 000	2 998 000	1 874 159
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 634 000	1 636 000	2 998 000	1 874 159
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700	1 614 700	-	1 208 960
	Total - Crédits législatifs	1 614 700	1 614 700	-	1 208 960
	Total - Charges d'immobilisations	6 248 700	3 250 700	2 998 000	3 083 119
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sciences de l'environnement et laboratoires et infrastructure	11 363 000	11 365 000	(2 000)	899 437
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	11 363 000	11 365 000	(2 000)	899 437
	Total - Biens immobilisés	11 363 000	11 365 000	(2 000)	899 437

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1114-1	Normes et sciences de l'environnement	
	Traitements et salaires	31 510 400
	Avantages sociaux	4 570 300
	Transports et communications	1 161 400
	Services	4 478 500
	Fournitures et matériel	1 428 600
	Paievements de transfert	
	Sciences de l'environnement et recherche technique	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	43 150 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Normes et sciences de l'environnement	43 150 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1114-2	Sciences de l'environnement - immobilisations	
	Autres opérations	4 634 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 634 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Normes et sciences de l'environnement	6 248 700
BIENS IMMOBILISÉS		
1114-3	Sciences de l'environnement et laboratoires - infrastructure	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	10 000 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 362 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	11 363 000
	Total (Biens immobilisés) - Normes et sciences de l'environnement	11 363 000

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116

Ce crédit a les responsabilités suivantes : assurer la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutenir toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l'air, des sols et de l'eau, y compris l'eau potable.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conformité environnementale et application des lois	113 289 400	116 024 600	(2 735 200)	91 942 024
3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	1 741 800	1 549 000	192 800	618 698
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	115 031 200	117 573 600	(2 542 400)	92 560 722
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 300	1 300	-	-
L	Fiducie, Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 300	2 300	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	115 033 500	117 575 900	(2 542 400)	92 560 722
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Assainissement de l'environnement à immobilisations	3 000	3 000	-	1 004 600
7	Conformité environnementale et application des lois à immobilisations	4 000	489 000	(485 000)	205 629
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	7 000	492 000	(485 000)	1 210 229
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	904 900	900 700	4 200	784 656
	Total - Crédits législatifs	904 900	900 700	4 200	784 656
	Total - Charges d'immobilisations	911 900	1 392 700	(480 800)	1 994 885
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Conformité environnementale et opérations à infrastructure	1 000	451 000	(450 000)	13 908
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	451 000	(450 000)	13 908
	Total - Biens immobilisés	1 000	451 000	(450 000)	13 908

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1116-1	Conformité environnementale et application des lois		
	Traitements et salaires		76 685 800
	Avantages sociaux		11 195 600
	Transports et communications		538 500
	Services		9 277 500
	Fournitures et matériel		641 000
	Paiements de transfert		
	Surveillance et rapports publics sur les eaux usées	14 951 000	
	Fonds ontarien de protection de l'environnement " l'@chelle communautaire	1 900 000	16 851 000
	Total partiel		115 189 400
	Moins : Recouvrements		1 900 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		113 289 400
1116-3	Programme relatif " l'eau potable pour les communautés autochtones		
	Traitements et salaires		233 500
	Avantages sociaux		34 000
	Transports et communications		1 000
	Services		612 300
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Gestion de l'eau potable pour les communautés autochtones		860 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 741 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 300
	Crédits législatifs		
	Paiements de transfert		
L	Fiducie, Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Transferts depuis des comptes " fin désignés à Fonctionnement, Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990		1 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Conformité environnementale et opérations		115 033 500

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1116-5	Assainissement de l'environnement - immobilisations	
	Services	1 000
	Paiements de transfert	
	Assainissement de l'environnement - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
1116-7	Conformité environnementale et application des lois-immobilisations	
	Services	1 000
	Fournitures et matériel	1 000
	Paiements de transfert	
	Surveillance des eaux usées - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	904 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Conformité environnementale et opérations	911 900
BIENS IMMOBILISÉS		
1116-6	Conformité environnementale et opérations - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Conformité environnementale et opérations	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

NATURE ET DES PARCS

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Évaluations et permissions environnementales	30 114 700	29 997 600	117 100	28 570 010
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	30 114 700	29 997 600	117 100	28 570 010
	Total - Charges de fonctionnement	30 114 700	29 997 600	117 100	28 570 010
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Évaluations et permissions environnementales d'immobilisations	1 159 800	801 500	358 300	241 313
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 159 800	801 500	358 300	241 313
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Crédits législatifs	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
	Total - Charges d'immobilisations	5 010 800	4 652 500	358 300	4 092 349
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Évaluations et permissions environnementales d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1118-1	Évaluations et permissions environnementales	
	Traitements et salaires	23 244 100
	Avantages sociaux	3 384 400
	Transports et communications	328 100
	Services	2 806 200
	Fournitures et matériel	351 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	30 114 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Évaluations et permissions environnementales	30 114 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1118-3	Évaluations et permissions environnementales - immobilisations	
	Services	1 158 800
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 159 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 851 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Évaluations et permissions environnementales	5 010 800
BIENS IMMOBILISÉS		
1118-2	Évaluations et permissions environnementales - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Évaluations et permissions environnementales	1 000

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119

Ce crédit a la responsabilité de élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique, de renforcement de la résilience et de facilitation d'un développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui répondent à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et d'étrus urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Action en matière de changement climatique et résilience	14 618 500	14 848 900	(230 400)	12 723 528
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 618 500	14 848 900	(230 400)	12 723 528
	Total - Charges de fonctionnement	14 618 500	14 848 900	(230 400)	12 723 528
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Action en matière de changement climatique et résilience à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1119-1	Action en matière de changement climatique et résilience	
	Traitements et salaires	11 059 400
	Avantages sociaux	2 180 200
	Transports et communications	75 200
	Services	1 218 500
	Fournitures et matériel	84 200
	Paievements de transfert	
	Changement climatique	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	14 618 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Action en matière de changement climatique et résilience	14 618 500
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1119-2	Action en matière de changement climatique et résilience - immobilisations	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Action en matière de changement climatique et résilience	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Parcs Ontario	15 652 300	17 324 400	(1 672 100)	22 937 911
2	Conservation et protection de l'eau	54 777 100	42 883 400	11 893 700	41 830 665
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	70 429 400	60 207 800	10 221 600	64 768 576
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	70 430 400	60 208 800	10 221 600	64 768 576
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Parcs Ontario - immobilisations	23 357 700	13 762 900	9 594 800	10 487 122
5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations	12 000 000	20 500 000	(8 500 000)	18 119 766
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	35 357 700	34 262 900	1 094 800	28 606 888
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	7 977 700	7 620 900	356 800	5 954 307
	Total - Crédits législatifs	7 977 700	7 620 900	356 800	5 954 307
	Total - Charges d'immobilisations	43 335 400	41 883 800	1 451 600	34 561 195
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure de Parcs Ontario	16 406 700	16 551 800	(145 100)	6 057 126
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	16 406 700	16 551 800	(145 100)	6 057 126
	Total - Biens immobilisés	16 406 700	16 551 800	(145 100)	6 057 126

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1120-1	Parcs Ontario		
	Traitements et salaires		66 134 900
	Avantages sociaux		9 595 400
	Transports et communications		2 339 100
	Services		36 331 400
	Fournitures et matériel		25 722 900
	Paiements de transfert		
	Parcs Ontario - intendance des ressources	105 000	
	Partenariat pour la protection des espaces verts	1 850 000	1 955 000
	Total partiel		142 078 700
	Moins : Recouvrements		126 426 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		15 652 300
1120-2	Conservation et protection de l'eau		
	Traitements et salaires		13 704 100
	Avantages sociaux		2 015 600
	Transports et communications		169 500
	Services		13 320 400
	Fournitures et matériel		373 900
	Paiements de transfert		
	Protection des sources d'eau	7 369 800	
	Grands Lacs	6 360 400	
	Lac Simcoe	1 250 000	
	Agence pour l'action en matière de conservation des espèces	1 000	
	Intendance des espèces en péril en Ontario	10 212 400	25 193 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		54 777 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des terres et des eaux		70 430 400

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1120-3	Parcs Ontario - immobilisations		
	Transports et communications		104 800
	Services		7 286 000
	Fournitures et matériel		1 516 900
	Paielements de transfert		
	Partenariat pour la protection des espaces verts - immobilisations		17 150 000
	Total partiel		26 057 700
	Moins : Recouvrements		2 700 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		23 357 700
1120-5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations		
	Paielements de transfert		
	Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	5 000 000	
	Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe	1 000 000	
	Programme de partenariat pour la protection des terres humides	6 000 000	12 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		12 000 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		7 977 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des terres et des eaux		43 335 400

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1120-4	Infrastructure de Parcs Ontario	
	Terrains	1 000
	Immeubles - traitements et salaires	145 000
	Immeubles - avantages sociaux	20 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 168 100
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	50 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	6 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 294 600
	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires	106 000
	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux	10 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 960 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	406 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	240 000
	Total " voter - Biens immobilisés	16 406 700
	Total (Biens immobilisés) - Gestion des terres et des eaux	16 406 700

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121

Ce crédit est responsable de l'administration du Programme des normes de rendement à l'égard des émissions et de l'exécution d'initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou du soutien connexe.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
L	Créances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	-	2 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	3 000	-	3 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Programme des normes de rendement “ l’égard des missions d’infrastructure	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	-	1 000	-
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement “ l’égard des missions, Loi sur la protection de l’environnement, L.R.O. 1990	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Biens immobilisés		2 000	-	2 000	-

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1121-1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Paiements de transfert	
	Normes de rendement à l'égard des émissions	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	3 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1121-3	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Paiements de transfert	
	Normes de rendement à l'égard des émissions - immobilisations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	2 000

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE			
Ns			
BIENS IMMOBILISÉS			
1121-4	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions - infrastructure		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
Total à voter - Biens immobilisés			1 000
Crédits législatifs			
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990		1 000
Total (Biens immobilisés) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions			2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	346 322 614	337 667 107
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(807 400)	(996 061)
Total - Charges de fonctionnement redressées	345 515 214	336 671 046

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministre des Finances soutient les politiques et stratégies économiques, budgétaires et fiscales du gouvernement de l'Ontario et supervise le programme d'emprunt et de gestion de la dette de la province. Le ministre prépare le budget de l'Ontario et l'annonce économique de l'automne, et gère les liens budgétaires que l'Ontario entretient avec le gouvernement fédéral et les municipalités de l'Ontario. En conjonction avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, il gère également le Trésor et les politiques budgétaires et financières provinciales et publie des rapports sur des sujets financiers divers.

Le ministre élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui font affaire dans ce secteur dans la province. Il fait également rapport sur l'évolution économique et démographique et fournit du soutien analytique et stratégique sur ces thèmes ainsi que du leadership en matière de statistique et une surveillance des tendances qui influent sur la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Le ministre administre une variété de lois fiscales provinciales et de programmes de crédits d'impôt et d'avantages fiscaux et il gère la relation de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le ministre supervise par ailleurs différents organismes rattachés au ministre des Finances.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1201 Programme d'administration du ministre	34 689 700	34 160 400	529 300	44 454 856
1202 Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	18 405 200	21 795 600	(3 390 400)	13 792 251
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	369 325 900	427 617 700	(58 291 800)	855 386 714
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 178 811 100	987 745 500	191 065 600	1 121 909 341
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 601 231 900	1 471 319 200	129 912 700	2 035 543 162
Crédits législatifs				
Programme du Trésor	13 764 000 000	13 069 494 600	694 505 400	11 775 607 449
Autres crédits législatifs	50 799 087	50 821 465	(22 378)	67 227 732
Total du ministre - Charges de fonctionnement	15 416 030 987	14 591 635 265	824 395 722	13 878 378 343

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	296 852 100	220 137 000	76 715 100	208 492 000
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	27 211 300	27 211 300	-	23 646 980
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	141 688 200	136 427 600	5 260 600	125 712 495
Redressement de consolidation - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	(302 706 700)	(362 305 600)	59 598 900	(802 616 582)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(201 352)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général pour l'Office ontarien de financement	(1 425 000)	(1 580 100)	155 100	-
Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	107 650 500	101 919 500	5 731 000	116 344 302
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(23 520)
Redressement de consolidation - programme du Trésor	735 000 000	794 844 800	(59 844 800)	1 010 242 140
Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs	(441 000 000)	(298 068 000)	(142 932 000)	(199 084 441)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	15 979 301 387	15 210 221 765	769 079 622	14 360 890 365

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1202 Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	-	20 000 000	(20 000 000)	-
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 500 000	1 500 000	-	988 603
TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	21 500 000	(20 000 000)	988 603
Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	32 701 343
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	34 200 000	54 200 000	(20 000 000)	33 689 946
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	-	1 000	(1 000)	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	-	1 000	(1 000)	-
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	1 990 900	1 765 200	225 700	1 219 000
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	1 372 900	1 059 800	313 100	571 330
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 460 800	2 399 100	61 700	2 240 352
Redressement de consolidation - Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	3 511 900	3 340 000	171 900	3 104 346
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	9 336 500	8 565 100	771 400	7 135 028
BIENS IMMOBILISÉS				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	1 000	(1 000)	-
Total du ministère - Biens immobilisés	-	1 000	(1 000)	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	15 988 637 887	15 218 786 865	769 851 022	14 368 025 393

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministre et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	34 689 700	34 160 400	529 300	44 454 856
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	34 689 700	34 160 400	529 300	44 454 856
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	38 756
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	22 378	(22 378)	17 591
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	27 849
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	103 565	(22 378)	84 196
	Total - Charges de fonctionnement	34 770 887	34 263 965	506 922	44 539 052

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 516 800
	Avantages sociaux		2 801 600
	Transports et communications		1 097 700
	Services		11 440 200
	Fournitures et matériel		833 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		34 689 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 614 400	
	Avantages sociaux	389 600	
	Transports et communications	305 400	
	Services	233 200	
	Fournitures et matériel	77 200	4 619 800
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	9 568 900	
	Avantages sociaux	1 942 900	
	Transports et communications	463 400	
	Services	2 329 500	
	Fournitures et matériel	418 700	14 723 400
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	5 333 500	
	Avantages sociaux	469 100	
	Transports et communications	73 600	
	Services	110 300	
	Fournitures et matériel	164 100	6 150 600
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	255 300	
	Services	8 767 200	
	Fournitures et matériel	173 400	9 195 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		34 689 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	34 770 887

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les repercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation soutenant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	5 285 200	7 799 700	(2 514 500)	4 566 703
7	Entreprises publiques	7 878 700	8 850 200	(971 500)	4 678 900
8	Politiques en matière de services financiers	5 240 300	5 144 700	95 600	4 546 648
12	Tribunal des services financiers	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		18 405 200	21 795 600	(3 390 400)	13 792 251
Total - Charges de fonctionnement		18 405 200	21 795 600	(3 390 400)	13 792 251

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Biens stratégiques à Prêts et investissements	-	20 000 000	(20 000 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	20 000 000	(20 000 000)	-
L	Prêts et investissements - Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers	-	-	-	3 000 000
Total - Crédits législatifs		-	-	-	3 000 000
Total - Actifs de fonctionnement		-	20 000 000	(20 000 000)	3 000 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	
	Traitements et salaires	4 352 000
	Avantages sociaux	481 800
	Transports et communications	18 800
	Services	410 700
	Fournitures et matériel	21 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 285 200
1202-7	Entreprises publiques	
	Traitements et salaires	4 271 600
	Avantages sociaux	531 900
	Transports et communications	72 900
	Services	2 937 600
	Fournitures et matériel	64 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 878 700
1202-8	Politiques en matière de services financiers	
	Traitements et salaires	3 863 300
	Avantages sociaux	530 900
	Transports et communications	68 600
	Services	1 085 700
	Fournitures et matériel	62 700
	Total partiel	5 611 200
	Moins : Recouvrements	370 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 240 300

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1202-12	Tribunal des services financiers	
	Traitements et salaires	174 900
	Avantages sociaux	22 700
	Transports et communications	4 200
	Services	535 800
	Fournitures et matériel	1 700
	Total partiel	739 300
	Moins : Recouvrements	738 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	18 405 200

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et soutient l'examen présectorial des finances de l'Ontario par le vérificateur général. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires claires pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des provisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques économiques	12 236 000	11 624 500	611 500	11 128 216
8	Bureau du budget	4 494 200	4 339 200	155 000	4 454 498
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	352 595 700	411 654 000	(59 058 300)	839 804 000
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		369 325 900	427 617 700	(58 291 800)	855 386 714
L	Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité	1 000	1 000	-	29 499 000
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	29 499 000
Total - Charges de fonctionnement		369 327 900	427 619 700	(58 291 800)	884 885 714

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1203-1	Politiques économiques	
	Traitements et salaires	9 951 700
	Avantages sociaux	1 169 700
	Transports et communications	86 400
	Services	764 200
	Fournitures et matériel	264 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 236 000
1203-8	Bureau du budget	
	Traitements et salaires	3 806 100
	Avantages sociaux	455 100
	Transports et communications	71 800
	Services	119 000
	Fournitures et matériel	42 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	4 494 200
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	352 595 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	352 595 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	369 327 900

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes ciblées et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques ainsi que des services de conception de lois dans divers domaines fiscaux, comme les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation et les ventes, l'administration des successions et les charges sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification automatisée, audit, inspection, enquête et recouvrement, etc.). Il exécute aussi des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, y compris des services automatisés d'évaluation du revenu et des améliorations à l'expérience client en ligne pour d'autres programmes d'avantages fiscaux. Le programme réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale, examine les programmes d'administration fiscale pour veiller à leur efficacité, aux gains en efficacité et aux possibilités d'améliorer l'intégrité des revenus. Il coordonne les activités de réduction du fardeau administratif au nom du ministère et gère les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière de collaboration des politiques et de textes législatifs régissant le régime de taxation foncière de l'Ontario, y compris les impôts fonciers municipaux, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial. Il établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. De plus, le programme prodigue des conseils sur les politiques soutenant les accords fiscaux entre la province et les municipalités, et il conçoit et exécute les programmes de financement des municipalités, y compris le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui constitue la principale subvention globale de soutien aux municipalités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	553 926 800	409 647 100	144 279 700	566 551 384
5	Tribunal des services financiers	9 598 000	9 275 500	322 500	7 019 869
6	Politiques fiscales	32 418 200	25 962 800	6 455 400	25 480 820
7	Relations provinciales-municipales en matière de finances	582 868 100	542 860 100	40 008 000	522 857 268
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 178 811 100	987 745 500	191 065 600	1 121 909 341
L	Paiements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000	5 500 000	-	5 011 064
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900	45 215 900	-	32 633 472
Total - Crédits législatifs		50 715 900	50 715 900	-	37 644 536
Total - Charges de fonctionnement		1 229 527 000	1 038 461 400	191 065 600	1 159 553 877

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Actifs	1 500 000	1 500 000	-	988 603
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	1 500 000	-	988 603
L	Avances, Loi sur l'éducation	20 300 000	20 300 000	-	17 810 688
L	Avances, Loi sur les régies des services publics du Nord	6 200 000	6 200 000	-	5 881 671
L	Avances, Loi sur les régies des routes locales	6 200 000	6 200 000	-	6 008 984
	Total - Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	29 701 343
	Total - Actifs de fonctionnement	34 200 000	34 200 000	-	30 689 946
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
-	Taxes, avantages fiscaux et prestations	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Charges démmobilisations	-	1 000	(1 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Taxes, avantages fiscaux et prestations	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	1 000	(1 000)	-
	Total - Biens immobilisés	-	1 000	(1 000)	-

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations		
	Traitements et salaires		80 036 600
	Avantages sociaux		11 061 400
	Transports et communications		3 602 100
	Services		170 701 300
	Fournitures et matériel		1 940 300
	Paielements de transfert		
	Régime de revenu annuel garanti	289 439 700	
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000	289 609 700
	Total partiel		556 951 400
	Moins : Recouvrements		3 024 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		553 926 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			
	Traitements et salaires	13 609 000	
	Avantages sociaux	2 253 000	
	Transports et communications	635 000	
	Services	147 069 400	
	Fournitures et matériel	637 000	164 203 400

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			
	Traitements et salaires	66 427 600		
	Avantages sociaux	8 808 400		
	Transports et communications	2 967 100		
	Services	23 631 900		
	Fournitures et matériel	1 303 300		
	Paiements de transfert			
	Régime de revenu annuel garanti	289 439 700		
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000	289 609 700	
	Total partiel		392 748 000	
	Moins : Recouvrements		3 024 600	389 723 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement			553 926 800
1209-5	Tribunal des services financiers			
	Traitements et salaires		7 487 600	
	Avantages sociaux		1 382 900	
	Transports et communications		134 900	
	Services		499 500	
	Fournitures et matériel		93 100	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			9 598 000
1209-6	Politiques fiscales			
	Traitements et salaires		7 993 900	
	Avantages sociaux		949 800	
	Transports et communications		181 200	
	Services		23 178 300	
	Fournitures et matériel		115 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			32 418 200
1209-7	Relations provinciales-municipales en matière de finances			
	Paiements de transfert			
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	501 850 000		
	Paiements spéciaux aux municipalités	16 693 100		
	Aide temporaire et autres types d'aide locale	64 325 000	582 868 100	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			582 868 100

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Services	
L	Paielements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 229 527 000
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1209-2	Actifs	
	Avances et montants récupérables	
	Régime de revenu annuel garanti	1 500 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 500 000
	Crédits législatifs	
	Avances et montants récupérables	
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	20 300 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	6 200 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	6 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	34 200 000

PROGRAMME DU TRÉSOR

Le Programme du Trésor assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services financiers centralisés, notamment la gestion des liquidités et des opérations bancaires; il présente aux investisseurs et au public des rapports sur la situation budgétaire de la province; il assure l'analyse financière et le soutien relatifs au secteur de l'électricité et pour tout passif réel et éventuel de la province, en surveillant les retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes.

L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à Infrastructure Ontario.

Sommaire (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>	13 764 000 000	13 069 494 600	694 505 400	11 775 607 449
Total - Charges de fonctionnement		13 764 000 000	13 069 494 600	694 505 400	11 775 607 449

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière	
	Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario	
	ê des fins générales	15 145 000 000
	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	365 000 000
	Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels	132 000 000
	Moins : Autres paiements " titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions	(114 000 000)
	Moins : Intérêts sur les investissements	2 126 000 000
		13 366 000 000
	Intérêt sur la dette payable " la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	398 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor	13 764 000 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	14 562 403 265	13 849 990 743
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	26 433 978
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(52 039 400)	(26 605 452)
Modification comptable		
Modification comptable	81 271 400	28 559 074
Total - Charges de fonctionnement redressées	14 591 635 265	13 878 378 343

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	3 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(2 000)	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 000	-

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	2 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 000)	-
Total - Biens immobilisés redressés	1 000	-

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

La communauté francophone de l'Ontario est aujourd'hui plus dynamique et diverse que jamais. La francophonie est un précieux atout de l'Ontario. La province poursuivra ses efforts en vue de préserver et soutenir la communauté francophone en établissant des conditions favorables qui renforceront sa vitalité socioculturelle et stimuleront son développement économique et sa prospérité.

Le ministre des Affaires francophones agit en titre d'administrateur de la *Loi sur les services en fran-ais* et de principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones et les services en fran-ais afin d'assurer aux francophones de l'Ontario l'accès aux services gouvernementaux en fran-ais et de promouvoir ainsi leur participation à la vie sociale, économique et politique de la province dans le respect de leur patrimoine linguistique et culturel.

Le ministre :

• Dirige la mise en œuvre du cadre législatif et réglementaire actualisé découlant de la *Loi sur les services en fran-ais*, et notamment de l'offre active;

• Travaille avec les ministres pour veiller à ce que des services en fran-ais soient offerts au public dans les régions désignées de la province;

• Offre des conseils spécialisés aux ministres et aux organismes gouvernementaux réglementés dans leurs efforts visant à fournir des services en fran-ais accessibles et de qualité supérieure et à faire en sorte que les politiques et les programmes correspondent aux besoins des francophones et aux responsabilités du gouvernement en vertu de la *Loi sur les services en fran-ais*;

• Formule des recommandations quant à la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes et coordonne la mise en œuvre des services en fran-ais dans les régions nouvellement désignées;

• Fait la promotion des affaires francophones au sein du gouvernement et s'associe à des ministres clés dans le cadre d'initiatives liées aux politiques et programmes visant à renforcer la communauté francophone, notamment par le développement économique francophone;

• Dialogue avec la communauté francophone et facilite la pleine contribution de la population francophone à la prospérité de l'Ontario;

• Travaille avec d'autres ordres de gouvernement pour promouvoir la francophonie de l'Ontario et rehausse l'image de la province tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	7 730 600	7 928 300	(197 700)	8 784 994
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 730 600	7 928 300	(197 700)	8 784 994
	Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total du ministre - Charges de fonctionnement	7 746 773	7 944 473	(197 700)	8 801 661

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	7 747 773	7 945 473	(197 700)	8 801 661

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301

Le ministre conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en fran-ais. Le principal programme du ministre comprend les activités suivantes :

À la collaboration avec les ministres, les organismes et la Commissaire aux services en fran-ais pour assurer une prestation efficace des services en fran-ais dans toute la province;

À la collaboration d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que ces services soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes;

À la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en fran-ais* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées;

À l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province;

À la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministres et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en fran-ais;

À la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne et de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière de francophonie;

À la collaboration avec les ministres partenaires, les entreprises (y compris celles à vocation sociale) et les entrepreneurs francophones établis en Ontario, de même qu'avec les autorités législatives au Canada et à l'étranger, pour stimuler le développement économique francophone, ainsi que la surveillance de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Coordination des affaires francophones	7 730 600	7 928 300	(197 700)	8 784 994
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 730 600	7 928 300	(197 700)	8 784 994
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Charges de fonctionnement	7 746 773	7 944 473	(197 700)	8 801 661
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1301-1	Coordination des affaires francophones		
	Traitements et salaires		2 334 100
	Avantages sociaux		251 200
	Transports et communications		118 500
	Services		1 847 800
	Fournitures et matériel		79 000
	Paiements de transfert		
	Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	300 000	
	Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	800 000	
	Programme d'appui à la francophonie ontarienne	2 000 000	3 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 730 600
Crédits législatifs			
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires francophones		7 746 773
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1301-2	Programme des affaires francophones		
	Autres opérations		
	Autre bien matériel		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires francophones		1 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé s'attache à offrir des soins interconnectés et pratiques à la population ontarienne.

Sa mission est d'aider les gens à rester en santé, d'assurer l'offre de soins de qualité au moment et à l'endroit voulus et de protéger le système de santé pour les générations futures.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	98 898 500	98 948 400	(49 900)	87 430 276
1402 Programme des politiques de santé et de la recherche	1 085 777 100	1 329 373 700	(243 596 600)	804 018 136
1403 Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information	189 182 200	264 393 200	(75 211 000)	184 399 469
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	25 073 958 200	24 192 436 500	881 521 700	22 870 219 533
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	1 731 548 500	3 412 424 900	(1 680 876 400)	4 155 731 854
1412 Programmes provinciaux et intendance	2 873 818 700	3 031 030 000	(157 211 300)	2 641 843 861
1413 Systèmes informatiques	222 374 200	248 317 300	(25 943 100)	245 037 837
1416 Services et programmes de santé	34 670 886 100	34 018 206 800	652 679 300	33 658 104 086
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	65 946 443 500	66 595 130 800	(648 687 300)	64 646 785 052
Crédits législatifs	397 172 365	89 392	397 082 973	95 194 040
Total du ministère - Charges de fonctionnement	66 343 615 865	66 595 220 192	(251 604 327)	64 741 979 092

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hôpitaux	4 278 507 300	4 089 709 100	188 798 200	2 383 249 476
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire	17 816 700	22 645 500	(4 828 800)	(38 707 414)
Redressement de consolidation - ORNGE	(21 812 500)	(21 388 100)	(424 400)	(29 053 514)
Redressement de consolidation - financement des collèges	(7 339 600)	(6 430 900)	(908 700)	(5 278 819)
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	(22 719 900)	(14 576 600)	(8 143 300)	(86 778 284)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	5 022 602 800	4 656 556 200	366 046 600	4 307 335 873
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(28 000 000)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(22 572 300)	-	(22 572 300)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(6 553 500)	(6 326 200)	(227 300)	(7 973 914)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 330 954)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	75 581 544 865	75 315 409 192	266 135 673	71 235 441 542
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1402 Programme des politiques de santé et de la recherche	4 500 000	4 500 000	-	-
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	207 751 000	750 000	207 001 000	1 435 418 351
1412 Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 329 400
1416 Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	269 089 000	62 088 000	207 001 000	1 491 854 351
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	269 089 000	62 088 000	207 001 000	1 491 854 351

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1413 Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
1416 Services et programmes de santé	5 216 100	23 066 100	(17 850 000)	5 000 000
1407 Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	2 340 819 600	1 711 194 000	629 625 600	1 558 925 161
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 346 036 700	1 734 261 100	611 775 600	1 563 925 161
Crédits législatifs	16 692 200	19 985 300	(3 293 100)	15 593 201
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 362 728 900	1 754 246 400	608 482 500	1 579 518 362
Redressement de consolidation - hôpitaux	(116 167 300)	414 886 600	(531 053 900)	529 333 399
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire	1 551 000	2 396 200	(845 200)	2 368 295
Redressement de consolidation - ORN	17 508 400	15 472 400	2 036 000	12 056 650
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	7 504 500	9 872 100	(2 367 600)	11 654 933
Redressement de consolidation - Santé Ontario	6 235 100	(4 845 200)	11 080 300	16 241 000
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(31 874)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 233 200)	(3 189 000)	1 955 800	(30 209)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 278 127 400	2 188 839 500	89 287 900	2 151 110 556
BIENS IMMOBILISÉS				
1413 Systèmes informatiques	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035
Total du ministère - Biens immobilisés	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	77 859 672 265	77 504 248 692	355 423 573	73 386 552 098

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; planification des locaux; Service d'approvisionnement pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'équité, la diversité et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, la préparation de rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours ainsi que la présentation de rapports ministériels aux organismes centraux dans le cadre des documents financiers internes et publics.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	98 898 500	98 948 400	(49 900)	87 430 276
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	98 898 500	98 948 400	(49 900)	87 430 276
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	16 667
L	Service d'approvisionnement pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	57 539 848
	Total - Crédits législatifs	102 565	86 392	16 173	57 628 194
	Total - Charges de fonctionnement	99 001 065	99 034 792	(33 727)	145 058 470

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	43 864 100	
	Avantages sociaux	12 076 100	
	Transports et communications	3 967 500	
	Services	38 379 300	
	Fournitures et matériel	688 200	
	Total partiel	98 975 200	
	Moins : Recouvrements	76 700	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	98 898 500	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	5 007 600	
	Avantages sociaux	622 200	
	Transports et communications	231 100	
	Services	475 800	
	Fournitures et matériel	10 500	6 347 200
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	29 242 200	
	Avantages sociaux	10 027 000	
	Transports et communications	3 147 600	
	Services	30 438 400	
	Fournitures et matériel	533 000	
	Total partiel	73 388 200	
	Moins : Recouvrements	76 700	73 311 500
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 815 600	
	Avantages sociaux	408 300	
	Transports et communications	57 300	
	Services	411 000	
	Fournitures et matériel	10 700	3 702 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	6 798 700	
	Avantages sociaux	1 018 600	
	Transports et communications	476 000	
	Services	4 314 600	
	Fournitures et matériel	89 200	12 697 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	55 500	
	Services	2 739 500	
	Fournitures et matériel	44 800	2 839 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		98 898 500
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		99 001 065
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1401-6	Service d'approvisionnement médicamenteux du gouvernement de l'Ontario		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes. L'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de santé et recherche	1 085 777 100	1 329 373 700	(243 596 600)	804 018 136
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 085 777 100	1 329 373 700	(243 596 600)	804 018 136
	Total - Charges de fonctionnement	1 085 777 100	1 329 373 700	(243 596 600)	804 018 136
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques de santé et recherche	4 500 000	4 500 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	4 500 000	4 500 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	4 500 000	4 500 000	-	-

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1402-1	Politiques de santé et recherche		
	Traitements et salaires		17 485 100
	Avantages sociaux		2 735 500
	Transports et communications		525 400
	Services		9 612 300
	Fournitures et matériel		127 800
	Paievements de transfert		
	Formation clinique	1 022 875 500	
	Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé	32 415 500	1 055 291 000
Total " voter - Charges de fonctionnement			1 085 777 100
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			1 085 777 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1402-2	Politiques de santé et recherche		
	Avances et montants récupérables		
	Formation clinique		4 500 000
Total " voter - Actifs de fonctionnement			4 500 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			4 500 000

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les doublons. La stratégie ontarienne Priorité au numérique pour la santé permettra d'offrir aux patients une expérience de santé du 21e siècle en élargissant les choix et en rendant l'accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique pour les patients. Cette stratégie établit les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie Priorité au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, en particulier les engagements du ministère d'éliminer la médecine de couloir et de mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l'information élabore une vision et une stratégie en vue d'un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l'Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d'apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d'améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d'accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l'élaboration et l'exécution de programmes d'analytique des mégadonnées afin d'atteindre les objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie Priorité au numérique pour la santé, prévoyant notamment des soutiens pour la province pendant qu'elle se relève de la pandémie de COVID-19.

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information est également la source de données et d'analytique faisant autorité pour le ministère. Elle procure des outils, des produits et de l'expertise méthodologique à l'appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour le ministère de la Santé, le ministère des Soins de longue durée et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information	189 182 200	264 393 200	(75 211 000)
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	189 182 200	264 393 200	(75 211 000)
	Total - Charges de fonctionnement	189 182 200	264 393 200	(75 211 000)

184 399 469

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1403-1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information		
	Traitements et salaires		17 611 500
	Avantages sociaux		2 555 300
	Transports et communications		246 600
	Services		10 580 900
	Fournitures et matériel		261 200
	Paievements de transfert		
	Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	149 444 400	
	Gestion de l'information sur le système de santé	8 482 300	157 926 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			189 182 200
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information			189 182 200

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les équipes de santé familiale, les organismes voués à la prestation de soins primaires pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les services de tests de diagnostic et de tests en laboratoire (y compris les services de tests génétiques et de dépistage de la COVID-19), les services de radiographie, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (y compris l'oxygénothérapie à domicile), la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modèles intégrés de prestation de services par l'entremise des équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficace qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Assurance-santé de l'Ontario	18 751 840 900	17 836 528 200	915 312 700	17 021 069 215
2	Programmes de médicaments	5 747 085 400	5 800 876 400	(53 791 000)	5 337 088 963
4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	575 031 900	555 031 900	20 000 000	512 061 355
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		25 073 958 200	24 192 436 500	881 521 700	22 870 219 533
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	42 686
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	24 306
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	66 992
Total - Charges de fonctionnement		25 073 960 200	24 192 438 500	881 521 700	22 870 286 525
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
Total - Actifs de fonctionnement		13 000 000	13 000 000	-	13 000 000

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-1	Assurance-santé de l'Ontario		
	Traitements et salaires		45 392 400
	Avantages sociaux		7 982 200
	Transports et communications		3 152 200
	Services		22 750 000
	Fournitures et matériel		502 700
	Paiements de transfert		
	Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	18 201 210 700	
	Établissements de santé autonomes	120 693 100	
	Programme des services aux régions insuffisamment desservies	30 706 100	
	Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport des fins médicales	48 181 600	
	Programme de gestion de la qualité - Services de laboratoire	4 748 900	
	Services de sages-femmes	204 404 400	
	Stratégie de prévention des maladies	2 708 000	
	Initiatives pour la qualité des services de santé	59 408 600	18 672 061 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		18 751 840 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
1405-2	Programmes de médicaments		
	Traitements et salaires		11 125 900
	Avantages sociaux		1 613 300
	Transports et communications		806 800
	Services		13 363 700
	Fournitures et matériel		105 100
	Paiements de transfert		
	Programme de médicaments de l'Ontario		5 720 070 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 747 085 400

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
1405-4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	
	Traitements et salaires	3 180 500
	Avantages sociaux	461 200
	Transports et communications	579 000
	Services	945 800
	Fournitures et matériel	29 000
	Paielements de transfert	
	Programme de fournitures et d'appareils et accessoires fonctionnels	569 836 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	575 031 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	25 073 960 200
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1405-5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	
	Avances et montants récupérables	
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	10 000 000
	Services de sages-femmes	3 000 000 13 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	13 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend les efforts déployés pour répondre à la COVID-19 et en vue de la relance ainsi que l'engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficace et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Santé de la population et santé publique	1 731 548 500	3 412 424 900	(1 680 876 400)	4 155 731 854
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 731 548 500	3 412 424 900	(1 680 876 400)	4 155 731 854
L	Radiation des stocks, <i>Loi sur l'administration financière</i>	105 241 400	-	105 241 400	36 182 077
L	Équipements de protection individuelle et fournitures - <i>Loi sur l'administration financière</i>	291 825 400	-	291 825 400	-
	Total - Crédits législatifs	397 066 800	-	397 066 800	36 182 077
	Total - Charges de fonctionnement	2 128 615 300	3 412 424 900	(1 283 809 600)	4 191 913 931
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Santé de la population et santé publique	207 751 000	750 000	207 001 000	1 435 418 351
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	207 751 000	750 000	207 001 000	1 435 418 351
	Total - Actifs de fonctionnement	207 751 000	750 000	207 001 000	1 435 418 351

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1406-4	Santé de la population et santé publique	
	Traitements et salaires	16 221 500
	Avantages sociaux	2 312 900
	Transports et communications	912 400
	Services	26 063 200
	Fournitures et matériel	1 001 300
	Paievements de transfert	
	Organismes de santé locaux officiels	939 443 900
	Épidémies	444 793 500
	Prévention de la tuberculose	9 113 900
	Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	2 062 400
	Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	206 892 900
	Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	63 935 200
	Ontario sans fumée	18 795 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 731 548 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Radiation des stocks, <i>Loi sur l'administration financière</i>	105 241 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Équipements de protection individuelle et fournitures - <i>Loi sur l'administration financière</i>	291 825 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique	2 128 615 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1406-6	Santé de la population et santé publique	
	Inventaire	
	Équipement de protection individuelle et fournitures	207 001 000
	Avances et montants récupérables	
	Organismes locaux officiels responsables de la santé	750 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	207 751 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique	207 751 000

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, comme le logement avec services de soutien, et assure le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Les programmes provinciaux et l'intendance soutiennent aussi la planification des immobilisations dans le domaine de la santé et l'administration de l'Agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la *Loi sur les ambulances*. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres intégrés de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze centres qui sont financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes provinciaux	1 503 286 800	1 812 506 200	(309 219 400)	1 316 163 686
2	Services de santé d'urgence	1 322 850 400	1 170 808 100	152 042 300	1 276 568 906
4	Intendance	47 681 500	47 715 700	(34 200)	49 111 269
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 873 818 700	3 031 030 000	(157 211 300)	2 641 843 861
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	302 000
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	302 000
	Total - Charges de fonctionnement	2 873 819 700	3 031 031 000	(157 211 300)	2 642 145 861
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 329 400
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 729 400	5 729 400	-	5 329 400
	Total - Actifs de fonctionnement	5 729 400	5 729 400	-	5 329 400

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1412-1	Programmes provinciaux		
	Paiements de transfert		
	Fonctionnement des établissements connexes	19 608 900	
	Société canadienne du sang	720 808 200	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	104 674 200	
	Services communautaires et prioritaires	658 195 500	1 503 286 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 503 286 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
1412-2	Services de santé d'urgence		
	Traitements et salaires		48 501 400
	Avantages sociaux		8 786 400
	Transports et communications		2 746 800
	Services		10 497 800
	Fournitures et matériel		578 800
	Paiements de transfert		
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	911 706 900	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	78 258 900	
	Ambulances aériennes	261 773 400	1 251 739 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 322 850 400
1412-4	Intendance		
	Traitements et salaires		33 944 100
	Avantages sociaux		4 472 600
	Transports et communications		2 582 100
	Services		6 548 900
	Fournitures et matériel		133 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		47 681 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		2 873 819 700

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1412-5	Programmes provinciaux et intendance		
	Avances et montants récupérables		
	Paiements pour services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	500 000	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
	Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	461 000	5 729 400
Total " voter - Actifs de fonctionnement			5 729 400
Total (Actifs de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance			5 729 400

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'IT économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre	réels
				2023-2024	2021-2022
				et	
				2022-2023	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de technologie de l'information et Groupement pour les services de santé	222 374 200	248 317 300	(25 943 100)	245 037 837
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	222 374 200	248 317 300	(25 943 100)	245 037 837
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	-	-	-	1 014 777
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	1 014 777
	Total - Charges de fonctionnement	222 374 200	248 317 300	(25 943 100)	246 052 614
CHARGES DÉMOBILISATIONS					
3	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	16 279 200	19 572 300	(3 293 100)	15 593 201
	Total - Crédits législatifs	16 279 200	19 572 300	(3 293 100)	15 593 201
	Total - Charges démobilitisations	16 280 200	19 573 300	(3 293 100)	15 593 201
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Systèmes informatiques	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035
	Total - Biens immobilisés	20 045 700	18 121 400	1 924 300	10 831 035

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1413-1	Services de technologie de l'information - Groupement pour les services de santé	
	Traitements et salaires	52 319 400
	Avantages sociaux	7 925 600
	Transports et communications	2 455 700
	Services	156 678 700
	Fournitures et matériel	2 994 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	222 374 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Systèmes informatiques	222 374 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1413-3	Systèmes informatiques	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	16 279 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Systèmes informatiques	16 280 200
BIENS IMMOBILISÉS		
1413-4	Systèmes informatiques	
	Matériel de technologie de l'information	3 687 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	16 357 900
	Total " voter - Biens immobilisés	20 045 700
	Total (Biens immobilisés) - Systèmes informatiques	20 045 700

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario et les services de soutien à domicile et en milieu communautaire pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé afin d'améliorer et de connecter les services de soutien à domicile et en milieu communautaire et d'autres services de santé.

En vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*, Santé Ontario a comme responsabilité la planification et l'intégration du système de santé ainsi que le financement des fournisseurs de services de santé et des équipes Santé Ontario pour la prestation des services de santé, y compris les services de soins à domicile et en milieu communautaire. Santé Ontario finance les hôpitaux, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de lutte contre les dépendances, les équipes de santé familiale, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les hospices de même que les fournisseurs de services infirmiers en soins primaires, de programmes et services de soins primaires interprofessionnels ou de soins maternels ainsi que de services pour des troubles de l'alimentation, que ce soit des patients externes ou dans le cadre de soins actifs, entre autres. Santé Ontario est aussi responsable de l'exécution des programmes liés à des domaines divers : soins en cancérologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé (notamment l'Ombudsman des patients), services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé, Télémédecine Ontario, équipes Santé Ontario et soutien aux activités de coordination régionale. L'organisme fournit des conseils et des recommandations cliniques sur les programmes et services liés aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux.

Les organismes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (14 organismes relevant d'une direction nommée conjointement) exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local* pour fournir aux résidents de tout l'Ontario un accès aux soins à domicile, coordonner l'admission dans les foyers de soins de longue durée et faire des renvois vers les services de santé, sociaux et communautaires. Ces organismes offrent des soins infirmiers, des traitements de réadaptation et d'autres services professionnels, ainsi que des services de soutien à la personne à domicile, dans des écoles ou des milieux de vie ou d'hébergement collectif, comme les hospices. Ils sont aussi responsables d'orienter les patients et les familles vers des fournisseurs d'autres services de soins à domicile et en milieu communautaire, et de gérer les placements dans des programmes de jour pour adultes et d'aide à la vie autonome.

Ce crédit comprend également le programme de santé mentale des enfants et des jeunes géré par le ministère. Celui-ci se compose de divers services communautaires répondant aux besoins en santé mentale d'enfants et de jeunes (jusqu'à leur 18e anniversaire) qui sont à risque ou qui connaissent des difficultés d'ordre social, émotionnel ou comportemental.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de santé	31 649 159 700	31 103 598 800	545 560 900	30 681 565 181
2	Programmes et administration	3 021 726 400	2 914 608 000	107 118 400	2 976 538 905
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		34 670 886 100	34 018 206 800	652 679 300	33 658 104 086
Total - Charges de fonctionnement		34 670 886 100	34 018 206 800	652 679 300	33 658 104 086
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
Total - Actifs de fonctionnement		38 107 600	38 107 600	-	38 106 600

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Solutions numériques pour la santé immobilisations	5 216 100	23 066 100	(17 850 000)	5 000 000
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 216 100	23 066 100	(17 850 000)	5 000 000
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	413 000	413 000	-	-
Total - Crédits législatifs		413 000	413 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		5 629 100	23 479 100	(17 850 000)	5 000 000

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1416-1	Services de santé		
	Paiements de transfert		
	Exploitation des hôpitaux	23 010 456 400	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000	
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	758 680 300	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	
	Soins à domicile	4 112 236 600	
	Services communautaires de soutien	805 230 300	
	Services d'assistance	355 126 000	
	Centres de santé communautaire	488 187 800	
	Traumatismes chroniques	65 836 900	
	Services communautaires de santé mentale	1 218 989 200	
	Programme de lutte contre les dépendances	345 804 700	
	Santé mentale des enfants et des jeunes	484 654 400	31 649 159 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			31 649 159 700

Sous-postes :

Hôpitaux

Paiements de transfert			
Exploitation des hôpitaux	23 010 456 400		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
Hôpitaux psychiatriques spécialisés	758 680 300		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	23 773 093 800	23 773 093 800

Services communautaires

Paiements de transfert			
Soins à domicile	4 112 236 600		
Services communautaires de soutien	805 230 300		
Services d'assistance	355 126 000		
Centres de santé communautaire	488 187 800		
Traumatismes chroniques	65 836 900	5 826 617 600	5 826 617 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Santé mentale et Lutte contre les dépendances				
Paiements de transfert				
	Services communautaires de santé mentale	1 218 989 200		
	Programme de lutte contre les dépendances	345 804 700		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	484 654 400	2 049 448 300	2 049 448 300
Total " voter - Charges de fonctionnement				31 649 159 700
1416-2	Programmes et administration			
Paiements de transfert				
	Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé		5 666 900	
	Soutien aux activités de coordination régionale		225 567 500	
	Solutions numériques pour la santé		366 020 100	
	Programmes pour la qualité des services de santé		31 909 500	
	Programmes de dépistage du cancer		91 294 700	
	Services de traitement du cancer		1 498 892 600	
	Troubles rénaux		727 477 100	
	Services de dons et de greffes d'organes et de tissus et services de santé cardiovasculaire		74 898 000	3 021 726 400
Total " voter - Charges de fonctionnement				3 021 726 400
Total (Charges de fonctionnement) - Services et programmes de santé				34 670 886 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1416-10	Services et programmes de santé			
Avances et montants récupérables				
	Exploitation des hôpitaux		24 000 000	
	Soins " domicile		700 000	
	Services communautaires de soutien		2 966 800	
	Services d'assistance		793 500	
	Centres de santé communautaire		3 000 000	
	Traumatismes crâniens		246 300	
	Services communautaires de santé mentale		5 500 000	
	Programme de lutte contre les dépendances		900 000	
	Services de traitement du cancer		1 000	38 107 600
Total " voter - Actifs de fonctionnement				38 107 600
Total (Actifs de fonctionnement) - Services et programmes de santé				38 107 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1416-3	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	
	Paiements de transfert	
	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	5 215 100
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	5 216 100
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	413 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services et programmes de santé	5 629 100

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations dans le domaine de la santé	2 340 819 600	1 711 194 000	629 625 600	1 558 925 161
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 340 819 600	1 711 194 000	629 625 600	1 558 925 161
Total - Charges d'immobilisations		2 340 819 600	1 711 194 000	629 625 600	1 558 925 161

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1407-1	Immobilisations dans le domaine de la santé		
	Paiements de transfert		
	Projets visant les grands hôpitaux	1 965 080 700	
	Fonds pour le rattachement de l'infrastructure du système de santé	200 000 000	
	Projets visant les petits hôpitaux	40 000 000	
	Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	40 600 000	
	Programmes de santé communautaire	68 000 000	
	Laboratoires de santé publique	4 715 700	
	Programmes des établissements de services de santé intégrés	20 000 000	2 338 396 400
	Autres opérations		
	Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	1 223 200	
	Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	1 200 000	2 423 200
Total à voter - Charges d'immobilisations			2 340 819 600
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé			2 340 819 600

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	66 635 114 392	64 734 966 205
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	7 649 908
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(39 894 200)	(637 021)
Total - Charges de fonctionnement redressées	66 595 220 192	64 741 979 092

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Le mandat du ministre des Affaires autochtones consiste à diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les Autochtones, à orienter les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et à soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2001 Programme des affaires autochtones	126 131 600	111 320 200	14 811 400	100 811 741
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	126 131 600	111 320 200	14 811 400	100 811 741
Crédits législatifs	1 019 014	1 019 014	-	134 457 500
Total du ministre - Charges de fonctionnement	127 150 614	112 339 214	14 811 400	235 269 241
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(515 754)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	127 150 614	112 339 214	14 811 400	234 753 487
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2001 Programme des affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527
Total du ministre - Charges d'immobilisations	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527
Total du ministre - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	133 151 614	118 340 214	14 811 400	241 320 014

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Le mandat du ministre des Affaires autochtones (MAA) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Administration du ministre	12 321 500	12 321 500	-	10 625 242
1	Affaires autochtones	113 708 100	98 896 700	14 811 400	72 795 805
2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	102 000	102 000	-	17 390 694
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	126 131 600	111 320 200	14 811 400	100 811 741
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	-
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure à fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986	954 000	954 000	-	134 457 500
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 019 014	1 019 014	-	134 457 500
	Total - Charges de fonctionnement	127 150 614	112 339 214	14 811 400	235 269 241
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527
	Total - Charges d'immobilisations	6 001 000	6 001 000	-	6 566 527

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2001-4	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	4 917 000
	Avantages sociaux	450 000
	Transports et communications	312 600
	Services	6 571 700
	Fournitures et matériel	70 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 321 500
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
2001-1	Affaires autochtones	
	Traitements et salaires	12 939 800
	Avantages sociaux	1 561 300
	Transports et communications	716 700
	Services	12 973 100
	Fournitures et matériel	197 300
	Paievements de transfert	
	Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	1 924 900
	Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnés autochtones	31 110 000
	Fonds de développement économique pour les Autochtones	9 000 000
	Fonds de participation	6 525 000
	Soutien au fonds de négociations communautaires	14 325 000
	Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	11 235 000
	Fonds pour les nouvelles relations	14 500 000
	Fonds de développement économique des Métis	3 000 000
	Total partiel	120 008 100
	Moins : Recouvrements	6 300 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	113 708 100

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Crédits législatifs			
	Paiements de transfert		
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure à fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986		954 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
2001-2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale		
	Services		100 000
	Paiements de transfert		
	Règlement des revendications territoriales	1 000	
	Règlements négociés	1 000	2 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			102 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones			127 150 614
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2001-3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	6 000 000	
	Règlements négociés	1 000	6 001 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			6 001 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires autochtones			6 001 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	112 339 214	235 296 341
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions "" d'autres ministères	-	(27 100)
Total - Charges de fonctionnement redressées	112 339 214	235 269 241

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total "" voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Le ministre de l'infrastructure (INF) dirige l'Ontario en dirigeant l'élaboration générale des politiques et de la planification infrastructurelles afin de moderniser l'infrastructure de la province et de renforcer les collectivités et l'économie de l'Ontario.

Le ministre oriente le plan d'infrastructure de la province en recueillant, en normalisant et en analysant des données pour soutenir une planification et une prise de décision fondées sur des éléments probants en matière d'infrastructure. Dans le cadre de ses efforts pour orienter le plan d'infrastructure de l'Ontario et veiller à l'avancement continu du plan du gouvernement en vue de la prospérité à long terme, INF est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la négociation des programmes d'infrastructure, y compris les programmes d'infrastructure fédéraux provinciaux et municipaux, ainsi que de l'établissement de politiques qui soutiennent l'infrastructure communautaire. Le ministre supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun, l'appui de collectivités complètes et dynamiques, et dirige le réaménagement de la Place de l'Ontario. INF dirige aussi les démarches visant à concrétiser l'engagement du gouvernement de donner aux collectivités l'accès à un réseau Internet haute vitesse. En outre, le ministre gère le cadre de propositions non sollicitées. De plus, il est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement par un travail lié aux politiques et l'exécution des programmes.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le ministre a la responsabilité législative à l'égard d'infrastructure Ontario, de Waterfront Toronto et de la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario.

Le ministre apporte également son soutien au projet de restauration de Queen's Park pour veiller à ce que cet édifice historique, moitié l'un mène des activités gouvernementales de première importance, respecte les normes du bâtiment actuelles. Le projet permettra de voir à ce que ce lieu d'importance, qui symbolise et facilite le processus démocratique de la province, soit protégé et à ce qu'il demeure sûr en vue de son utilisation à venir.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4001 Programme d'administration du ministre	8 846 600	6 916 700	1 929 900	7 361 895
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	87 180 400	19 797 900	67 382 500	32 480 786
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	334 723 600	345 579 100	(10 855 500)	358 280 472
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	12 847 200	8 977 900	3 869 300	7 102 390
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	443 597 800	381 271 600	62 326 200	405 225 543
Crédits législatifs	225 187	65 014	160 173	101 246
Total du ministre - Charges de fonctionnement	443 822 987	381 336 614	62 486 373	405 326 789

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	532 611 200	564 666 900	(32 055 700)	576 091 388
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	153 410 500	143 226 900	10 183 600	115 003 209
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	1 270 200	1 645 600	(375 400)	1 895 885
Redressement de consolidation - Programme d'utilisation des couloirs de transport d'électricité	(22 371 200)	(32 180 800)	9 809 600	(43 032 205)
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	8 078 200	9 630 700	(1 552 500)	3 922 228
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 116 821 887	1 068 325 914	48 495 973	1 059 207 294
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	171 230 800	-	171 230 800	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	171 230 800	-	171 230 800	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	171 230 800	-	171 230 800	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	1 650 275 100	1 924 698 500	(274 423 400)	878 361 775
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	125 916 100	98 068 200	27 847 900	95 602 249
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	373 535 300	73 440 000	300 095 300	8 544 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 149 726 500	2 096 206 700	53 519 800	982 508 024
Crédits législatifs	430 500	3 000	427 500	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 150 157 000	2 096 209 700	53 947 300	982 508 024
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	198 507 600	203 365 900	(4 858 300)	181 501 306
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	4 000 000	3 511 000	489 000	2 284 257
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	19 300	20 001 900	(19 982 600)	27 423
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	339 000	354 800	(15 800)	168 320
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 353 022 900	2 323 443 300	29 579 600	1 166 489 330
BIENS IMMOBILISÉS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	366 892 100	360 743 700	6 148 400	244 633 682
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	55 924 000	39 272 000	16 652 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	422 817 100	400 016 700	22 800 400	244 633 682
Total du ministère - Biens immobilisés	422 817 100	400 016 700	22 800 400	244 633 682
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	3 469 844 787	3 391 769 214	78 075 573	2 225 696 624

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001

Le Programme d'administration interne du ministère procure des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification, communications et autres) à l'appui des initiatives et des programmes de financement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023
				Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Programme d'administration du ministère	8 846 600	6 916 700	1 929 900
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 846 600	6 916 700	1 929 900
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-
	Total - Charges de fonctionnement	8 910 614	6 980 714	1 929 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4001-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		5 612 200
	Avantages sociaux		718 500
	Transports et communications		94 400
	Services		2 348 500
	Fournitures et matériel		73 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		8 846 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 459 500	
	Avantages sociaux	198 100	
	Transports et communications	34 400	
	Services	70 600	
	Fournitures et matériel	34 400	1 797 000
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	3 006 200	
	Avantages sociaux	372 400	
	Transports et communications	13 300	
	Services	466 000	
	Fournitures et matériel	13 300	3 871 200
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 009 900	
	Avantages sociaux	131 300	
	Transports et communications	19 600	
	Services	424 400	
	Fournitures et matériel	19 600	1 604 800
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	136 600	
	Avantages sociaux	16 700	
	Transports et communications	27 100	
	Services	1 387 500	
	Fournitures et matériel	5 700	1 573 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		8 846 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	8 910 614

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003

Le programme des politiques et de la planification infrastructurelles (le programme) dirige l'orientation et les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l'infrastructure de la province et d'exécuter ses projets d'investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le programme assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux et élabore des outils et des soutiens pour suivre les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. Il collecte des données et élabore des outils et des analyses des besoins liés à l'état de l'infrastructure, aux capacités et aux innovations pour étayer la prise de décision concernant les investissements dans l'infrastructure dans tous les secteurs. Le programme fait aussi la promotion des pratiques exemplaires en gestion des actifs provinciaux et fait avancer les discussions stratégiques liées à l'infrastructure avec d'autres ministères.

Le programme gère également les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, surveille l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure provinciales à l'échelle de la province et élabore des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leur infrastructure et de fournir des éléments probants à l'appui des décisions provinciales en matière de financement.

De plus, le programme a la responsabilité de diriger l'engagement du gouvernement de fournir aux collectivités à l'échelle de l'Ontario l'accès à un réseau Internet haute vitesse d'ici la fin de 2025.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, planification et projets infrastructurels	87 180 400	19 797 900	67 382 500	32 480 786
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	87 180 400	19 797 900	67 382 500	32 480 786
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	87 181 400	19 798 900	67 382 500	32 480 786

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 650 275 100	1 924 698 500	(274 423 400)	878 361 775
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 650 275 100	1 924 698 500	(274 423 400)	878 361 775
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		1 650 276 100	1 924 699 500	(274 423 400)	878 361 775
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4003-1	Politiques, planification et projets infrastructurels			
	Traitements et salaires			14 554 600
	Avantages sociaux			1 918 200
	Transports et communications			175 300
	Services			20 337 300
	Fournitures et matériel			177 300
	Paiements de transfert			
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000		
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande - fonctionnement	48 650 000		
	Gestion des biens	1 366 700		50 017 700
Total à voter - Charges de fonctionnement				87 180 400
Sous-postes :				
Programmes et projets infrastructurels				
	Traitements et salaires	10 982 800		
	Avantages sociaux	1 488 000		
	Transports et communications	100 500		
	Services	18 822 500		
	Fournitures et matériel	102 500		
	Paiements de transfert			
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000		
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande - fonctionnement	48 650 000		
	Gestion des biens	1 365 700	50 016 700	81 513 000
Stratégies, politiques et recherche pour l'infrastructure				
	Traitements et salaires	3 571 800		
	Avantages sociaux	430 200		
	Transports et communications	74 800		
	Services	1 514 800		
	Fournitures et matériel	74 800		
	Paiements de transfert			
	Gestion des biens	1 000		5 667 400
Total à voter - Charges de fonctionnement				87 180 400

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, planification et projets infrastructurels	87 181 400

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4003-2	Politiques, planification et projets infrastructurels		
	Paielements de transfert		
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	57 463 800	
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	23 658 100	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	61 674 200	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	77 548 200	
	Infrastructure verte (contributions provinciales)	90 476 300	
	Infrastructure verte (contributions fédérales)	128 714 400	
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	663 247 600	
	Fonds pour les priorités stratégiques et l'infrastructure	40 320 000	
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution provinciale)	21 545 900	
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution fédérale)	78 611 300	
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions fédérales	1 226 500	
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	1 199 400	
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions fédérales	1 596 100	
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions provinciales	2 449 000	
	Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	3 553 000	
	Infrastructure municipale	396 990 300	1 650 274 100
	Autres opérations		1 000
	Total - voter - Charges d'immobilisations		1 650 275 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, planification et projets infrastructurels		1 650 276 100

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
4003-8	Politiques, planification et projets infrastructurels	
	Machines et @quipement - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	1 000
	Total " voter - Biens immobilis@s	1 000
	Total (Biens immobilis@s) - Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Le programme de gestion du portefeuille immobilier du gouvernement est chargé de gérer le portefeuille immobilier général du gouvernement par des activités liées aux politiques et par l'exécution de programmes.

Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour ce qui a trait à la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation pluriannuelles des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme.

Le programme est responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et d'optimiser la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement et organismes). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant l'utilisation par la fonction publique de l'Ontario de ses espaces de bureau afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

Le programme englobe également la surveillance du projet de restauration de Queen's Park.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	333 765 900	345 579 100	(11 813 200)	358 243 308
5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	957 700	-	957 700	37 164
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		334 723 600	345 579 100	(10 855 500)	358 280 472
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	144 000	-	144 000	35 278
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	-	16 173	-
Total - Crédits législatifs		160 173	-	160 173	35 278
Total - Charges de fonctionnement		334 883 773	345 579 100	(10 695 327)	358 315 750

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	125 723 600	98 067 200	27 656 400	95 602 249
3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement – immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	192 500	1 000	191 500	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		125 916 100	98 068 200	27 847 900	95 602 249
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	429 500	2 000	427 500	-
Total - Crédits législatifs		429 500	2 000	427 500	-
Total - Charges d'immobilisations		126 345 600	98 070 200	28 275 400	95 602 249
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	366 892 100	360 743 700	6 148 400	244 633 682
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		366 892 100	360 743 700	6 148 400	244 633 682
Total - Biens immobilisés		366 892 100	360 743 700	6 148 400	244 633 682

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4006-1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement		
	Traitements et salaires	11 119 800	
	Avantages sociaux	1 260 700	
	Transports et communications	130 800	
	Services	340 436 900	
	Fournitures et matériel	147 600	
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières	1 868 300	
	Autres opérations	8 178 700	
	Total partiel	363 142 800	
	Moins : Recouvrements	29 376 900	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	333 765 900	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Biens immobiliers</i>			
	Traitements et salaires	5 163 200	
	Avantages sociaux	462 800	
	Transports et communications	123 800	
	Services	262 711 800	
	Fournitures et matériel	132 800	
	Paielements de transfert		
	Transactions immobilières	1 868 300	
	Autres opérations	8 178 700	278 641 400
<i>Optimisation des bureaux</i>			
	Traitements et salaires	5 956 600	
	Avantages sociaux	797 900	
	Transports et communications	7 000	
	Services	77 725 100	
	Fournitures et matériel	14 800	
	Total partiel	84 501 400	
	Moins : Recouvrements	29 376 900	55 124 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	333 765 900	

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4006-5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	
	Traitements et salaires	372 000
	Avantages sociaux	55 700
	Services	530 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	957 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	144 000
Crédits législatifs		
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	334 883 773
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4006-2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Services	125 722 600
	Paievements de transfert	
	Transactions immobilières	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	125 723 600
4006-3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	192 500
	Total " voter - Charges d'immobilisations	192 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	429 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	126 345 600

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
4006-4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Terrains	26 945 100
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	312 834 300
	Machines et @quipement - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	27 112 700
	Total " voter - Biens immobilis@s	366 892 100
	Total (Biens immobilis@s) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	366 892 100

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007

Le programme de gestion des projets d'infrastructure du gouvernement et de surveillance des organismes supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun, en partenariat avec Infrastructure Ontario et Metrolinx. Le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun est un élément du plan gouvernemental visant à bâtir des collectivités dynamiques, durables et à usages mixtes axées sur le transport en commun, tout en réduisant le coût de la construction de l'infrastructure des stations de transport en commun pour les contribuables. Il augmentera le nombre d'usagers, réduira les embouteillages et procurera une diversité de logements, y compris des options de logements abordables, tout en créant des emplois.

Le programme collabore également avec Infrastructure Ontario au réaménagement de la Place de l'Ontario en une destination de stature mondiale fréquentée toute l'année qui proposera des divertissements pour les familles, des espaces pour le public et les événements, un parc et un accès au littoral.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le programme collabore étroitement avec Infrastructure Ontario, la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto et la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités de la province.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	12 847 200	8 977 900	3 869 300	7 102 390
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		12 847 200	8 977 900	3 869 300	7 102 390
Total - Charges de fonctionnement		12 847 200	8 977 900	3 869 300	7 102 390
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	171 230 800	-	171 230 800	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		171 230 800	-	171 230 800	-
Total - Actifs de fonctionnement		171 230 800	-	171 230 800	-
CHARGES D'AMMOBILISATIONS					
2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	373 535 300	73 440 000	300 095 300	8 544 000
TOTAL À VOTER - CHARGES D'AMMOBILISATIONS		373 535 300	73 440 000	300 095 300	8 544 000
Total - Charges d'immobilisations		373 535 300	73 440 000	300 095 300	8 544 000
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	55 924 000	39 272 000	16 652 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		55 924 000	39 272 000	16 652 000	-
Total - Biens immobilisés		55 924 000	39 272 000	16 652 000	-

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4007-1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes			
	Traitements et salaires			4 238 600
	Avantages sociaux			487 400
	Transports et communications			229 700
	Services			5 330 100
	Fournitures et matériel			91 400
	Paielements de transfert			
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000		
	Gestion de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	400 000	2 470 000	
Total à voter - Charges de fonctionnement				12 847 200
Sous-postes :				
Gestion axée sur les transports en commun et surveillance des organismes				
	Traitements et salaires	1 804 400		
	Avantages sociaux	259 200		
	Transports et communications	154 500		
	Services	5 139 300		
	Fournitures et matériel	37 400	7 394 800	
Secrétariat du gestion de la Place de l'Ontario				
	Traitements et salaires	2 434 200		
	Avantages sociaux	228 200		
	Transports et communications	75 200		
	Services	190 800		
	Fournitures et matériel	54 000		
	Paielements de transfert			
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000		
	Gestion de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	400 000	2 470 000	5 452 400
Total à voter - Charges de fonctionnement				12 847 200
Total (Charges de fonctionnement) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes				12 847 200

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
4007-4	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	
	Prêts et investissements	171 230 800
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	171 230 800
	Total (Actifs de fonctionnement) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	171 230 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4007-2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	
	Services	40 026 200
	Paiements de transfert	
	Réaménagement de la Place de l'Ontario - charges d'immobilisations	284 100
	Aménagement axé sur les transports en commun - East Harbour	333 225 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	373 535 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	373 535 300
BIENS IMMOBILISÉS		
4007-3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	55 924 000
	Total à voter - Biens immobilisés	55 924 000
	Total (Biens immobilisés) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	55 924 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	29 166 414	40 769 539
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	352 170 200	364 557 250
Total - Charges de fonctionnement redressés	381 336 614	405 326 789

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	1 924 699 500	878 361 775
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	171 510 200	104 146 249
Total - Charges d'immobilisations redressés	2 096 209 700	982 508 024

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	1 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	400 015 700	244 633 682
Total - Biens immobilisés redressés	400 016 700	244 633 682

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences a pour vision d'avoir des milieux de travail sécuritaires, concurrentiels, équitables et harmonieux soutenant une économie florissante.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1601 Programme d'administration du ministère	22 741 400	22 043 100	698 300	28 192 009
1602 Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 462 300	3 299 000	163 300	2 986 605
1603 Programme des relations de travail	24 539 200	25 474 300	(935 100)	22 868 206
1604 Programme de santé et sécurité au travail	256 613 800	245 237 200	11 376 600	229 338 584
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	41 524 200	102 833 000	(61 308 800)	246 656 428
1607 Emploi Ontario	1 420 793 600	1 609 173 700	(188 380 100)	1 760 551 523
1608 Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	114 259 800	99 164 800	15 095 000	85 098 921
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 883 934 300	2 107 225 100	(223 290 800)	2 375 692 276
Crédits législatifs	6 565 014	6 565 014	-	131 092
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 890 499 314	2 113 790 114	(223 290 800)	2 375 823 368
Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - collèges	(242 351 700)	(230 656 300)	(11 695 400)	(301 923 138)
Redressement de consolidation - écoles	(97 326 600)	(81 094 300)	(16 232 300)	(110 697 996)
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	-	1 800	(1 800)	5 767
Redressement de consolidation - hôpitaux	(655 100)	(1 206 300)	551 200	(823 914)
Redressement de consolidation - Métiers spécialisés Ontario	18 023 600	26 226 500	(8 202 900)	3 600 966
Redressement de consolidation - Science Nord	-	-	-	(152 930)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(1 206 300)	-	(1 206 300)	(1 206 290)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(13 955 600)	(13 980 600)	25 000	(13 877 914)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 553 027 614	1 813 080 914	(260 053 300)	1 950 747 919

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	696 000	491 000	205 000	3 797 970
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 000	1 000	-	-
1607 Emploi Ontario	248 001 000	39 001 000	209 000 000	23 530 519
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	248 699 000	39 494 000	209 205 000	27 328 489
Crédits législatifs	3 245 400	3 074 400	171 000	1 023 498
Total du ministère - Charges d'immobilisations	251 944 400	42 568 400	209 376 000	28 351 987
Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - collèges	(20 864 100)	(17 534 800)	(3 329 300)	(17 293 260)
Redressement de consolidation - Membres spécialisés Ontario	98 200	192 900	(94 700)	38 593
Redressement de consolidation - Écoles	(116 200)	(70 700)	(45 500)	(2 241 897)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(1 114 300)	1 114 300	(2 953 691)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	231 062 300	24 041 500	207 020 800	5 901 732
BIENS IMMOBILISÉS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	10 614 200	8 263 300	2 350 900	1 555 403
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	3 569 400	5 000 000	(1 430 600)	-
1607 Emploi Ontario	8 278 500	3 069 500	5 209 000	2 068 314
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	22 463 100	16 333 800	6 129 300	3 623 717
Total du ministère - Biens immobilisés	22 463 100	16 333 800	6 129 300	3 623 717
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 784 089 914	1 837 122 414	(53 032 500)	1 956 649 651

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministre et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministre. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	22 741 400	22 043 100	698 300	28 192 009
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 741 400	22 043 100	698 300	28 192 009
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	88 057
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	27 849
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	15 186
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	131 092
	Total - Charges de fonctionnement	22 806 414	22 108 114	698 300	28 323 101
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		9 699 700
	Avantages sociaux		1 167 400
	Transports et communications		789 400
	Services		10 766 600
	Fournitures et matériel		318 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 741 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 104 200	
	Avantages sociaux	258 900	
	Transports et communications	75 300	
	Services	134 800	
	Fournitures et matériel	51 400	2 624 600
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 053 700	
	Avantages sociaux	245 800	
	Transports et communications	46 700	
	Services	295 800	
	Fournitures et matériel	33 300	2 675 300
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	1 182 200	
	Avantages sociaux	147 900	
	Transports et communications	16 900	
	Services	202 900	
	Fournitures et matériel	11 800	1 561 700
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 531 000	
	Avantages sociaux	173 100	
	Transports et communications	34 800	
	Services	223 900	
	Fournitures et matériel	26 800	1 989 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 766 100	
	Avantages sociaux	331 900	
	Transports et communications	119 500	
	Services	157 800	
	Fournitures et matériel	25 000	3 400 300
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 500	
	Avantages sociaux	9 800	
	Transports et communications	496 200	
	Services	9 348 800	
	Fournitures et matériel	170 000	10 087 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	402 600	402 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 741 400
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		22 806 414

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1601-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1601-2	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis en exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario. Afin de mener bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'équité salariale	2 996 000	2 832 700	163 300	2 815 308
2	Tribunal de l'équité salariale	466 300	466 300	-	171 297
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 462 300	3 299 000	163 300	2 986 605
Total - Charges de fonctionnement		3 462 300	3 299 000	163 300	2 986 605

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1602-1	Bureau de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	2 346 000
	Avantages sociaux	266 100
	Transports et communications	20 000
	Services	358 900
	Fournitures et matériel	5 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 996 000
1602-2	Tribunal de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	275 800
	Avantages sociaux	39 700
	Transports et communications	14 900
	Services	134 900
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	466 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 462 300

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

La Division des solutions en matière de relations de travail fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 707 600	12 251 000	456 600	12 002 861
2	Commission de règlement des griefs	2 670 900	2 670 900	-	2 291 417
3	Solutions en matière de relations de travail	9 160 700	10 552 400	(1 391 700)	8 573 928
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		24 539 200	25 474 300	(935 100)	22 868 206
Total - Charges de fonctionnement		24 539 200	25 474 300	(935 100)	22 868 206

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1603-1	Commission des relations de travail de l'Ontario	
	Traitements et salaires	8 762 000
	Avantages sociaux	1 075 500
	Transports et communications	419 500
	Services	2 368 400
	Fournitures et matériel	82 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	12 707 600
1603-2	Commission de règlement des griefs	
	Traitements et salaires	466 800
	Avantages sociaux	73 500
	Transports et communications	127 400
	Services	4 086 100
	Fournitures et matériel	23 200
	Total partiel	4 777 000
	Moins : Recouvrements	2 106 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 670 900
1603-3	Solutions en matière de relations de travail	
	Traitements et salaires	6 847 000
	Avantages sociaux	746 200
	Transports et communications	514 900
	Services	978 700
	Fournitures et matériel	73 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	9 160 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des relations de travail	24 539 200

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle de développer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la LSST) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la LSST et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, le programme d'excellence en santé et sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également la recherche sur la prévention et des subventions qui financent dans le domaine de la recherche des bénéficiaires et des partenaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Santé et sécurité au travail	101 902 000	101 946 400	(44 400)	94 534 800
2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	606 300	606 300	-	605 300
3	Bureau des conseillers des travailleurs	12 324 500	12 514 700	(190 200)	10 900 413
4	Bureau des conseillers des employeurs	4 019 200	4 019 500	(300)	3 089 439
7	Bureau de la prévention	137 761 800	126 150 300	11 611 500	120 208 632
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		256 613 800	245 237 200	11 376 600	229 338 584
Total - Charges de fonctionnement		256 613 800	245 237 200	11 376 600	229 338 584

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	relés 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Santé et sécurité au travail	1 000	1 000	-	2 953 691
8	Bureau de la prévention – Immobilisations	695 000	490 000	205 000	844 279
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		696 000	491 000	205 000	3 797 970
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 463 600	392 000	1 071 600	35 779
Total - Crédits législatifs		1 463 600	392 000	1 071 600	35 779
Total - Charges d'immobilisations		2 159 600	883 000	1 276 600	3 833 749
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Santé et sécurité au travail	4 402 600	4 447 000	(44 400)	1 555 403
9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail – biens immobilisés	6 211 600	3 816 300	2 395 300	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		10 614 200	8 263 300	2 350 900	1 555 403
Total - Biens immobilisés		10 614 200	8 263 300	2 350 900	1 555 403

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1604-1	Santé et sécurité au travail		
	Traitements et salaires	73 317 400	
	Avantages sociaux	10 863 700	
	Transports et communications	4 654 900	
	Services	11 300 900	
	Fournitures et matériel	1 724 100	
	Paie de transfert		
	Subventions de l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	1 000	41 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		101 902 000
1604-2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		
	Traitements et salaires	506 200	
	Avantages sociaux	75 900	
	Transports et communications	8 200	
	Services	5 600	
	Fournitures et matériel	10 400	
	Total " voter - Charges de fonctionnement		606 300
1604-3	Bureau des conseillers des travailleurs		
	Traitements et salaires	8 370 600	
	Avantages sociaux	1 883 700	
	Transports et communications	296 000	
	Services	1 674 200	
	Fournitures et matériel	100 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 324 500
1604-4	Bureau des conseillers des employeurs		
	Traitements et salaires	2 753 600	
	Avantages sociaux	734 200	
	Transports et communications	148 700	
	Services	292 900	
	Fournitures et matériel	89 800	
	Total " voter - Charges de fonctionnement		4 019 200

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-7	Bureau de la prévention		
	Traitements et salaires		10 350 200
	Avantages sociaux		1 386 500
	Transports et communications		311 900
	Services		2 975 300
	Fournitures et matériel		147 600
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité	110 840 300	
	Recherche en matière de prévention	8 612 200	
	Subventions aux programmes de prévention	3 137 800	122 590 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		137 761 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de santé et sécurité au travail		256 613 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1604-6	Santé et sécurité au travail		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 463 600
1604-8	Bureau de la prévention - Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité - Immobilisations		695 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		695 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de santé et sécurité au travail		2 159 600

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1604-5	Santé et sécurité au travail	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 401 600
	Total " voter - Biens immobilisés	4 402 600
1604-9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 211 600
	Total " voter - Biens immobilisés	6 211 600
	Total (Biens immobilisés) - Programme de santé et sécurité au travail	10 614 200

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes d'emploi	41 524 200	102 833 000	(61 308 800)	246 656 428
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	41 524 200	102 833 000	(61 308 800)	246 656 428
	Total - Charges de fonctionnement	41 524 200	102 833 000	(61 308 800)	246 656 428
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Normes d'emploi	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 120 300	1 471 400	(351 100)	960 286
	Total - Crédits législatifs	1 120 300	1 471 400	(351 100)	960 286
	Total - Charges d'immobilisations	1 121 300	1 472 400	(351 100)	960 286
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Normes d'emploi	3 569 400	5 000 000	(1 430 600)	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 569 400	5 000 000	(1 430 600)	-
	Total - Biens immobilisés	3 569 400	5 000 000	(1 430 600)	-

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1605-1	Normes d'emploi	
	Traitements et salaires	29 533 100
	Avantages sociaux	4 342 900
	Transports et communications	1 962 100
	Services	5 040 500
	Fournitures et matériel	643 600
	Paievements de transfert	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	2 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	41 524 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	41 524 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1605-2	Normes d'emploi	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 120 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 121 300
BIENS IMMOBILISÉS		
1605-3	Normes d'emploi	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 569 400
	Total " voter - Biens immobilisés	3 569 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	3 569 400

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de six catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, alphabétisation, projets locaux en matière d'emploi et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le système d'apprentissage et des métiers spécialisés offre relativement à ces métiers des formations et des agréments modernisés fondés sur l'information fournie par l'industrie qui sont conformes à la Loi de 2021 ouvrant des perspectives dans les métiers spécialisés.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Système Emploi Ontario	1 418 938 900	1 607 395 700	(188 456 800)	1 759 322 588
2	Commissaire à l'équité	1 854 700	1 778 000	76 700	1 228 935
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 420 793 600	1 609 173 700	(188 380 100)	1 760 551 523
L	Crédances irrécouvrables - autres, Loi sur l'administration financière	6 500 000	6 500 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	6 500 000	6 500 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	1 427 293 600	1 615 673 700	(188 380 100)	1 760 551 523

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Système Emploi Ontario	248 001 000	39 001 000	209 000 000	23 530 519
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	248 001 000	39 001 000	209 000 000	23 530 519
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	660 500	1 210 000	(549 500)	27 433
	Total - Crédits législatifs	660 500	1 210 000	(549 500)	27 433
	Total - Charges d'immobilisations	248 661 500	40 211 000	208 450 500	23 557 952
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	8 278 500	3 069 500	5 209 000	2 068 314
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	8 278 500	3 069 500	5 209 000	2 068 314
	Total - Biens immobilisés	8 278 500	3 069 500	5 209 000	2 068 314

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1607-1	Système Emploi Ontario		
	Traitements et salaires		84 473 300
	Avantages sociaux		13 078 600
	Transports et communications		1 757 000
	Services		15 897 300
	Fournitures et matériel		338 000
	Paievements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	93 494 500	
	Emploi et formation	1 209 900 200	1 303 394 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 418 938 900
1607-2	Commissaire à l'équité		
	Traitements et salaires		800 300
	Avantages sociaux		119 500
	Services		934 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 854 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables - autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>		6 500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Emploi Ontario		1 427 293 600

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1607-4	Système Emploi Ontario		
	Paiements de transfert		
	Fonds pour le développement des compétences - immobilisations	224 000 000	
	Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	24 000 000	248 000 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		248 001 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		660 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Emploi Ontario		248 661 500
BIENS IMMOBILISÉS			
1607-6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		8 278 500
	Total " voter - Biens immobilisés		8 278 500
	Total (Biens immobilisés) - Emploi Ontario		8 278 500

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608

Le programme relatif aux talents étrangers et aux services d'aide à l'établissement aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre des services d'aide à l'établissement et de la formation en anglais et en français langue seconde afin d'aider les nouveaux arrivants à s'établir et s'intégrer avec succès en Ontario et à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour participer efficacement à la vie communautaire et au marché du travail. Le programme dirige également l'élaboration des politiques sur l'immigration ainsi que des initiatives visant à éliminer les obstacles à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger pour aider les immigrants qualifiés à intégrer rapidement le marché du travail.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	30 884 600	20 376 800	10 507 800	10 581 648
2	Programme de formation linguistique pour adultes	83 375 200	78 788 000	4 587 200	74 517 273
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		114 259 800	99 164 800	15 095 000	85 098 921
Total - Charges de fonctionnement		114 259 800	99 164 800	15 095 000	85 098 921

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1608-1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	
	Traitements et salaires	16 049 800
	Avantages sociaux	2 527 900
	Transports et communications	357 300
	Services	11 750 100
	Fournitures et matériel	199 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	30 884 600
1608-2	Programme de formation linguistique pour adultes	
	Traitements et salaires	4 561 200
	Avantages sociaux	590 300
	Transports et communications	53 600
	Services	369 400
	Fournitures et matériel	45 000
	Paielements de transfert	
	Paielement de transfert concernant l'établissement et l'intégration	77 755 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	83 375 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	114 259 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 081 603 014	2 340 884 264
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	33 209 000	36 526 796
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 021 900)	(1 587 692)
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 113 790 114	2 375 823 368

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Le Roi du Canada, Sa Majesté le roi Charles III, représenté en Ontario par le lieutenant-gouverneur, est le chef d'État du Canada. Le lieutenant-gouverneur est investi des responsabilités que lui confèrent la constitution et son rôle de représentant officiel du Souverain dans la province.

Le Bureau du lieutenant-gouverneur fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, communautaires et de représentation. Le Bureau apporte un soutien (administration, planification stratégique, gestion des événements, etc.) permettant au lieutenant-gouverneur d'exercer les pouvoirs de la Couronne pour l'Assemblée législative et le gouvernement de l'Ontario, de représenter toute la population ontarienne dans les interactions avec des visiteurs importants de l'extérieur de la province et de l'étranger, et de souligner l'excellence et les réalisations dans le cadre d'un régime de distinctions honorifiques de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1701	Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	1 903 500	927 900	1 807 192
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 831 400	1 903 500	927 900	1 807 192
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 831 400	1 903 500	927 900	1 807 192
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 831 400	1 903 500	927 900	1 807 192

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, communautaires et de représentation.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	1 903 500	927 900
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 831 400	1 903 500	927 900
	Total - Charges de fonctionnement	2 831 400	1 903 500	927 900
				1 807 192

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1701-1	Bureau du lieutenant-gouverneur	
	Traitements et salaires	1 972 100
	Avantages sociaux	271 400
	Transports et communications	52 100
	Services	292 500
	Fournitures et matériel	87 500
	Autres opérations	
	Allocation discrétionnaire	155 800
Total " voter - Charges de fonctionnement		2 831 400
Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur		2 831 400

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

L'Ontario poursuit la mise en œuvre des priorités stratégiques relatives au système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : la dotation en personnel et les soins; la qualité et l'application des lois; la construction de foyers modernes, sûrs et confortables; le soutien d'une plus vaste gamme de services pour les aînés.

Le ministère des Soins de longue durée collabore également avec le ministère de la Santé, Santé Ontario et les Services de soutien à domicile et en milieu communautaire pour mettre les gens au centre des soins en veillant à ce que les patients bénéficient de soins, de soutien et d'un traitement digne et respectueux pendant leur transition entre l'hôpital et le foyer de soins de longue durée de leur choix.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4501 Programme d'administration du ministère	7 132 100	7 143 600	(11 500)	7 297 364
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	8 292 225 400	7 133 340 800	1 158 884 600	6 840 867 271
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 299 357 500	7 140 484 400	1 158 873 100	6 848 164 635
Crédits législatifs	314 014	314 014	-	55 366
Total du ministère - Charges de fonctionnement	8 299 671 514	7 140 798 414	1 158 873 100	6 848 220 001
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(4 988 085 000)	(4 604 063 800)	(384 021 200)	(4 361 721 132)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(161 969 700)	(139 698 600)	(22 271 100)	(102 171 913)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(2 216 894)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(32 259 850)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 149 616 814	2 397 036 014	752 580 800	2 349 850 212
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975
Total du ministère - Charges d'immobilisations		83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975
Redressement de consolidation - h¹ pitaux		(83 730 800)	(135 287 600)	51 556 800	(511 752 975)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		3 149 617 814	2 397 037 014	752 580 800	2 349 850 212

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	7 132 100	7 143 600	(11 500)	7 297 364
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 132 100	7 143 600	(11 500)	7 297 364
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	38 699
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	55 366
	Total - Charges de fonctionnement	7 196 114	7 207 614	(11 500)	7 352 730

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4501-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		5 285 900
	Avantages sociaux		687 400
	Transports et communications		134 200
	Services		1 010 600
	Fournitures et matériel		14 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 132 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 075 200	
	Avantages sociaux	368 800	
	Transports et communications	97 900	
	Services	190 200	
	Fournitures et matériel	7 100	3 739 200
<i>Communications</i>			
	Traitements et salaires	2 210 700	
	Avantages sociaux	318 600	
	Transports et communications	36 300	
	Services	820 400	
	Fournitures et matériel	6 900	3 392 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 132 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		7 196 114

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

L'Ontario poursuit la mise en œuvre des priorités stratégiques relatives au système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : la dotation en personnel et les soins; la qualité et l'application des lois; la construction de foyers modernes, sûrs et confortables; le soutien d'une plus vaste gamme de service pour les aînés. De plus, le gouvernement travaille à l'échelle des systèmes de santé et de soins de longue durée pour garantir que la population ontarienne puisse recevoir des soins de qualité au bon endroit.

En l'appui de ces priorités, le ministre des Soins de longue durée (le « ministre ») continuera d'avancer vers l'objectif de quatre heures en moyenne de soins directs par résident et par jour d'ici le 31 mars 2025, de progresser dans l'aménagement de plus de 30 000 nouveaux lits de soins de longue durée d'ici 2028 et la mise aux normes de plus de 28 000 lits existants, d'élargir la capacité et les outils d'inspection et d'encourager une culture d'amélioration continue de la qualité, tout en améliorant l'accès aux soutiens nécessaires, par exemple les services de diagnostic et les services paramédicaux dans les collectivités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des foyers de soins de longue durée	8 292 225 400	7 133 340 800	1 158 884 600	6 840 867 271
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 292 225 400	7 133 340 800	1 158 884 600	6 840 867 271
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	250 000	250 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	250 000	250 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	8 292 475 400	7 133 590 800	1 158 884 600	6 840 867 271
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Programme des soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	Total - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des soins de longue durée	83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975
	Total - Charges d'immobilisations	83 731 800	135 288 600	(51 556 800)	511 752 975

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4502-1	Programme des foyers de soins de longue durée		
	Traitements et salaires	56 900 700	
	Avantages sociaux	8 329 600	
	Transports et communications	3 107 600	
	Services	12 087 500	
	Fournitures et matériel	222 100	
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	7 438 403 100	
	Foyers de soins de longue durée - aménagement	773 174 800	8 211 577 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		8 292 225 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		250 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		8 292 475 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4502-10	Programme des soins de longue durée		
	Avances et montants récupérables		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	20 430 000	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		20 430 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		20 430 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4502-2	Programme des soins de longue durée		
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - immobilisations	83 730 800	
	Autres opérations	1 000	
	Total " voter - Charges d'immobilisations		83 731 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de foyers de soins de longue durée		83 731 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	7 118 543 514	6 848 251 501
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	22 254 900	245 800
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(277 300)
Total - Charges de fonctionnement redressées	7 140 798 414	6 848 220 001

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES MINES

Responsable du secteur des minéraux de la province, le ministre des Mines s'attache à soutenir la prospérité économique de l'Ontario, la viabilité environnementale et la qualité de vie pour la population ontarienne. Le ministre promeut la croissance économique et la création d'emplois en soutenant le secteur des mines et des minéraux; il mène des activités de surveillance, de recherche et de planification de la gestion et de l'utilisation des ressources minérales de l'Ontario; il élabore des lois et des politiques et exécute des programmes pour réglementer l'utilisation et la gestion durables et responsables des ressources minérales de la province. La Commission géologique de l'Ontario, qui relève du ministre, encourage l'investissement et l'exploration en procurant au client le des données géoscientifiques sur les ressources minérales de l'Ontario. Ces données soutiennent un éventail de priorités stratégiques provinciales en matière de développement, de planification, de protection de l'environnement, d'énergie et de changement climatique. Le ministre assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux et de réhabilitation des terrains miniers. La Stratégie ontarienne relative aux minéraux critiques est un plan directeur quinquennal complet visant à raffermir la position de l'Ontario comme fournisseur de minéraux critiques tout en soutenant la transition à une économie mondiale durable et plus verte. Des initiatives telles que le Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière et le Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques favorisent l'exploration et l'innovation, la croissance de l'industrie et la création de nouveaux emplois.

Le ministre soutient l'élaboration de politiques et de programmes pour la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Il travaille avec les collectivités autochtones, les sociétés minières et d'autres partenaires pour encourager un développement responsable et durable. Le ministre dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquiescer de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, pour alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives liés au secteur minier et pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans le secteur minier. Le ministre s'assure que les collectivités autochtones reçoivent une part des bénéfices découlant de l'exploitation des ressources minières par l'entremise du programme de partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4901 Programme d'administration du ministre	6 009 200	6 052 800	(43 600)	5 530 509
4902 Programme des mines et des minéraux	155 410 300	124 829 200	30 581 100	129 941 038
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	161 419 500	130 882 000	30 537 500	135 471 547
Crédits législatifs	466 014	401 000	65 014	55 903
Total du ministre - Charges de fonctionnement	161 885 514	131 283 000	30 602 514	135 527 450
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	-	-	-	(3 348 991)
Redressement de consolidation à portefeuille immobilier général	(3 287 000)	(2 995 800)	(291 200)	(3 094 512)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	158 598 514	128 287 200	30 311 314	129 083 947
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4901 Programme d'administration du ministre	1 000	-	1 000	-
4902 Programme des mines et des minéraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	1 000	1 000	-
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	2 000	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4901 Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
4902 Programme des mines et des métaux	14 014 500	10 925 700	3 088 800	189 884 312
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	14 015 500	10 925 700	3 089 800	189 884 312
Crédits législatifs	639 500	567 300	72 200	515 808
Total du ministère - Charges d'immobilisations	14 655 000	11 493 000	3 162 000	190 400 120
Redressement de consolidation à portefeuille immobilier général	(993 600)	-	(993 600)	(1 024 988)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	13 661 400	11 493 000	2 168 400	189 375 132
BIENS IMMOBILISÉS				
4901 Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
4902 Programme des mines et des métaux	601 000	800 000	(199 000)	455 433
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	602 000	800 000	(198 000)	455 433
Total du ministère - Biens immobilisés	602 000	800 000	(198 000)	455 433
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	172 259 914	139 780 200	32 479 714	318 459 079

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et de services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Le programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère à charges de fonctionnement	6 009 200	6 052 800	(43 600)	5 530 509
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 009 200	6 052 800	(43 600)	5 530 509
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	-	47 841	19 383
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	-	16 173	8 334
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	-	65 014	27 717
	Total - Charges de fonctionnement	6 074 214	6 052 800	21 414	5 558 226
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Administration du ministère à actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère : charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère : biens immobilisés	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	-	1 000	-
Total - Biens immobilisés		1 000	-	1 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4901-1	Administration du ministère - charges de fonctionnement		
	Traitements et salaires	3 595 400	
	Avantages sociaux	439 000	
	Transports et communications	267 200	
	Services	7 455 000	
	Fournitures et matériel	120 200	
	Total partiel	11 876 800	
	Moins : Recouvrements	5 867 600	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	6 009 200	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	375 200	
	Avantages sociaux	43 100	
	Transports et communications	92 000	
	Services	266 000	
	Fournitures et matériel	34 400	810 700
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	978 500	
	Avantages sociaux	114 600	
	Transports et communications	68 000	
	Services	5 251 000	
	Fournitures et matériel	39 800	
	Total partiel	6 451 900	
	Moins : Recouvrements	5 000 000	1 451 900
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	477 800	
	Avantages sociaux	116 800	
	Transports et communications	25 200	
	Services	49 600	
	Fournitures et matériel	13 100	682 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	701 400	
	Avantages sociaux	70 500	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	955 500
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 062 500	
	Avantages sociaux	94 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	44 700	
	Fournitures et matériel	14 400	
	Total partiel	1 263 800	
	Moins : Recouvrements	631 700	632 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 260 300	
	Fournitures et matériel	7 500	1 282 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 009 200
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		6 074 214

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
4901-2	Administration du ministère - actifs de fonctionnement	
	Prêts et investissements	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4901-3	Administration du ministère - charges d'immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
4901-4	Administration du ministère - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minérales de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minérales de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minérales. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement. Le programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Le programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'étayer un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme permet de s'acquitter des engagements pris dans la Stratégie relative aux minéraux critiques, avec notamment des efforts pour faire le lien entre les dépôts de minéraux critiques de l'Ontario et notre secteur manufacturier de calibre mondial. L'objectif est d'élever et de consolider la place de l'Ontario en tant que région compétitive au niveau international qui est prête à répondre à la demande mondiale croissante de minéraux critiques.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail de enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Une équipe spéciale travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones et la communauté minière, afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Compétitivité du secteur des minéraux	155 410 300	124 829 200	30 581 100	129 941 038
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	155 410 300	124 829 200	30 581 100	129 941 038
L	Crédits irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000	401 000	-	28 186
	Total - Crédits législatifs	401 000	401 000	-	28 186
	Total - Charges de fonctionnement	155 811 300	125 230 200	30 581 100	129 969 224
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Mines et minéraux - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Compétitivité du secteur des minéraux et charges d'immobilisations	14 012 500	10 924 700	3 087 800	6 425 112
5	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier et charges d'immobilisations	2 000	1 000	1 000	183 459 200
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		14 014 500	10 925 700	3 088 800	189 884 312
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	638 500	567 300	71 200	515 808
Total - Crédits législatifs		638 500	567 300	71 200	515 808
Total - Charges d'immobilisations		14 653 000	11 493 000	3 160 000	190 400 120
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Mines et minéraux et biens immobilisés	601 000	800 000	(199 000)	455 433
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		601 000	800 000	(199 000)	455 433
Total - Biens immobilisés		601 000	800 000	(199 000)	455 433

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4902-1	Compétitivité du secteur des minéraux		
	Traitements et salaires		25 061 600
	Avantages sociaux		3 403 800
	Transports et communications		1 826 600
	Services		11 586 500
	Fournitures et matériel		2 545 900
	Paiements de transfert		
	Rapports sur les activités minières en Ontario	85 000	
	Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées	7 969 300	
	Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	10 000 000	
	Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	5 000 000	
	Exploitation des minéraux et investissement	100 000	
	Développement économique pour les Autochtones	45 661 400	
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	42 070 200	
	Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	100 000	110 985 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		155 410 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		401 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		155 811 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4902-3	Mines et minéraux - Actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 4902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4902-2	Compétitivité du secteur des minéraux - charges d'immobilisations		
	Transports et communications		50 000
	Services		5 443 000
	Fournitures et matériel		367 500
	Paielements de transfert		
	Débouchés autochtones en réhabilitation des mines abandonnées	1 000	
	Accès à large bande pour Matawa	8 150 000	8 151 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		14 012 500
4902-5	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier - charges d'immobilisations		
	Services		1 000
	Paielements de transfert		
	Partenariats autochtones - assainissement de l'environnement lié aux mines abandonnées		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		2 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		638 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des mines et des minéraux		14 653 000
BIENS IMMOBILISÉS			
4902-4	Mines et minéraux - biens immobilisés		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		601 000
	Total " voter - Biens immobilisés		601 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des mines et des minéraux		601 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	131 311 900	135 777 140
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(28 900)	(249 690)
Total - Charges de fonctionnement redressées	131 283 000	135 527 450

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 000	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	1 000	-

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	11 493 000	190 400 120
Total - Charges d'immobilisations redressées	11 493 000	190 400 120

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	800 000	455 433
Total - Biens immobilisés redressés	800 000	455 433

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Le ministère des Affaires municipales et du Logement assure le leadership pour contribuer à assurer que les collectivités sont desservies par des administrations locales fortes et efficaces et que chaque résident de l'Ontario dispose d'un logement adapté à ses besoins. Pour atteindre ces objectifs, le ministère élabore, coordonne et met en œuvre les politiques, lois, règlements et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur le logement, les municipalités, les gestionnaires des services municipaux et les administrateurs de programmes autochtones; il gère les relations provinciales-municipales avec les intervenants municipaux, les relations fédérales-provinciales avec les intervenants fédéraux ainsi que les relations provinciales-entrepreneuriales avec des partenaires de premier plan en matière de croissance, y compris la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario; il soutient les relations entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les municipalités.

De plus, le ministère met au point et administre des politiques et des programmes d'appui des domaines suivants : l'administration, la gouvernance et les finances municipales; l'amélioration des infrastructures; l'aménagement du territoire aux niveaux municipal et provincial; la gestion de la croissance; la réglementation de la construction; l'offre de logements communautaires, avec services de soutien et à but lucratif, ce qui comprend la réglementation des locations résidentielles et commerciales, la réglementation des logements communautaires et les programmes de prévention de l'itinérance; les services d'atténuation et de reprise après une catastrophe.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1901 Programme d'administration du ministère	20 326 900	20 180 000	146 900	19 500 937
1902 Services aux municipalités	48 485 400	67 102 400	(18 617 000)	86 557 327
1903 Administrations locales et politiques d'aménagement	21 442 200	21 454 700	(12 500)	17 086 975
1904 Programme de logement	1 090 470 800	973 854 900	116 615 900	1 013 742 446
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 180 725 300	1 082 592 000	98 133 300	1 136 887 685
Crédits législatifs	1 459 992	84 187	1 375 805	3 812 066
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 182 185 292	1 082 676 187	99 509 105	1 140 699 751
Redressement des charges de fonctionnement	-	-	-	6 520 604
Recouvrements en vertu de l'article 15				
Redressement de consolidation - dépenses pour les logements publics - intérêts sur la dette	(1 369 600)	(2 342 200)	972 600	(3 672 555)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(47 300)	(208 300)	161 000	(4 912 951)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 180 768 392	1 080 125 687	100 642 705	1 138 634 849
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1903 Administrations locales et politiques d'aménagement	3 600 000	-	3 600 000	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	-	3 600 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 600 000	-	3 600 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1902 Services aux municipalités	2 000	2 000	-	8 463 089
1904 Programme de logement	264 239 300	233 948 100	30 291 200	407 254 020
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	264 242 300	233 951 100	30 291 200	415 717 109
Crédits législatifs	636 500	636 500	-	604 398
Total du ministère - Charges d'immobilisations	264 878 800	234 587 600	30 291 200	416 321 507
Redressement de consolidation - Opération avec le MSPE	-	-	-	(107 506 912)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	264 878 800	234 587 600	30 291 200	308 814 595
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 445 647 192	1 314 713 287	130 933 905	1 447 449 444

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	20 326 900	20 180 000	146 900	19 500 937
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 326 900	20 180 000	146 900	19 500 937
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	32 346	(16 173)	20 232
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	81 187	6 205	69 533
	Total - Charges de fonctionnement	20 414 292	20 261 187	153 105	19 570 470
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		10 940 100
	Avantages sociaux		1 184 000
	Transports et communications		246 600
	Services		7 909 000
	Fournitures et matériel		47 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 326 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 771 000	
	Avantages sociaux	326 800	
	Transports et communications	82 300	
	Services	133 900	
	Fournitures et matériel	7 400	3 321 400
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 966 200	
	Avantages sociaux	274 800	
	Transports et communications	17 700	
	Services	233 100	
	Fournitures et matériel	2 500	3 494 300
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	3 958 100	
	Avantages sociaux	391 600	
	Transports et communications	89 600	
	Services	846 800	
	Fournitures et matériel	17 300	5 303 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 204 800	
	Avantages sociaux	190 800	
	Transports et communications	33 300	
	Services	228 700	
	Fournitures et matériel	6 100	1 663 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	40 000	
	Transports et communications	23 700	
	Services	5 600 000	
	Fournitures et matériel	13 900	5 677 600
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	866 500	866 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		20 326 900
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		20 414 292
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1901-2	Administration du ministre - immobilisations		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		1 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, de promouvoir des collectivités bien planifiées, saines, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes de paiement de transfert connexes; renforcer les capacités municipales afin de fournir des services efficaces répondant aux besoins locaux et d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système d'aménagement du territoire " guichet unique de la province pour soutenir l'accroissement de l'offre de logements et des possibilités de développement économique. Ce programme défend les intérêts de la province en matière d'aménagement du territoire par des outils comme les ordres de zonage du ministre et les arrêts connus sous le nom ç Outil d'accélération pour l'infrastructure communautaire et le logement è. De plus, il fournit l'aide provinciale aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe, comme le projet pilote Reconstruire en mieux exécuté dans le cadre du Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe, et il gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministre mis sur pied en vertu d'un décret.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Services aux municipalités	48 485 400	67 102 400	(18 617 000)	86 557 327
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	48 485 400	67 102 400	(18 617 000)	86 557 327
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	69 978
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	69 978
	Total - Charges de fonctionnement	48 486 400	67 103 400	(18 617 000)	86 627 305
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Services aux municipalités	2 000	2 000	-	8 463 089
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	8 463 089
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	8 463 089

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1902-4	Services aux municipalités		
	Traitements et salaires		14 193 600
	Avantages sociaux		1 563 200
	Transports et communications		347 000
	Services		1 589 600
	Fournitures et matériel		64 000
	Paielements de transfert		
	Programme pour la modernisation au niveau municipal	5 848 900	
	Fonds pour la simplification du processus d'approbation des demandes d'aménagement	22 875 000	
	Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Paielements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	85 179 000	
	Impôts sur les propriétés provinciales loués en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	
	Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 651 100	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	
	Aide aux conseils d'aménagement	350 000	125 088 000
	Total partiel		142 845 400
	Moins : Recouvrements		94 360 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		48 485 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux municipalités		48 486 400

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1902-3	Services aux municipalités		
	Paiements de transfert		
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux municipalités		2 000

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Le ministère soutient la viabilité du secteur municipal en collaborant avec les municipalités et d'autres ministères pour faire avancer des options législatives ou réglementaires ciblant les priorités, comme l'offre de logements et la viabilité financière. Ses activités incluent la surveillance de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, de la *Loi de 1997 sur les redevances*, de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.

Grâce à ce programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Le programme renforce les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario.

Le programme surveille également la *Loi sur l'aménagement du territoire*, la Déclaration de principes provinciale, la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*, la *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*, la *Loi de 2005 sur les zones de croissance* et la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*. Ce travail inclut la surveillance de politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. De plus, le programme soutient la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts tout en fournissant un cadre législatif pour la planification de l'aménagement du territoire et les approbations des demandes d'aménagement, notamment l'administration du Code du bâtiment de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Administrations locales	7 257 800	7 257 800	-	6 067 869
10	Politiques pour l'aménagement et la croissance	14 184 400	14 196 900	(12 500)	11 019 106
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 442 200	21 454 700	(12 500)	17 086 975
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	21 443 200	21 455 700	(12 500)	17 086 975
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
11	Avances et montants récupérables	3 600 000	-	3 600 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 600 000	-	3 600 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	3 600 000	-	3 600 000	-

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1903-7	Administrations locales	
	Traitements et salaires	6 132 900
	Avantages sociaux	490 200
	Transports et communications	67 700
	Services	558 500
	Fournitures et matériel	8 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 257 800
1903-10	Politiques pour l'aménagement et la croissance	
	Traitements et salaires	9 406 300
	Avantages sociaux	1 058 700
	Transports et communications	251 300
	Services	3 387 300
	Fournitures et matériel	80 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	14 184 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement	21 443 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1903-11	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables	3 600 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	3 600 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement	3 600 000

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904

Ce programme a pour objectif de réaliser les activités prévues en matière de logement communautaire, de logement avec services de soutien, de prévention et de réduction de l'itinérance et d'offre de logements du marché. Cela inclut les activités suivantes : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d'améliorer les logements; travailler selon une approche horizontale pour diriger l'apport de modifications aux politiques et la législation afin d'accroître l'offre de logements et l'abordabilité; soutenir la construction de logements sur des biens excédentaires du gouvernement; maintenir un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les gestionnaires des services municipaux, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d'autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; continuer de soutenir les populations vulnérables par les programmes de prévention de l'itinérance et de prestations de logement transférables.

Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration, recherche, coordination et mise en œuvre de politiques et des textes législatifs; conception et exécution de programmes; règlement des plaintes et application des décisions; réglementation des locations à usages résidentiel et commercial; financement des programmes.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Logement communautaire et logement à but lucratif	1 088 652 200	972 036 300	116 615 900	1 012 233 172
3	Location à usage d'habitation	1 818 600	1 818 600	-	1 509 274
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 090 470 800	973 854 900	116 615 900	1 013 742 446
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière	1 369 600	-	1 369 600	3 672 555
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 370 600	1 000	1 369 600	3 672 555
	Total - Charges de fonctionnement	1 091 841 400	973 855 900	117 985 500	1 017 415 001

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Logement communautaire et logement à but lucratif d'immobilisations	264 238 300	233 947 100	30 291 200	407 254 020
5	Logement communautaire et logement à but lucratif d'immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		264 239 300	233 948 100	30 291 200	407 254 020
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	636 500	636 500	-	604 398
Total - Crédits législatifs		636 500	636 500	-	604 398
Total - Charges d'immobilisations		264 875 800	234 584 600	30 291 200	407 858 418

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1904-2	Logement communautaire et logement à but lucratif		
	Traitements et salaires		12 656 300
	Avantages sociaux		1 694 800
	Transports et communications		161 400
	Services		2 734 800
	Fournitures et matériel		26 800
	Paielements de transfert		
	Programmes relatifs à l'itinérance	670 730 200	
	Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	8 473 300	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	211 700 200	
	Programmes relatifs au logement communautaire	198 158 400	1 089 062 100
	Autres opérations		11 935 100
	Total partiel		1 118 271 300
	Moins : Recouvrements		29 619 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 088 652 200
1904-3	Location à usage d'habitation		
	Traitements et salaires		1 573 800
	Avantages sociaux		133 500
	Transports et communications		24 700
	Services		83 600
	Fournitures et matériel		3 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 818 600
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière		1 369 600
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de logement		1 091 841 400

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1904-4	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs au logement communautaire	16 848 300	
	Programmes relatifs à l'itinérance	36 954 100	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	210 433 900	
	Terres provinciales - vente	1 000	
	Terres provinciales - location	1 000	264 238 300
	Total à voter - Charges d'immobilisations		264 238 300
1904-5	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		636 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de logement		264 875 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 082 699 687	1 140 729 727
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(23 500)	(29 976)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 082 676 187	1 140 699 751

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) supervise la gestion des richesses naturelles de la province, notamment les forêts, les poissons, la faune, les agrégats, les ressources pétrolières et les terres de la Couronne. Il a pour vision de promouvoir un environnement sain et naturellement divers qui rend possible un développement responsable en Ontario et qui y contribue.

La mission du MRNF est de gérer et protéger nos richesses naturelles de manière durable afin que les générations futures puissent elles aussi en profiter et les utiliser.

Le ministère s'applique à réaliser sa vision et sa mission en diffusant les connaissances sur les richesses naturelles de l'Ontario, leur gestion et les possibilités d'en profiter, en renforçant la gestion de ces richesses pour en garantir l'intégrité et la résilience de l'environnement et en élargissant les retombées économiques liées aux richesses naturelles par l'innovation et une gestion viable de celles-ci.

Le MRNF apporte son soutien à la province, y compris pour des activités de première ligne de gestion des feux de végétation, dans l'exercice de ses responsabilités en gestion des situations d'urgence en Ontario, tout en fournissant des services pour protéger la population et les valeurs économiques contre les feux de végétation, les inondations, la sécheresse, la migration des gaz dans les couches souterraines et d'autres risques naturels.

Le MRNF travaille avec les collectivités autochtones, l'industrie forestière, le secteur des agrégats et d'autres partenaires afin d'encourager un développement durable et responsable. Il dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, afin d'alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives économiques. Le ministère œuvre également pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans les secteurs de la foresterie et des agrégats, notamment du point de vue du partage des revenus des ressources.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2101 Programme d'administration du ministère	38 030 000	40 575 700	(2 545 700)	35 347 920
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	375 386 600	292 081 600	83 305 000	331 185 957
2104 Protection du public	171 070 200	136 118 100	34 952 100	275 451 640
2105 Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	30 911 000	30 713 500	197 500	32 201 047
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	615 397 800	499 488 900	115 908 900	674 186 564
Crédits législatifs	5 167 014	5 167 014	-	10 696 698
Total du ministère - Charges de fonctionnement	620 564 814	504 655 914	115 908 900	684 883 262

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement des charges de fonctionnement - Comptes " des fins particulières pour la protection du poisson et de la faune	75 000 000	75 000 000	-	69 638 792
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	25 990 000	24 579 500	1 410 500	19 023 758
Redressement de consolidation - Fonds de reboisement	57 088 700	56 688 700	400 000	53 906 748
Redressement des charges de fonctionnement - Recouvrements en vertu de l'article 15	-	-	-	10 410 693
Redressement de consolidation - Fonds de réserves forestier	1 560 900	-	1 560 900	-
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(134 335)
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	-	-	-	(75 000)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(23 093 400)	(22 128 000)	(965 400)	(24 004 122)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(22 840)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	757 111 014	638 796 114	118 314 900	813 626 956
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	3 967 800	2 806 900	1 160 900	2 003 961
2104 Protection du public	46 500	46 500	-	46 500
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	4 014 300	2 853 400	1 160 900	2 050 461
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	4 014 300	2 853 400	1 160 900	2 050 461

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	33 193 800	26 152 300	7 041 500	227 275 438
2104 Protection du public	4 744 800	5 370 000	(625 200)	3 835 908
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	37 938 600	31 522 300	6 416 300	231 111 346
Crédits législatifs	29 688 200	27 540 300	2 147 900	15 758 448
Total du ministère - Charges d'immobilisations	67 626 800	59 062 600	8 564 200	246 869 794
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	110 000	140 000	(30 000)	106 568
Redressement des charges d'immobilisations à	-	-	-	(201 673 289)
Reclassement des biens immobilisés				
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 641 800)	(3 582 100)	1 940 300	(1 221 944)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 174 433)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	66 095 000	55 620 500	10 474 500	42 906 696
BIENS IMMOBILISÉS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	34 457 900	29 770 200	4 687 700	23 003 194
2104 Protection du public	27 490 100	29 654 900	(2 164 800)	5 372 149
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	61 948 000	59 425 100	2 522 900	28 375 343
Total du ministère - Biens immobilisés	61 948 000	59 425 100	2 522 900	28 375 343
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	823 206 014	694 416 614	128 789 400	856 533 652

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs. Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier, la gestion des ressources humaines et les services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts	38 030 000	40 575 700	(2 545 700)	35 347 920
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 030 000	40 575 700	(2 545 700)	35 347 920
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	10 545
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	10 463
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	21 008
	Total - Charges de fonctionnement	38 095 014	40 640 714	(2 545 700)	35 368 928

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2101-1	Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts		
	Traitements et salaires		16 296 200
	Avantages sociaux		4 969 500
	Transports et communications		339 200
	Services		17 484 000
	Fournitures et matériel		104 300
	Paievements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes		335 300
	Total partiel		39 528 500
	Moins : Recouvrements		1 498 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		38 030 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 337 300	
	Avantages sociaux	601 600	
	Transports et communications	178 000	
	Services	4 919 400	
	Fournitures et matériel	29 900	10 066 200
<i>Finances et administration</i>			
	Traitements et salaires	3 520 100	
	Avantages sociaux	505 200	
	Transports et communications	40 200	
	Services	5 214 200	
	Fournitures et matériel	19 100	9 298 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	5 449 200	
	Avantages sociaux	3 445 400	
	Transports et communications	46 500	
	Services	417 100	
	Fournitures et matériel	25 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	9 718 700	
	Moins : Recouvrements	1 498 500	8 220 200
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 927 600	
	Avantages sociaux	417 300	
	Transports et communications	27 300	
	Services	601 800	
	Fournitures et matériel	12 100	3 986 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 000	
	Transports et communications	47 200	
	Services	6 276 700	
	Fournitures et matériel	18 000	6 403 900
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	54 800	54 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 030 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		38 095 014

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en aggrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario, ainsi que des offices de protection de la nature, afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion durable des ressources	375 386 600	292 081 600	83 305 000	331 185 957
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	375 386 600	292 081 600	83 305 000	331 185 957
L	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 091 000	5 091 000	-	10 675 690
	Total - Crédits législatifs	5 092 000	5 092 000	-	10 675 690
	Total - Charges de fonctionnement	380 478 600	297 173 600	83 305 000	341 861 647
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des richesses naturelles à actif de fonctionnement	3 967 800	2 806 900	1 160 900	2 003 961
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 967 800	2 806 900	1 160 900	2 003 961
	Total - Actifs de fonctionnement	3 967 800	2 806 900	1 160 900	2 003 961

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	33 192 800	26 151 300	7 041 500	227 275 438
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		33 193 800	26 152 300	7 041 500	227 275 438
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	18 391 900	18 064 600	327 300	10 335 496
Total - Crédits législatifs		18 391 900	18 064 600	327 300	10 335 496
Total - Charges d'immobilisations		51 585 700	44 216 900	7 368 800	237 610 934
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles et biens immobilisés	34 457 900	29 770 200	4 687 700	23 003 194
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		34 457 900	29 770 200	4 687 700	23 003 194
Total - Biens immobilisés		34 457 900	29 770 200	4 687 700	23 003 194

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2103-1	Gestion durable des ressources		
	Traitements et salaires		173 322 500
	Avantages sociaux		27 179 700
	Transports et communications		6 086 200
	Services		136 194 100
	Fournitures et matériel		18 098 200
	Paiements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	35 984 500	
	Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000	
	Rentes et primes - Traitement 9	110 000	
	Partage des recettes liées à l'exploitation des agrégats	1 003 500	
	Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 329 800	
	Initiatives pour le secteur forestier	40 194 000	
	Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000	
	Services provinciaux - intendance des ressources	390 000	
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 097 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	100 911 500
	Total partiel		461 792 200
	Moins : Recouvrements		86 405 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		375 386 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Cartographie et information géographique</i>			
	Traitements et salaires	8 515 600	
	Avantages sociaux	1 332 600	
	Transports et communications	87 500	
	Services	5 107 900	
	Fournitures et matériel	160 500	
	Total partiel	15 204 100	
	Moins : Recouvrements	5 700 000	9 504 100

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Politiques et planification</i>			
Traitements et salaires		15 251 400	
Avantages sociaux		2 073 600	
Transports et communications		111 700	
Services		2 331 800	
Fournitures et matériel		60 000	
Paiements de transfert			
Rentes et primes - Traitement 9	110 000		
Partage des recettes liées à l'exploitation des agrégats	1 003 500		
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	8 329 800	9 443 300	
Total partiel		29 271 800	
Moins : Recouvrements		75 000	29 196 800
<i>Industrie forestière</i>			
Traitements et salaires		7 984 600	
Avantages sociaux		1 209 500	
Transports et communications		480 400	
Services		51 691 200	
Fournitures et matériel		228 500	
Paiements de transfert			
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	35 984 500		
Initiatives pour le secteur forestier	40 194 000	76 178 500	137 772 700
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
Traitements et salaires		32 459 500	
Avantages sociaux		5 264 700	
Transports et communications		603 100	
Services		19 366 700	
Fournitures et matériel		4 108 000	
Paiements de transfert			
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000		
Services provinciaux - intendance des ressources	390 000	2 290 000	
Total partiel		64 092 000	

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Moins : Recouvrements	2 275 000	61 817 000
	<i>Opérations régionales</i>		
	Traitements et salaires	61 875 000	
	Avantages sociaux	10 039 200	
	Transports et communications	2 638 900	
	Services	20 196 500	
	Fournitures et matériel	10 733 700	
	Paielements de transfert		
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000	
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 097 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	12 797 200
	Total partiel	118 280 500	
	Moins : Recouvrements	3 355 600	114 924 900
	<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>		
	Traitements et salaires	45 118 800	
	Avantages sociaux	6 934 900	
	Transports et communications	2 121 600	
	Services	17 846 700	
	Fournitures et matériel	2 776 500	
	Paielements de transfert		
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	
	Total partiel	75 001 000	
	Moins : Recouvrements	75 000 000	1 000
	<i>Administration du programme</i>		
	Services	14 647 600	14 647 600
	<i>Commission de l'éclusement du Niagara</i>		
	Traitements et salaires	2 117 600	
	Avantages sociaux	325 200	
	Transports et communications	43 000	
	Services	1 160 200	
	Fournitures et matériel	31 000	3 677 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	3 845 500	3 845 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		375 386 600
	Crédits législatifs		
	Paiements de transfert		
L	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne		2 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 091 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		380 478 600
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2103-5	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 966 800
	Inventaire détenu des fins de revente		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		3 967 800
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		3 967 800

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2103-3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
	Transports et communications		21 000
	Services		26 510 400
	Fournitures et matériel		4 264 400
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Cession de biens immobiliers -- une valeur inférieure -- celle du marché	1 000	5 001 000
	Total partiel		35 796 800
	Moins : Recouvrements		2 604 000
	Total -- voter - Charges d'immobilisations		33 192 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Transports et communications	20 000	
	Services	504 000	
	Fournitures et matériel	4 262 400	4 786 400
<i>Opérations régionales</i>			
	Transports et communications	1 000	
	Services	17 675 700	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Total partiel	22 677 700	
	Moins : Recouvrements	2 603 000	20 074 700
<i>Industrie forestière</i>			
	Services	180 000	180 000
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			
	Services	8 150 700	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paielements de transfert		
	Cession de biens immobiliers -- une valeur inférieure -- celle du marché	1 000	
	Total partiel	8 152 700	
	Moins : Recouvrements	1 000	8 151 700
	Total -- voter - Charges d'immobilisations		33 192 800

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	18 391 900
2103-6	Assainissement de l'environnement	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des richesses naturelles	51 585 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
BIENS IMMOBILISÉS			
2103-4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - biens immobilisés		
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 320 200	
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 225 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	17 750 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 460 000	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 702 700	
	Total " voter - Biens immobilisés	34 457 900	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 810 200	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	100 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	702 000	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 702 700	5 314 900
<i>Opérations régionales</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 225 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	17 650 000	21 875 000
<i>Industrie forestière</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 000 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	340 000	6 340 000
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	510 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	418 000	928 000
	Total " voter - Biens immobilisés	34 457 900	
	Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des richesses naturelles	34 457 900	

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de solutés salins; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Protection du public	171 070 200	136 118 100	34 952 100	275 451 640
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	171 070 200	136 118 100	34 952 100	275 451 640
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	10 000	10 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	171 080 200	136 128 100	34 952 100	275 451 640
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence des actifs de fonctionnement	46 500	46 500	-	46 500
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	46 500	46 500	-	46 500
	Total - Actifs de fonctionnement	46 500	46 500	-	46 500

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	4 744 800	5 370 000	(625 200)	3 835 908
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 744 800	5 370 000	(625 200)	3 835 908
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 296 300	9 475 700	1 820 600	5 422 952
	Total - Crédits législatifs	11 296 300	9 475 700	1 820 600	5 422 952
	Total - Charges d'immobilisations	16 041 100	14 845 700	1 195 400	9 258 860
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence des biens immobilisés	27 490 100	29 654 900	(2 164 800)	5 372 149
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	27 490 100	29 654 900	(2 164 800)	5 372 149
	Total - Biens immobilisés	27 490 100	29 654 900	(2 164 800)	5 372 149

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2104-1	Protection du public		
	Traitements et salaires		86 528 400
	Avantages sociaux		10 285 300
	Transports et communications		5 998 900
	Services		108 191 300
	Fournitures et matériel		9 885 500
	Paievements de transfert		
	Intendance des services provinciaux	50 000	
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	250 000
	Total partiel		221 139 400
	Moins : Recouvrements		50 069 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		171 070 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			
	Traitements et salaires	34 249 400	
	Avantages sociaux	3 519 000	
	Transports et communications	1 900 000	
	Services	31 815 600	
	Fournitures et matériel	3 653 000	
	Paievements de transfert		
	Intendance des services provinciaux	50 000	
	Total partiel	75 187 000	
	Moins : Recouvrements	39 068 200	36 118 800

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>		
	Traitements et salaires	52 279 000	
	Avantages sociaux	6 766 300	
	Transports et communications	4 098 900	
	Services	76 375 700	
	Fournitures et matériel	6 232 500	
	Paielements de transfert		
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	
	Total partiel	145 952 400	
	Moins : Recouvrements	11 001 000	134 951 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		171 070 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection du public		171 080 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2104-3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance	46 500	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		46 500
	Total (Actifs de fonctionnement) - Protection du public		46 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2104-5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence		
	Transports et communications	1 000	
	Services	1 495 800	
	Fournitures et matériel	3 247 000	
	Autres opérations	1 000	
	Total " voter - Charges d'immobilisations		4 744 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		11 296 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection du public		16 041 100

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
2104-4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - biens immobilisés	
	Immeubles - traitements et salaires	253 800
	Immeubles - avantages sociaux	25 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	17 484 900
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	177 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	463 500
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	9 084 600
Total " voter - Biens immobilisés		27 490 100
Total (Biens immobilisés) - Protection du public		27 490 100

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105

Le Groupement ITI pour les terres et les ressources offre son leadership et assure l'exécution des programmes concernant la prestation des services et des solutions de gestion de l'information et de technologie de l'information à ses ministères clients, à savoir : Agriculture, Alimentation et Affaires rurales, Énergie, Environnement, Protection de la nature et Parcs, Affaires autochtones, Mines, Richesses naturelles et Forêts et Développement du Nord.

Le programme est responsable de la prestation de solutions technologiques numériques en appliquant des principes axés sur la souplesse et l'approche Lean afin de rendre possibles l'exécution de programmes novateurs et la réorganisation des activités. Le programme est déterminé à faire avancer la stratégie numérique de la province, qui permet de veiller à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme alimentée par une technologie sécurisée et centrée sur l'utilisateur, en optimisant l'investissement et la réutilisation de la technologie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	30 911 000	30 713 500	197 500	32 201 047
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		30 911 000	30 713 500	197 500	32 201 047
Total - Charges de fonctionnement		30 911 000	30 713 500	197 500	32 201 047

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2105-1	ITI - Groupement pour les terres et les ressources	
	Traitements et salaires	20 143 200
	Avantages sociaux	2 653 400
	Transports et communications	834 500
	Services	48 430 200
	Fournitures et matériel	94 900
	Total partiel	72 156 200
	Moins : Recouvrements	41 245 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	30 911 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	30 911 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	855 663 714	687 155 940
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions "" d'autres ministères	(351 007 800)	(2 272 678)
Total - Charges de fonctionnement redressés	504 655 914	684 883 262

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total "" voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 857 400	2 050 461
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions "" d'autres ministères	(4 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	2 853 400	2 050 461

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total "" voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	541 592 900	246 869 794
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(482 530 300)	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	59 062 600	246 869 794

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	552 880 500	28 375 343
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(493 455 400)	-
Total - Biens immobilisés redressés	59 425 100	28 375 343

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD

Le ministère du Développement du Nord (MDN) s'attache à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en apportant aux collectivités et aux entreprises un soutien au développement économique responsable et en faisant la promotion de la région et de ses atouts à l'étranger. Le ministère fait progresser le développement économique en Ontario par des partenariats menés en collaboration et des solutions reflétant les besoins particuliers des résidents du Nord.

Le ministère exécute des programmes de développement économique et permet au Nord de faire entendre sa voix. Ses programmes soutiennent la croissance économique et le dynamisme des collectivités du Nord. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui relève du ministère, réalise des investissements stratégiques contribuant à élargir les possibilités économiques dans le Nord. Le ministère applique une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario (p. ex., les routes) améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	6 513 800	6 054 100	459 700	5 547 896
2202 Programme de développement du Nord	206 130 200	211 174 600	(5 044 400)	198 665 881
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	212 644 000	217 228 700	(4 584 700)	204 213 777
Crédits législatifs	166 014	101 000	65 014	(89 023)
Total du ministère - Charges de fonctionnement	212 810 014	217 329 700	(4 519 686)	204 124 754
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	14 258 700	14 818 500	(559 800)	34 911 850
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(190 300)	(147 300)	(43 000)	(216 816)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	226 878 414	232 000 900	(5 122 486)	238 819 788
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	1 000	1 000	-
2202 Programme de développement du Nord	106 503 000	91 453 000	15 050 000	88 505 997
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	106 505 000	91 454 000	15 051 000	88 505 997
Crédits législatifs	392 071 800	379 583 300	12 488 500	358 275 404
Total du ministère - Charges d'immobilisations	498 576 800	471 037 300	27 539 500	446 781 401
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	(146 300)	(325 700)	179 400	(40 000 000)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	498 430 500	470 711 600	27 718 900	406 781 401
BIENS IMMOBILISÉS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	1 000	1 000	-
2202 Programme de développement du Nord	592 917 500	492 654 400	100 263 100	583 057 008
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	592 919 500	492 655 400	100 264 100	583 057 008
Total du ministère - Biens immobilisés	592 919 500	492 655 400	100 264 100	583 057 008
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	725 308 914	702 712 500	22 596 414	645 601 189

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	6 513 800	6 054 100	459 700	5 547 896
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 513 800	6 054 100	459 700	5 547 896
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	-	47 841	19 382
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	-	16 173	8 333
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	-	65 014	27 715
	Total - Charges de fonctionnement	6 578 814	6 054 100	524 714	5 575 611
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	2 000	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	1 000	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	2 000	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère à biens immobilisés	2 000	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	1 000	1 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		5 597 500
	Avantages sociaux		574 400
	Transports et communications		336 400
	Services		3 209 100
	Fournitures et matériel		165 900
	Total partiel		9 883 300
	Moins : Recouvrements		3 369 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 513 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 315 800	
	Avantages sociaux	143 900	
	Transports et communications	92 100	
	Services	65 900	
	Fournitures et matériel	34 400	1 652 100
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 093 100	
	Avantages sociaux	154 400	
	Transports et communications	136 200	
	Services	1 398 000	
	Fournitures et matériel	79 600	
	Total partiel	3 861 300	
	Moins : Recouvrements	2 526 100	1 335 200
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	955 800	
	Avantages sociaux	158 700	
	Transports et communications	50 200	
	Services	99 200	
	Fournitures et matériel	26 200	
	Total partiel	1 290 100	
	Moins : Recouvrements	607 500	682 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	701 300	
	Avantages sociaux	70 400	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	955 300
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	531 500	
	Avantages sociaux	47 000	
	Transports et communications	24 100	
	Services	22 300	
	Fournitures et matériel	7 200	632 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 040 300	
	Fournitures et matériel	7 500	1 062 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 513 800
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		6 578 814

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2201-2	Programme d'administration du ministère	
	Projets et investissements	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2201-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	4 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2201-4	Administration du ministère - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme fournit des conseils stratégiques en matière de politiques à partir d'analyses et de recherches afin de soutenir l'élaboration, l'exécution et la mise en œuvre de programmes de développement économique du Nord concernant un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. De plus, en faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, et notamment aux activités liées aux politiques et à la planification, le programme leur permet de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques infrastructurels réalisés dans le cadre du Programme des routes du Nord, du Programme des routes d'hiver et du Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

Le réseau de conseillers du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes et services ministériels visent aussi à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités, et à attirer de nouveaux investissements d'entreprises dans la région.

La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, un organisme du ministère, propose divers programmes de financement qui soutiennent la croissance économique, la diversification et la création d'emplois dans les secteurs public et privé du Nord de l'Ontario.

De plus, le ministère exécute d'autres programmes et initiatives qui contribuent au développement économique dans le Nord. Le programme Avantage Énergétique pour le Nord aide les plus grands consommateurs industriels d'électricité du Nord de l'Ontario à réduire leurs coûts énergétiques, à maintenir les emplois et à préserver leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, le Programme d'aide à la prestation des services vétérinaires donne aux éleveurs de gros animaux un meilleur accès à de tels services, ce qui favorise la santé et le dynamisme du secteur agricole dans le Nord de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique du Nord	206 130 200	211 174 600	(5 044 400)	198 665 881
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	206 130 200	211 174 600	(5 044 400)	198 665 881
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	101 000	101 000	-	(116 738)
	Total - Crédits législatifs	101 000	101 000	-	(116 738)
	Total - Charges de fonctionnement	206 231 200	211 275 600	(5 044 400)	198 549 143
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement économique du Nord	106 503 000	91 453 000	15 050 000	88 505 997
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	106 503 000	91 453 000	15 050 000	88 505 997
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	392 069 800	379 582 300	12 487 500	358 275 404
	Total - Crédits législatifs	392 069 800	379 582 300	12 487 500	358 275 404
	Total - Charges d'immobilisations	498 572 800	471 035 300	27 537 500	446 781 401
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement du Nord à biens immobilisés	592 917 500	492 654 400	100 263 100	583 057 008
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	592 917 500	492 654 400	100 263 100	583 057 008
	Total - Biens immobilisés	592 917 500	492 654 400	100 263 100	583 057 008

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2202-1	Développement économique du Nord		
	Traitements et salaires		11 520 200
	Avantages sociaux		1 606 000
	Transports et communications		604 900
	Services		7 211 600
	Fournitures et matériel		207 200
	Paielements de transfert		
	Programme Avantage énergétique pour le Nord	141 470 000	
	Services communautaires	625 000	
	Développement économique	830 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	50 000 000	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	193 625 000
	Total partiel		214 774 900
	Moins : Recouvrements		8 644 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		206 130 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		101 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		206 231 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2202-3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Prêts et investissements		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2202-2	Développement économique du Nord		
	Services		25 102 000
	Paielements de transfert		
	Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	15 000 000	
	Programme des routes d'hiver	11 000 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	50 000 000	
	Renouvellement de l'infrastructure ferroviaire	1 800 000	77 800 000
	Autres opérations		
	Routes d'accès aux ressources	3 600 000	
	Développement du Nord	1 000	3 601 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		106 503 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		392 069 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement du Nord		498 572 800
BIENS IMMOBILISÉS			
2202-4	Développement du Nord - biens immobilisés		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		592 916 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		592 917 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement du Nord		592 917 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	6 957 707 492
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	217 337 400	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(7 700)	(6 753 582 738)
Total - Charges de fonctionnement redressées	217 329 700	204 124 754

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	279 600 000
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	3 000	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(279 600 000)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	3 000	-

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	-	637 181 521
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	471 037 300	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(190 400 120)
Total - Charges d'immobilisations redressées	471 037 300	446 781 401

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	-	583 512 441
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	492 655 400	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(455 433)
Total - Biens immobilisés redressés	492 655 400	583 057 008

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le personnel du Cabinet du Premier ministre fournit un appui essentiel au premier ministre de l'Ontario pour lui permettre d'exercer ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2401 Programme du Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 269 031
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 269 031
Crédits législatifs	105 861	105 861	-	109 091
Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 378 122
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 432 661	2 432 661	-	2 378 122

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688	89 688	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-
	Total - Crédits législatifs	105 861	105 861	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-

Chiffres
réels
2021-2022

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2401-1	Cabinet du Premier ministre	
	Traitements et salaires	2 007 100
	Avantages sociaux	207 100
	Transports et communications	73 100
	Services	19 400
	Fournitures et matériel	20 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 326 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Cabinet du Premier ministre	2 432 661

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES

Le ministère des Services au public et aux entreprises (MSPE) offre des programmes, des services et des produits essentiels à la population et aux entreprises de l'Ontario ainsi qu'aux ministères de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario (FPO), aux organismes provinciaux et au secteur parapublic. Les services sont gérés et exécutés par les secteurs d'activités du MSPE : programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques; services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels; ServiceOntario; Services aux consommateurs; Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux; Services organisationnels de technologie de l'information.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1801 Programme d'administration du ministère	32 353 800	32 183 200	170 600	31 462 548
1809 Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	90 179 800	68 568 800	21 611 000	42 388 827
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	157 758 600	217 477 400	(59 718 800)	159 755 975
1814 Programme ServiceOntario	235 567 700	238 666 200	(3 098 500)	258 028 711
1816 Services aux consommateurs	17 929 900	18 153 900	(224 000)	21 359 753
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 862 300	82 099 300	(9 237 000)	73 786 940
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	183 823 900	156 113 100	27 710 800	147 308 535
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	790 476 000	813 261 900	(22 785 900)	734 091 289
Crédits législatifs	322 865 287	18 871 014	303 994 273	8 445 268
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 113 341 287	832 132 914	281 208 373	742 536 557
Redressement de consolidation à l'Office ontarien de réglementation des services financiers	-	-	-	(257 675)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(9 799 300)	-	(9 799 300)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 103 541 987	832 132 914	271 409 073	742 278 882

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	170 002 000	250 002 000	(80 000 000)	200 573 374
1816 Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 224 000	1 224 000	-	971 335
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	35 000 000	30 000 000	5 000 000	31 572 113
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	206 227 000	281 227 000	(75 000 000)	233 116 822
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	206 227 000	281 227 000	(75 000 000)	233 116 822

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1801 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1809 Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	2 860 300	2 963 200	(102 900)	3 060 643
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	3 000	4 000	(1 000)	-
1814 Programme ServiceOntario	1 000	1 000	-	-
1816 Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 784 600	9 447 600	337 000	9 180 733
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	12 653 900	12 420 800	233 100	12 241 376
Crédits législatifs	23 227 500	21 953 500	1 274 000	15 263 279
Total du ministère - Charges d'immobilisations	35 881 400	34 374 300	1 507 100	27 504 655
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 783 600)	-	(8 783 600)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	27 097 800	34 374 300	(7 276 500)	27 504 655

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
1809 Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	7 837 100	1 000	7 836 100	-
1811 Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	4 000	4 000	-	758 812
1814 Programme ServiceOntario	14 172 000	6 608 400	7 563 600	9 131 045
1816 Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817 Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	-
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000	53 214 000	(1 700 000)	55 741 235
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	73 529 100	59 829 400	13 699 700	65 631 092
Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés	73 530 100	59 829 400	13 700 700	65 631 092
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 130 639 787	866 507 214	264 132 573	769 783 537

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à obtenir des résultats conformes aux priorités du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la coordination des initiatives de politiques et ministérielles. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	32 353 800	32 183 200	170 600	31 462 548
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 353 800	32 183 200	170 600	31 462 548
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	16 667
	Total - Crédits législatifs	80 187	64 014	16 173	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	32 433 987	32 247 214	186 773	31 528 516
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		17 879 900
	Avantages sociaux		2 365 000
	Transports et communications		239 800
	Services		11 583 300
	Fournitures et matériel		285 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		32 353 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 779 100	
	Avantages sociaux	461 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	82 200	
	Fournitures et matériel	142 700	3 535 200
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	9 766 000	
	Avantages sociaux	1 273 500	
	Transports et communications	94 100	
	Services	1 351 200	
	Fournitures et matériel	40 000	12 524 800
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	10 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	39 400	
	Services	8 924 600	
	Fournitures et matériel	32 800	9 008 800
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 325 500	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	32 300	
	Services	774 000	
	Fournitures et matériel	67 100	4 547 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 999 300	
	Avantages sociaux	279 900	
	Transports et communications	4 000	
	Services	451 300	
	Fournitures et matériel	3 200	2 737 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		32 353 800
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		32 433 987
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1801-4	Administration du ministre		
	<i>Autres opérations</i>		
	Perte due à l'aliénation des actifs		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		2 000

PROGRAMME DE L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DES ARCHIVES PUBLIQUES ET DE LA PRESTATION DES SERVICES NUMÉRIQUES - CRÉDIT 1809

Le programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques est responsable de faciliter l'accès, par les particuliers et les entreprises de l'Ontario, à l'information, aux données et aux services gouvernementaux en cette ère numérique.

Le programme fournit des politiques sur les données et le numérique de manière opportune et adaptée. De plus, il assure le leadership général dans la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, btit des produits numériques axés sur les utilisateurs et encourage l'accès aux documents d'archives et leur préservation, ce qui inclut la supervision des Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada). Le programme aide à transformer les processus internes, établit de nouvelles normes, fournit des services numériques et met à la disposition de la fonction publique de l'Ontario l'équipement nécessaire aux méthodes de l'ère d'internet.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Services numériques de l'Ontario	73 537 000	51 925 800	21 611 200	26 327 278
7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 642 800	16 643 000	(200)	16 061 549
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		90 179 800	68 568 800	21 611 000	42 388 827
Total - Charges de fonctionnement		90 179 800	68 568 800	21 611 000	42 388 827
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Services numériques de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	2 859 300	2 962 200	(102 900)	3 060 643
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 860 300	2 963 200	(102 900)	3 060 643
L	Amortissement - Information, protection de la vie privée et Archives publiques, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Services numériques de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	512 000	1 000	511 000	-
Total - Crédits législatifs		513 000	1 000	512 000	-
Total - Charges d'immobilisations		3 373 300	2 964 200	409 100	3 060 643
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Services numériques de l'Ontario	7 836 100	1 000	7 835 100	-
9	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		7 837 100	1 000	7 836 100	-
Total - Biens immobilisés		7 837 100	1 000	7 836 100	-

PROGRAMME DE L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DES ARCHIVES PUBLIQUES ET DE LA PRESTATION DES SERVICES NUMÉRIQUES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1809-2	Services numériques de l'Ontario	
	Traitements et salaires	19 016 100
	Avantages sociaux	1 659 600
	Transports et communications	120 700
	Services	52 619 900
	Fournitures et matériel	120 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	73 537 000
1809-7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Traitements et salaires	8 634 700
	Avantages sociaux	1 327 700
	Transports et communications	519 800
	Services	15 040 900
	Fournitures et matériel	99 700
	Paievements de transfert	
	Subventions " l'appui des Archives publiques de l'Ontario	20 000
	Total partiel	25 642 800
	Moins : Recouvrements	9 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	16 642 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	90 179 800

PROGRAMME DE L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DES ARCHIVES PUBLIQUES ET DE LA PRESTATION DES SERVICES NUMÉRIQUES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1809-3	Services numériques de l'Ontario	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
1809-8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Services	2 859 300
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 859 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Information, protection de la vie privée et Archives publiques, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services numériques de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	512 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	3 373 300
BIENS IMMOBILISÉS		
1809-4	Services numériques de l'Ontario	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 836 100
	Total " voter - Biens immobilisés	7 836 100
1809-9	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de l'information, de la protection de la vie privée, des Archives publiques et de la prestation des services numériques	7 837 100

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811

Les services opérationnels pour la fonction publique et les services financiers organisationnels offrent des services généraux aux ministères, au personnel de la FPO, à certains organismes de l'Ontario, à des partenaires externes bénéficiaires de paiements de transfert, aux entités du secteur parapublic et au public. Le programme exécute des fonctions opérationnelles internes essentielles, notamment le traitement des opérations financières, l'administration des paiements de transfert, la gestion du risque et l'assurance à l'échelle du gouvernement ainsi qu'une vaste gamme de services opérationnels pour l'ensemble de la FPO.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	157 757 600	217 476 400	(59 718 800)	159 755 975
31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	157 758 600	217 477 400	(59 718 800)	159 755 975
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	13 500 000	13 500 000	-	8 378 122
L	<i>Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	9 400 000	1 000	9 399 000	-
L	<i>Transferts du compte "fin désigné, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles"</i>	44 578 100	-	44 578 100	-
L	<i>Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	-	1 000	-
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
L	<i>Équipement de protection individuelle/fournitures et équipements essentiels, Loi de 2022 sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel équipement</i>	250 000 000	-	250 000 000	-
	Total - Crédits législatifs	317 480 100	13 502 000	303 978 100	8 378 122
	Total - Charges de fonctionnement	475 238 700	230 979 400	244 259 300	168 134 097

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	170 001 000	250 001 000	(80 000 000)	200 573 374
32	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	170 002 000	250 002 000	(80 000 000)	200 573 374
	Total - Actifs de fonctionnement	170 002 000	250 002 000	(80 000 000)	200 573 374

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	2 000	3 000	(1 000)	-
33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	4 000	(1 000)	-
L	Amortissement - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 284 600	5 284 800	(200)	5 251 046
L	Amortissement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration financière</i>	367 700	1 000	366 700	-
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	5 653 300	5 285 800	367 500	5 251 046
	Total - Charges d'immobilisations	5 656 300	5 289 800	366 500	5 251 046
BIENS IMMOBILISÉS					
14	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	3 000	3 000	-	758 812
34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	4 000	4 000	-	758 812
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, comptes "fin désignés" Budget	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	5 000	4 000	1 000	758 812

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT
1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1811-5	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Traitements et salaires	63 054 600
	Avantages sociaux	8 424 300
	Transports et communications	5 642 300
	Services	69 980 400
	Fournitures et matériel	43 165 000
	Autres opérations	
	Autres opérations - autre	67 300
	Total partiel	190 333 900
	Moins : Recouvrements	32 576 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	157 757 600
1811-31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Traitements et salaires	3 029 100
	Avantages sociaux	437 700
	Transports et communications	107 100
	Services	10 256 900
	Fournitures et matériel	149 300
	Paievements de transfert	
	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	30 600 000
	Total partiel	44 580 100
	Moins : Recouvrements	44 579 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Loi sur les actions contre la Couronne	13 500 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	9 400 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Transferts du compte " fin d'année, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	44 578 100
L	Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
L	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Équipement de protection individuelle/fournitures et équipements essentiels, Loi de 2022 sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel équipement	250 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	475 238 700
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1811-6	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Inventaire	
	Équipement de protection individuelle/fournitures et équipements essentiels	170 000 000
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	170 001 000
1811-32	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	170 002 000

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1811-12	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
1811-33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 109 100
	Moins : Recouvrements	5 824 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration financière</i>	367 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	5 656 300

SERVICES OPÉRATIONNELS POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1811-14	Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 000
1811-34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Crédits législatifs	
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, comptes " fin désignés " Budget	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels	5 000

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814

ServiceOntario offre aux résidents et aux entreprises un accès réel, continu et uniforme aux produits et services gouvernementaux, en ligne, en personne ou par téléphone. ServiceOntario exécute ses services au nom de l'ensemble des ministères de l'Ontario et collabore avec des partenaires pour garantir une prestation de services axée sur les utilisateurs. ServiceOntario est centré sur l'excellence en matière de service à la clientèle et sur la prestation accrue de services simplifiés et améliorés conçus et mis en place pour les résidents et les entreprises de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ServiceOntario	235 567 700	238 666 200	(3 098 500)	258 028 711
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	235 567 700	238 666 200	(3 098 500)	258 028 711
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000	5 001 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000	301 000	-	1 178
	Total - Crédits législatifs	5 302 000	5 302 000	-	1 178
	Total - Charges de fonctionnement	240 869 700	243 968 200	(3 098 500)	258 029 889
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	ServiceOntario	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	9 469 000	10 884 900	(1 415 900)	7 489 941
	Total - Crédits législatifs	9 469 000	10 884 900	(1 415 900)	7 489 941
	Total - Charges d'immobilisations	9 470 000	10 885 900	(1 415 900)	7 489 941
BIENS IMMOBILISÉS					
3	ServiceOntario	14 172 000	6 608 400	7 563 600	9 131 045
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	14 172 000	6 608 400	7 563 600	9 131 045
	Total - Biens immobilisés	14 172 000	6 608 400	7 563 600	9 131 045

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1814-1	ServiceOntario	
	Traitements et salaires	113 288 500
	Avantages sociaux	17 929 100
	Transports et communications	17 654 700
	Services	91 734 800
	Fournitures et matériel	12 528 900
	Total partiel	253 136 000
	Moins : Recouvrements	17 568 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	235 567 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ServiceOntario	240 869 700

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1814-2	ServiceOntario	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	9 469 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme ServiceOntario	9 470 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1814-3	ServiceOntario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 050 300
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	158 400
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	12 965 300
	Total partiel	14 174 000
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	14 172 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme ServiceOntario	14 172 000

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816

Les Services aux consommateurs visent à promouvoir un marché équitable, sûr et informé pour les consommateurs et les entreprises. Ils sont responsables de politiques, de programmes et de services répondant aux besoins des consommateurs et des entreprises de l'Ontario : la maison, en ligne et dans nos collectivités. En partenariat avec les autorités administratives, ils aident les consommateurs à se renseigner sur leurs droits pour être en mesure de prendre des décisions éclairées, adoptent des mesures de conformité et d'application de la loi fondées sur le risque en réponse aux infractions et soutiennent les entreprises dans un environnement commercial concurrentiel. Les Services aux consommateurs veillent également à ce que les restes humains trouvés hors des cimetières, notamment ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs s'engagent à éduquer et protéger les consommateurs, en mettant en œuvre des politiques relatives à un vaste éventail de questions touchant les consommateurs, l'état civil et la sécurité du public et en soutenant le renouvellement du droit des entreprises en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux consommateurs	17 929 900	18 153 900	(224 000)	21 359 753
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	17 929 900	18 153 900	(224 000)	21 359 753
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	17 931 900	18 155 900	(224 000)	21 359 753
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	3 000	3 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1816-1	Services aux consommateurs	
	Traitements et salaires	13 527 900
	Avantages sociaux	1 439 600
	Transports et communications	488 500
	Services	1 968 100
	Fournitures et matériel	130 800
	Paievements de transfert	
	Subventions pour les services aux consommateurs	375 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	17 929 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux consommateurs	17 931 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1816-3	Services aux consommateurs	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services aux consommateurs	1 000

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1816-4	Services aux consommateurs	
	Autres opérations	2 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux consommateurs	3 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1816-6	Services aux consommateurs	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services aux consommateurs	1 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services aux aînés et Accessibilité, Services au public et aux entreprises, Réduction des formalités administratives, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 862 300	82 099 300	(9 237 000)	73 786 940
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	72 862 300	82 099 300	(9 237 000)	73 786 940
	Total - Charges de fonctionnement	72 862 300	82 099 300	(9 237 000)	73 786 940
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 224 000	1 224 000	-	971 335
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 224 000	1 224 000	-	971 335
	Total - Actifs de fonctionnement	1 224 000	1 224 000	-	971 335
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	2 155 100	2 155 100	-	2 153 867
	Total - Crédits législatifs	2 155 100	2 155 100	-	2 153 867
	Total - Charges d'immobilisations	2 157 100	2 157 100	-	2 153 867
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1817-1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Traitements et salaires	29 399 800
	Avantages sociaux	4 062 200
	Transports et communications	159 300
	Services	75 531 300
	Fournitures et matériel	47 800
	Total partiel	109 200 400
	Moins : Recouvrements	36 338 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	72 862 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	72 862 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1817-7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 224 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 224 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 224 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1817-3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Services	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 347 600
	Moins : Recouvrements	1 192 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 157 100
BIENS IMMOBILISÉS		
1817-6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique, des organismes et du secteur parapublic de l'Ontario.

Le programme est responsable de l'élaboration de plans axés sur l'évolution des capacités en TI afin de transformer la prestation des services au public, l'apport de solutions numériques centrées sur les utilisateurs et la création de résultats favorables pour l'Ontario. Cela inclut une feuille de route gouvernementale en technologie afin de tirer les bénéfices d'une gestion stratégique des technologies, des produits et des services et de coordonner les investissements technologiques à l'échelle de tous les ministères. Ces plans transformeront la prestation des services au public et apporteront des solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables.

Le programme veille à l'intégrité et la disponibilité permanentes des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes, à l'établissement et à la tenue à jour des politiques opérationnelles, des normes techniques et des lignes directrices de la FPO en TI et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	183 823 900	156 113 100	27 710 800	147 308 535
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	183 823 900	156 113 100	27 710 800	147 308 535
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	183 824 900	156 114 100	27 710 800	147 308 535
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	35 000 000	30 000 000	5 000 000	31 572 113
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	35 000 000	30 000 000	5 000 000	31 572 113
	Total - Actifs de fonctionnement	35 000 000	30 000 000	5 000 000	31 572 113

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 784 600	9 447 600	337 000	9 180 733
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		9 784 600	9 447 600	337 000	9 180 733
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 435 100	3 624 700	1 810 400	368 425
Total - Crédits législatifs		5 435 100	3 624 700	1 810 400	368 425
Total - Charges d'immobilisations		15 219 700	13 072 300	2 147 400	9 549 158
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	51 514 000	53 214 000	(1 700 000)	55 741 235
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		51 514 000	53 214 000	(1 700 000)	55 741 235
Total - Biens immobilisés		51 514 000	53 214 000	(1 700 000)	55 741 235

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1821-1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	151 812 600
	Avantages sociaux	21 547 800
	Transports et communications	49 435 300
	Services	303 600 100
	Fournitures et matériel	18 849 900
	Total partiel	545 245 700
	Moins : Recouvrements	361 421 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	183 823 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	183 824 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1821-4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Dépôts et charges payés d'avance	35 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	35 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	35 000 000

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1821-2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Services	9 783 600
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	9 784 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	56 948 100
	Moins : Recouvrements	51 513 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	15 219 700
BIENS IMMOBILISÉS		
1821-3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Matériel de technologie de l'information	49 013 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 501 000
	Total " voter - Biens immobilisés	51 514 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 234 203 014	1 164 844 245
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	51 925 800	32 184 534
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(453 995 900)	(454 492 222)
Total - Charges de fonctionnement redressées	832 132 914	742 536 557

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	134 515 500	125 172 230
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 000	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(100 143 200)	(97 667 575)
Total - Charges d'immobilisations redressées	34 374 300	27 504 655

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	422 672 100	311 196 031
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 000	-
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(362 843 700)	(245 564 939)
Total - Biens immobilisés redressés	59 829 400	65 631 092

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

Le ministère des Services aux ânés et de l'Accessibilité soutient la santé et le bien-être des personnes handicapées et des personnes âgées en Ontario et s'attache à améliorer leur qualité de vie en changeant les perceptions à leur égard et en mettant de l'avant les avantages d'un Ontario inclusif, accessible et diversifié du point de vue de l'âge, où chacun est respecté et peut participer. Le ministère travaille avec l'ensemble du gouvernement ainsi qu'avec les collectivités, les entreprises et d'autres partenaires pour exécuter des programmes et services visant à créer des environnements socio-économiques qui, d'une part, aident les Ontariennes et Ontariens âgés à rester actifs, en santé, autonomes et engagés dans leurs collectivités et, d'autre part, établissent les conditions propices à l'élimination des obstacles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière autonome et être des acteurs à part entière de leur collectivité et de l'économie. De plus, le ministère surveille ou administre, selon le cas, la *Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées*, la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*, la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario*, la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et la *Loi de 2021 sur la Semaine de reconnaissance des ânés bénévoles*.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3501 Programme d'administration du ministère	7 562 700	7 562 600	100	7 027 536
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	169 376 600	220 422 000	(51 045 400)	112 593 478
3503 Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	7 932 700	6 904 400	1 028 300	6 831 586
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	184 872 000	234 889 000	(50 017 000)	126 452 600
Crédits législatifs	66 014	66 014	-	92 137
Total du ministère - Charges de fonctionnement	184 938 014	234 955 014	(50 017 000)	126 544 737
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	184 938 014	234 955 014	(50 017 000)	126 544 737
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	184 942 014	234 959 014	(50 017 000)	126 544 737

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information et d'administration à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	7 562 700	7 562 600	100	7 027 536
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 562 700	7 562 600	100	7 027 536
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	7 626 714	7 626 614	100	7 093 504
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3501-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	5 523 300
	Avantages sociaux	650 300
	Transports et communications	83 100
	Services	1 279 900
	Fournitures et matériel	26 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 562 700
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	7 626 714
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3501-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3501-2	Administration du ministère - immobilisations	
	Améliorations locatives	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Le ministre œuvre, met en œuvre et œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés socialement et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur participation au sein de la collectivité, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; faire avancer l'accessibilité et éduquer les intervenants sur la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario dans le cadre du programme InterActions pour le changement et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	169 376 600	220 422 000	(51 045 400)	112 593 478
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	169 376 600	220 422 000	(51 045 400)	112 593 478
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	169 377 600	220 423 000	(51 045 400)	112 593 478
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3502-1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Traitements et salaires		6 528 300
	Avantages sociaux		756 100
	Transports et communications		47 100
	Services		852 700
	Fournitures et matériel		21 400
	Paievements de transfert		
	Accessibilité - paiement de transfert	1 500 000	
	Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	15 628 100	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins " domicile " l'attention des aînés	120 000 000	
	Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées	24 042 900	161 171 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		169 376 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		169 377 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3502-3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		2 000
BIENS IMMOBILISÉS			
3502-2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Investissements dans des immobilisations corporelles		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		1 000

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Le ministre encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la guidance générale et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, de l'examen législatif de la LAPHO même, tel que l'exige celle-ci, ainsi que de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministre assure également la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministre mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., outils, webinaires et ressources pédagogiques) à l'intention des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic ainsi qu'au public pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	7 932 700	6 904 400	1 028 300	6 831 586
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 932 700	6 904 400	1 028 300	6 831 586
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	26 169
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	26 169
	Total - Charges de fonctionnement	7 933 700	6 905 400	1 028 300	6 857 755

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES (\$)		
CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3503-1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	
	Traitements et salaires	4 764 700
	Avantages sociaux	515 200
	Transports et communications	129 500
	Services	2 508 800
	Fournitures et matériel	14 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 932 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	7 933 700

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	234 955 014	115 916 637
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	10 628 100
Total - Charges de fonctionnement redressées	234 955 014	126 544 737

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

Le ministre du Solliciteur général est déterminé à assurer la sécurité dans toutes les collectivités de l'Ontario. Pour s'acquitter de ce mandat, les responsabilités du ministre se divisent en deux volets : la sécurité communautaire et les services correctionnels. Dans le cadre de son mandat lié à la sécurité communautaire, le ministre est responsable de l'établissement de normes provinciales pour les services policiers et d'incendie ainsi que de la surveillance et du soutien aux initiatives de prévention du crime et des incendies aux échelons local et provincial, en soutenant notamment les priorités provinciales telles que la violence liée aux armes à feu et aux bandes criminalisées, la traite des personnes et la violence entre partenaires intimes. Le ministre surveille par ailleurs la gouvernance et la délivrance de permis aux agents de sécurité et aux enquêteurs privés et est directement responsable du système ontarien d'application en matière de bien-être animal.

Dans le cadre de son mandat lié aux services correctionnels, le ministre exploite un système correctionnel pour adultes sûr, efficace et responsable incluant des établissements correctionnels et des bureaux régionaux de probation et de libération conditionnelle dans toute la province. Le ministre est responsable de la sécurité et du bien-être du personnel des services correctionnels ainsi que des personnes en détention provisoire ou qui purgent une peine dans la communauté ou dans un établissement de garde.

Les organisations relevant du ministre qui contribuent à la sécurité communautaire incluent la Police provinciale de l'Ontario, le Bureau du coroner en chef, le Service de médecine légale de l'Ontario, le Bureau du commissaire des incendies et Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels. Le ministre offre également de la formation aux premiers intervenants et au personnel de première ligne par l'entremise du Centre de formation et de recrutement pour les services correctionnels et du Collège de police de l'Ontario. Il élabore des cours de formation et propose aux services d'incendie locaux des simulateurs mobiles pour la formation des pompiers.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2601 Administration du ministre	21 796 200	30 129 900	(8 333 700)	73 399 677
2603 Division de la sécurité publique	425 284 000	468 779 200	(43 495 200)	370 664 439
2604 Police provinciale de l'Ontario	1 449 409 500	1 406 447 500	42 962 000	1 346 460 829
2605 Services correctionnels	1 089 348 800	1 094 904 700	(5 555 900)	1 112 381 149
2606 Services technologiques pour la justice	81 310 200	73 788 000	7 522 200	57 318 293
2607 Organismes, conseils et commissions	892 600	892 600	-	1 088 946
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	89 892 200	76 749 700	13 142 500	87 633 179
2610 Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 838 300	6 745 300	93 000	6 906 174
2612 Service d'inspection	8 669 100	9 930 400	(1 261 300)	3 764 551
2614 Télécommunications des services d'urgence	218 629 200	271 023 300	(52 394 100)	48 439 472
2615 Données, renseignements et initiatives stratégiques	6 098 300	6 895 700	(797 400)	13 725 053
2616 Services de santé	28 095 200	2 779 300	25 315 900	4 303 542
2617 Infrastructure	159 205 000	117 661 200	41 543 800	133 066 803
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 585 468 600	3 566 726 800	18 741 800	3 259 152 107
Crédits législatifs	4 862 187	116 014	4 746 173	16 534 684
Total du ministre - Charges de fonctionnement	3 590 330 787	3 566 842 814	23 487 973	3 275 686 791

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Santé Ontario	-	-	-	(252 442)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(479 837)
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(186 844)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(26 326 300)	(23 003 000)	(3 323 300)	(22 569 036)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(186 082 800)	(145 482 700)	(40 600 100)	(159 980 419)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	(3 270 000)	3 270 000	(666 799)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 377 921 687	3 395 087 114	(17 165 427)	3 091 551 414
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2603 Division de la sécurité publique	-	2 000	(2 000)	-
2604 Police provinciale de l'Ontario	-	2 000	(2 000)	-
2605 Services correctionnels	-	2 000	(2 000)	-
2606 Services technologiques pour la justice	5 000 000	5 002 000	(2 000)	2 440 243
2607 Organismes, conseils et commissions	-	2 000	(2 000)	-
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	-	2 000	(2 000)	-
2610 Politiques stratégiques, recherche et innovation	-	2 000	(2 000)	-
2612 Service d'inspection	-	2 000	(2 000)	-
2614 Télécommunications des services d'urgence	3 000 000	2 302 000	698 000	2 025 319
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	8 000 000	7 318 000	682 000	4 465 562
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	8 000 000	7 318 000	682 000	4 465 562

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	10 002 000	10 736 300	(734 300)	7 852 301
2604 Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	176 931
2605 Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
2606 Services technologiques pour la justice	1 000	1 000	-	-
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	1 000	1 000	-	-
2610 Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
2614 Télécommunications des services d'urgence	956 400	-	956 400	-
2617 Infrastructure	67 661 300	129 135 400	(61 474 100)	110 503 041
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	79 001 700	140 253 700	(61 252 000)	118 532 273
Crédits législatifs	41 816 200	73 122 800	(31 306 600)	19 608 463
Total du ministère - Charges d'immobilisations	120 817 900	213 376 500	(92 558 600)	138 140 736
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(62 891 800)	(102 135 900)	39 244 100	(92 847 846)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(4 769 500)	(13 699 200)	8 929 700	(6 292 747)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	53 156 600	97 541 400	(44 384 800)	39 000 143
BIENS IMMOBILISÉS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	2 173 600	2 246 500	(72 900)	390 000
2604 Police provinciale de l'Ontario	49 763 300	43 619 000	6 144 300	15 956 083
2605 Services correctionnels	151 000	151 000	-	343 161
2606 Services technologiques pour la justice	10 120 300	10 102 100	18 200	37 006
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	3 770 000	1 090 000	2 680 000	1 195 000
2614 Télécommunications des services d'urgence	332 164 500	396 004 800	(63 840 300)	18 289 236
2617 Infrastructure	296 302 800	205 154 500	91 148 300	96 175 315
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	694 446 500	658 368 900	36 077 600	132 385 801
Total du ministère - Biens immobilisés	694 446 500	658 368 900	36 077 600	132 385 801
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	3 431 078 287	3 492 628 514	(61 550 227)	3 130 551 557

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information et de services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	21 796 200	30 129 900	(8 333 700)	73 399 677
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 796 200	30 129 900	(8 333 700)	73 399 677
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	16 667
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	15 984 845
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000	50 000	-	50 000
	Total - Crédits législatifs	131 187	115 014	16 173	16 100 813
	Total - Charges de fonctionnement	21 927 387	30 244 914	(8 317 527)	89 500 490
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Administration du ministère à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 550 300
	Avantages sociaux		1 793 300
	Transports et communications		630 500
	Services		5 318 500
	Fournitures et matériel		503 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		21 796 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 900 300	
	Avantages sociaux	294 500	
	Transports et communications	72 600	
	Services	231 100	
	Fournitures et matériel	80 300	3 578 800
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	7 655 400	
	Avantages sociaux	1 114 600	
	Transports et communications	382 700	
	Services	444 300	
	Fournitures et matériel	284 700	9 881 700
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 969 600	
	Avantages sociaux	380 800	
	Transports et communications	79 900	
	Services	242 800	
	Fournitures et matériel	73 600	3 746 700
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	25 000	
	Avantages sociaux	3 400	
	Transports et communications	95 300	
	Services	4 400 300	
	Fournitures et matériel	65 000	4 589 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		21 796 200

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministre	21 927 387
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2601-5	Administration du ministre - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Administration du ministre	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
2601-4	Administration du ministre	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Administration du ministre	1 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations d'application de la loi axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	1 050 300	450 300	600 000	912 382
5	Direction des relations extérieures	341 061 700	380 124 200	(39 062 500)	293 005 526
6	Services privés de sécurité et d'enquête	3 706 800	5 515 500	(1 808 700)	2 366 826
7	Centre des sciences judiciaires	31 660 100	32 864 900	(1 204 800)	28 972 507
10	Collège de police de l'Ontario	26 751 400	27 864 600	(1 113 200)	24 551 103
11	Services relatifs au bien-être des animaux	21 053 700	21 959 700	(906 000)	20 856 095
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	425 284 000	468 779 200	(43 495 200)	370 664 439
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les procureurs de la Couronne</i>	4 730 000	-	4 730 000	-
	Total - Crédits législatifs	4 730 000	-	4 730 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	430 014 000	468 779 200	(38 765 200)	370 664 439
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Division de la sécurité publique	-	2 000	(2 000)	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	2 000	(2 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	2 000	(2 000)	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	Division de la sécurité publique	10 002 000	10 736 300	(734 300)	7 852 301
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	10 002 000	10 736 300	(734 300)	7 852 301
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 194 900	999 300	195 600	674 284
	Total - Crédits législatifs	1 194 900	999 300	195 600	674 284
	Total - Charges d'immobilisations	11 196 900	11 735 600	(538 700)	8 526 585
	BIENS IMMOBILISÉS				
8	Division de la sécurité publique	2 173 600	2 246 500	(72 900)	390 000
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 173 600	2 246 500	(72 900)	390 000
	Total - Biens immobilisés	2 173 600	2 246 500	(72 900)	390 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2603-1	Division de la sécurité publique - Bureau du sous-ministre adjoint		
	Traitements et salaires		346 300
	Avantages sociaux		46 500
	Transports et communications		18 900
	Services		627 300
	Fournitures et matériel		11 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 050 300
2603-5	Direction des relations extérieures		
	Traitements et salaires		8 412 100
	Avantages sociaux		1 011 700
	Transports et communications		1 817 100
	Services		15 702 700
	Fournitures et matériel		1 403 900
	Paiements de transfert		
	Fonds pour les agents des Premières Nations	6 650 000	
	Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	91 752 300	
	Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000	
	Subventions diverses - Services policiers	25 648 000	
	Subvention pour des collectivités saines et dynamiques	855 000	
	Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	67 863 900	
	Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	750 000	
	Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
	Sécurité des tribunaux	125 000 000	321 144 200
	Total partiel		349 491 700
	Moins : Recouvrements		8 430 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		341 061 700

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-6	Services privés de sécurité et d'enquête	
	Traitements et salaires	2 273 400
	Avantages sociaux	319 200
	Transports et communications	89 900
	Services	719 400
	Fournitures et matériel	304 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	3 706 800
2603-7	Centre des sciences judiciaires	
	Traitements et salaires	21 165 700
	Avantages sociaux	3 238 600
	Transports et communications	525 800
	Services	3 165 200
	Fournitures et matériel	3 564 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	31 660 100
2603-10	Collège de police de l'Ontario	
	Traitements et salaires	14 539 300
	Avantages sociaux	1 426 900
	Transports et communications	479 400
	Services	8 518 000
	Fournitures et matériel	1 788 800
	Total partiel	26 752 400
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	26 751 400
2603-11	Services relatifs au bien-être des animaux	
	Traitements et salaires	10 183 900
	Avantages sociaux	1 483 700
	Transports et communications	441 100
	Services	6 072 900
	Fournitures et matériel	2 872 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	21 053 700

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Paielements en vertu de la <i>Loi sur les procureurs de la Couronne</i>	
	Autres opérations	4 730 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	430 014 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2603-9	Division de la sécurité publique		
	Paiements de transfert		
	Équipement des services policiers	2 000 000	
	Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	8 000 000	10 000 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		10 002 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 194 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Division de la sécurité publique		11 196 900
BIENS IMMOBILISÉS			
2603-8	Division de la sécurité publique		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		2 172 600
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		2 173 600
	Total (Biens immobilisés) - Division de la sécurité publique		2 173 600

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves et la cybercriminalité. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prévues par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services ministériels et stratégiques	241 539 600	217 850 000	23 689 600	224 168 160
2	Bureau du contrôle leur des armes à feu	7 167 300	7 167 300	-	6 239 066
3	Enquêtes et crime organisé	207 746 500	213 316 300	(5 569 800)	177 425 053
4	Services régionaux et circulation	921 465 000	892 097 800	29 367 200	866 984 261
5	Gestion du parc automobile	71 491 100	76 016 100	(4 525 000)	71 644 289
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 449 409 500	1 406 447 500	42 962 000	1 346 460 829
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	433 871
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	433 871
	Total - Charges de fonctionnement	1 449 410 500	1 406 448 500	42 962 000	1 346 894 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Police provinciale de l'Ontario	-	2 000	(2 000)	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	2 000	(2 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	2 000	(2 000)	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	176 931
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	376 000	376 000	-	176 931
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	18 494 300	15 640 800	2 853 500	12 129 646
	Total - Crédits législatifs	18 494 300	15 640 800	2 853 500	12 129 646
	Total - Charges d'immobilisations	18 870 300	16 016 800	2 853 500	12 306 577
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Police provinciale de l'Ontario	49 763 300	43 619 000	6 144 300	15 956 083
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	49 763 300	43 619 000	6 144 300	15 956 083
	Total - Biens immobilisés	49 763 300	43 619 000	6 144 300	15 956 083

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-1	Services ministériels et stratégiques	
	Traitements et salaires	143 575 700
	Avantages sociaux	9 454 000
	Transports et communications	24 146 900
	Services	34 459 500
	Fournitures et matériel	31 751 100
	Total partiel	243 387 200
	Moins : Recouvrements	1 847 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	241 539 600
2604-2	Bureau du contrôleur des armes à feu	
	Traitements et salaires	4 194 600
	Avantages sociaux	560 400
	Transports et communications	99 500
	Services	2 209 100
	Fournitures et matériel	103 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 167 300
2604-3	Enquêtes et crime organisé	
	Traitements et salaires	152 945 700
	Avantages sociaux	12 968 100
	Transports et communications	9 755 200
	Services	24 326 900
	Fournitures et matériel	11 259 200
	Total partiel	211 255 100
	Moins : Recouvrements	3 508 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	207 746 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-4	Services régionaux et circulation	
	Traitements et salaires	771 951 500
	Avantages sociaux	139 435 500
	Transports et communications	8 476 400
	Services	34 338 200
	Fournitures et matériel	1 784 800
	Total partiel	955 986 400
	Moins : Recouvrements	34 521 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	921 465 000
2604-5	Gestion du parc automobile	
	Transports et communications	141 400
	Services	20 678 400
	Fournitures et matériel	54 195 900
	Total partiel	75 015 700
	Moins : Recouvrements	3 524 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	71 491 100
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario	1 449 410 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2604-8	Police provinciale de l'Ontario		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	375 000	376 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		376 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		18 494 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Police provinciale de l'Ontario		18 870 300
BIENS IMMOBILISÉS			
2604-7	Police provinciale de l'Ontario		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		23 232 000
	Matériel de technologie de l'information		9 301 800
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		17 229 500
	Total à voter - Biens immobilisés		49 763 300
	Total (Biens immobilisés) - Police provinciale de l'Ontario		49 763 300

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	23 046 700	18 708 100	4 338 600	21 741 393
2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels	13 169 100	12 385 100	784 000	17 471 737
3	Services en établissement	903 150 200	914 610 300	(11 460 100)	932 974 485
4	Services correctionnels communautaires	144 146 200	143 864 400	281 800	134 674 511
5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels	5 836 600	5 336 800	499 800	5 519 023
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 089 348 800	1 094 904 700	(5 555 900)	1 112 381 149
Total - Charges de fonctionnement		1 089 348 800	1 094 904 700	(5 555 900)	1 112 381 149
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Services correctionnels	-	2 000	(2 000)	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
10	Services en établissement à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
11	Services communautaires à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Services en établissement - Loi sur l'administration financière	681 100	651 400	29 700	650 815
Total - Crédits législatifs		681 100	651 400	29 700	650 815
Total - Charges d'immobilisations		683 100	653 400	29 700	650 815
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Services en établissement	151 000	151 000	-	343 161
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		151 000	151 000	-	343 161
Total - Biens immobilisés		151 000	151 000	-	343 161

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2605-1	Soutien opérationnel	
	Traitements et salaires	18 671 200
	Avantages sociaux	2 763 600
	Transports et communications	357 100
	Services	3 496 900
	Fournitures et matériel	2 425 400
	Paievements de transfert	
	Programme de travail communautaire	412 400
	Total partiel	28 126 600
	Moins : Recouvrements	5 079 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	23 046 700
2605-2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels	
	Traitements et salaires	8 620 400
	Avantages sociaux	871 500
	Transports et communications	283 600
	Services	2 668 000
	Fournitures et matériel	725 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	13 169 100
2605-3	Services en établissement	
	Traitements et salaires	617 153 400
	Avantages sociaux	125 712 800
	Transports et communications	12 835 800
	Services	72 859 200
	Fournitures et matériel	68 354 300
	Paievements de transfert	
	Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	11 600
	Programme de sensibilisation " la violence	92 300
	Programmes de réadaptation des délinquants	6 130 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	903 150 200

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-4	Services correctionnels communautaires		
	Traitements et salaires		103 082 500
	Avantages sociaux		16 954 600
	Transports et communications		2 774 100
	Services		6 198 700
	Fournitures et matériel		1 136 400
	Paiements de transfert		
	Aide à la réinsertion sociale des détenus	25 000	
	Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	13 974 900	13 999 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		144 146 200
2605-5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		4 733 000
	Avantages sociaux		579 900
	Transports et communications		154 400
	Services		316 900
	Fournitures et matériel		52 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 836 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Services correctionnels		1 089 348 800

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2605-10	Services en établissement - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
2605-11	Services communautaires - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	681 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Services correctionnels	683 100
BIENS IMMOBILISÉS		
2605-8	Services en établissement	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	150 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	151 000
	Total (Biens immobilisés) - Services correctionnels	151 000

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606

Les Services technologiques pour la justice (STJ) assurent le leadership et prodiguent des conseils à leurs partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie en matière de technologie pour la FPO, qui concrétise et soutient les priorités opérationnelles et la modernisation dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services technologiques pour la justice	81 310 200	73 788 000	7 522 200	57 318 293
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	81 310 200	73 788 000	7 522 200	57 318 293
	Total - Charges de fonctionnement	81 310 200	73 788 000	7 522 200	57 318 293
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services technologiques pour la justice	5 000 000	5 002 000	(2 000)	2 440 243
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 002 000	(2 000)	2 440 243
	Total - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 002 000	(2 000)	2 440 243
CHARGES D'AMMOBILISATIONS					
5	Services technologiques pour la justice à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'AMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 327 600	2 870 000	1 457 600	315 523
	Total - Crédits législatifs	4 327 600	2 870 000	1 457 600	315 523
	Total - Charges d'immobilisations	4 328 600	2 871 000	1 457 600	315 523
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Services technologiques pour la justice	10 120 300	10 102 100	18 200	37 006
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	10 120 300	10 102 100	18 200	37 006
	Total - Biens immobilisés	10 120 300	10 102 100	18 200	37 006

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2606-1	Services technologiques pour la justice	
	Traitements et salaires	33 880 600
	Avantages sociaux	4 224 500
	Transports et communications	21 364 600
	Services	158 003 600
	Fournitures et matériel	5 416 200
	Total partiel	222 889 500
	Moins : Recouvrements	141 579 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	81 310 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	81 310 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2606-3	Services technologiques pour la justice	
	Dépôts et charges payées d'avance	5 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	5 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services technologiques pour la justice	5 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2606-5	Services technologiques pour la justice - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 327 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Services technologiques pour la justice	4 328 600
BIENS IMMOBILISÉS		
2606-4	Services technologiques pour la justice	
	Matériel de technologie de l'information	3 995 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 125 300
	Total " voter - Biens immobilisés	10 120 300
	Total (Biens immobilisés) - Services technologiques pour la justice	10 120 300

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	892 600	892 600	-	1 088 946
TOTAL Â VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		892 600	892 600	-	1 088 946
Total - Charges de fonctionnement		892 600	892 600	-	1 088 946
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Organismes, conseils et commissions	-	2 000	(2 000)	-
TOTAL Â VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2607-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires	477 000	
	Avantages sociaux	59 500	
	Transports et communications	86 000	
	Services	246 100	
	Fournitures et matériel	24 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	892 600	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>			
	Traitements et salaires	182 000	
	Avantages sociaux	23 500	
	Transports et communications	40 000	
	Services	192 600	
	Fournitures et matériel	14 000	452 100
<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>			
	Traitements et salaires	295 000	
	Avantages sociaux	36 000	
	Transports et communications	46 000	
	Services	53 500	
	Fournitures et matériel	10 000	440 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	892 600	
	Total (Charges de fonctionnement) - Organismes, conseils et commissions	892 600	

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies. Ces sections se consacrent à la détection des problèmes et à leur résolution par des initiatives efficaces de protection, de prévention, d'intervention, à caractère scientifique, d'enquête, de formation et d'éducation du public. Elles s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	64 210 900	52 233 600	11 977 300	59 335 420
8	Bureau du commissaire des incendies	25 681 300	24 516 100	1 165 200	28 297 759
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		89 892 200	76 749 700	13 142 500	87 633 179
Total - Charges de fonctionnement		89 892 200	76 749 700	13 142 500	87 633 179
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Planification et gestion des situations d'urgence	-	2 000	(2 000)	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Planification et gestion des situations d'urgence - charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	791 900	721 500	70 400	530 779
Total - Crédits législatifs		791 900	721 500	70 400	530 779
Total - Charges d'immobilisations		792 900	722 500	70 400	530 779
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Planification et gestion des situations d'urgence	3 770 000	1 090 000	2 680 000	1 195 000
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 770 000	1 090 000	2 680 000	1 195 000
Total - Biens immobilisés		3 770 000	1 090 000	2 680 000	1 195 000

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2609-5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	
	Traitements et salaires	24 298 200
	Avantages sociaux	4 168 000
	Transports et communications	2 020 000
	Services	31 061 500
	Fournitures et matériel	1 013 200
	Paievements de transfert	
	Subventions pour les services judiciaires	1 650 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	64 210 900
2609-8	Bureau du commissaire des incendies	
	Traitements et salaires	16 721 700
	Avantages sociaux	2 631 500
	Transports et communications	624 400
	Services	2 255 900
	Fournitures et matériel	967 800
	Paievements de transfert	
	Subvention pour la sécurité incendie	2 480 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	25 681 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence	89 892 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2609-7	Planification et gestion des situations d'urgence - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	791 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Planification et gestion des situations d'urgence	792 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2609-6	Planification et gestion des situations d'urgence	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 770 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 770 000
	Total (Biens immobilisés) - Planification et gestion des situations d'urgence	3 770 000

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610

La Division des politiques stratégiques, de la recherche et de l'innovation est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice et l'appui du ministre et du gouvernement.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 838 300	6 745 300	93 000	6 906 174
TOTAL Â VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 838 300	6 745 300	93 000	6 906 174
Total - Charges de fonctionnement		6 838 300	6 745 300	93 000	6 906 174
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Politiques stratégiques, recherche et innovation	-	2 000	(2 000)	-
TOTAL Â VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Politiques stratégiques, recherche et innovation - charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL Â VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	2 000	-	-

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2610-1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Traitements et salaires	5 493 000
	Avantages sociaux	751 000
	Transports et communications	240 900
	Services	93 500
	Fournitures et matériel	231 500
	Paielements de transfert	
	Subventions diverses - services administratifs	28 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	6 838 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	6 838 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2610-4	Politiques stratégiques, recherche et innovation - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (la Loi), qui a reçu la sanction royale, mais n'est toujours pas en vigueur, prescrit la nomination d'un inspecteur général des services policiers de l'Ontario. Cet inspecteur général et les Services d'inspection des services policiers (SISP) qui l'appuieront travailleront indépendamment du gouvernement pour transformer les services policiers en Ontario en faisant la promotion de l'excellence, de l'équité et de la confiance du public dans le lien entre la police et l'ensemble de la collectivité. Par l'entremise d'un solide système de conseil, d'encadrement, de surveillance, d'inspection, d'enquête et de rapport sur la prestation des services policiers en Ontario, les SISP travailleront de manière respectueuse et professionnelle pour aider les responsables de la prestation des services policiers à s'acquitter de leurs obligations législatives.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Service d'inspection	8 669 100	9 930 400	(1 261 300)	3 764 551
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		8 669 100	9 930 400	(1 261 300)	3 764 551
Total - Charges de fonctionnement		8 669 100	9 930 400	(1 261 300)	3 764 551
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Service d'inspection	-	2 000	(2 000)	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	2 000	(2 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement		-	2 000	(2 000)	-

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2612-2	Service d'inspection	
	Traitements et salaires	6 295 300
	Avantages sociaux	856 300
	Transports et communications	355 100
	Services	897 300
	Fournitures et matériel	265 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	8 669 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Service d'inspection	8 669 100

TELECOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) assure une surveillance et un soutien spécifiques pour trois projets de télécommunications à grande échelle du ministère actuellement en cours : 1) Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) 2) les Services 9-1-1 de prochaine génération et 3) l'élaboration d'un réseau à large bande pour la sécurité publique. La Division est responsable de l'exécution du nouveau PRRSP, qui vise à soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province par une technologie numérique améliorée. La DTSE soutient la transition provinciale au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario. La Division dirige également l'élaboration du réseau à large bande pour la sécurité publique en collaboration avec des intervenants intergouvernementaux et d'autres partenaires ministériels.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Télécommunications des services d'urgence	218 629 200	271 023 300	(52 394 100)	48 439 472
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	218 629 200	271 023 300	(52 394 100)	48 439 472
	Total - Charges de fonctionnement	218 629 200	271 023 300	(52 394 100)	48 439 472
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Télécommunications des services d'urgence	3 000 000	2 302 000	698 000	2 025 319
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000 000	2 302 000	698 000	2 025 319
	Total - Actifs de fonctionnement	3 000 000	2 302 000	698 000	2 025 319
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Télécommunications des services d'urgence	956 400	-	956 400	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	956 400	-	956 400	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 432 800	47 236 800	(35 804 000)	1 838 481
	Total - Crédits législatifs	11 432 800	47 236 800	(35 804 000)	1 838 481
	Total - Charges d'immobilisations	12 389 200	47 236 800	(34 847 600)	1 838 481
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Télécommunications des services d'urgence	332 164 500	396 004 800	(63 840 300)	18 289 236
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	332 164 500	396 004 800	(63 840 300)	18 289 236
	Total - Biens immobilisés	332 164 500	396 004 800	(63 840 300)	18 289 236

TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2614-1	Télécommunications des services d'urgence	
	Traitements et salaires	6 353 200
	Avantages sociaux	902 700
	Transports et communications	105 585 000
	Services	24 840 400
	Fournitures et matériel	10 447 900
	Paielements de transfert	
	Services 9-1-1 de prochaine génération	80 000 000
	Total partiel	228 129 200
	Moins : Recouvrements	9 500 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	218 629 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Télécommunications des services d'urgence	218 629 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2614-3	Télécommunications des services d'urgence	
	Dépôts et charges payées d'avance	3 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	3 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Télécommunications des services d'urgence	3 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2614-2	Télécommunications des services d'urgence	
	Autres opérations	956 400
	Total " voter - Charges d'immobilisations	956 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	11 432 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Télécommunications des services d'urgence	12 389 200
BIENS IMMOBILISÉS		
2614-4	Télécommunications des services d'urgence	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	87 012 700
	Matériel de technologie de l'information	245 151 800
	Total " voter - Biens immobilisés	332 164 500
	Total (Biens immobilisés) - Télécommunications des services d'urgence	332 164 500

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615

La Division des données, des renseignements et des initiatives stratégiques s'attache à faire progresser le secteur ontarien de la justice pénale par des services et des solutions fondés sur l'innovation, l'intégration numérique, les données et les analyses, les renseignements et la priorité accordée à la clientèle. La Division continuera de renforcer les capacités du ministère dans divers domaines : gestion de projet, gestion du changement, littératie et maturité numériques et approche Lean.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Données, renseignements et initiatives stratégiques	6 098 300	6 895 700	(797 400)	13 725 053
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 098 300	6 895 700	(797 400)	13 725 053
Total - Charges de fonctionnement		6 098 300	6 895 700	(797 400)	13 725 053

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2615-1	Données, renseignements et initiatives stratégiques	
	Traitements et salaires	3 855 200
	Avantages sociaux	524 400
	Transports et communications	1 000
	Services	1 716 700
	Fournitures et matériel	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	6 098 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Données, renseignements et initiatives stratégiques	6 098 300

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616

Les Services de santé assurent le leadership stratégique pour faire progresser un modèle accrédité de soins de santé. Ils appuient une norme de soins équivalente aux soins de santé communautaires et qui prenne en compte l'équité en matière de santé et l'adaptation à la culture. Ils dirigent les quatre groupes de collaboration pour la santé mentale et le Secrétariat pour la santé mentale, qui sont centrés sur l'intervention précoce et l'accès des services de santé mentale spécialisés par le personnel de la sécurité publique. Ils supervisent les programmes organisationnels de soins de santé et de mieux-être du personnel.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Services de santé	28 095 200	2 779 300	25 315 900
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 095 200	2 779 300	25 315 900
	Total - Charges de fonctionnement	28 095 200	2 779 300	25 315 900
				4 303 542
				4 303 542
				4 303 542

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2616-1	Services de santé	
	Traitements et salaires	2 518 900
	Avantages sociaux	358 500
	Transports et communications	38 400
	Services	17 059 000
	Fournitures et matériel	7 595 400
	Paie de transfert	
	Services de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique	525 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	28 095 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Services de santé	28 095 200

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617

Le programme d'infrastructure assure le leadership stratégique pour la supervision des projets d'immobilisations et d'infrastructure du ministère, y compris les locaux loués, de l'approvisionnement et l'achèvement de la construction, ainsi que pour le respect de la conformité avec les normes techniques du ministère relativement aux besoins en génie et en conception architecturale. Le programme est responsable de gérer à long terme les politiques et normes régissant les immobilisations et de superviser la construction de nouvelles installations et la réparation d'installations existantes au moyen de modèles de prestation rapides, traditionnels et axés sur les partenariats publics-privés en matière de passation de marchés pour l'infrastructure, en collaboration stratégique avec le ministère de l'infrastructure, Infrastructure Ontario et d'autres ministères partenaires.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure	159 205 000	117 661 200	41 543 800	133 066 803
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	159 205 000	117 661 200	41 543 800	133 066 803
	Total - Charges de fonctionnement	159 205 000	117 661 200	41 543 800	133 066 803
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Infrastructure	67 661 300	129 135 400	(61 474 100)	110 503 041
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	67 661 300	129 135 400	(61 474 100)	110 503 041
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 891 600	5 001 000	(109 400)	3 468 935
	Total - Crédits législatifs	4 891 600	5 001 000	(109 400)	3 468 935
	Total - Charges d'immobilisations	72 552 900	134 136 400	(61 583 500)	113 971 976
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure	296 302 800	205 154 500	91 148 300	96 175 315
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	296 302 800	205 154 500	91 148 300	96 175 315
	Total - Biens immobilisés	296 302 800	205 154 500	91 148 300	96 175 315

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2617-1	Infrastructure		
	Traitements et salaires	2 355 100	
	Avantages sociaux	355 300	
	Transports et communications	164 800	
	Services	115 229 900	
	Fournitures et matériel	47 700	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	41 052 200	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	159 205 000	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Infrastructure</i>			
	Traitements et salaires	2 355 100	
	Avantages sociaux	355 300	
	Transports et communications	164 800	
	Services	768 400	
	Fournitures et matériel	47 700	3 691 300
<i>Coûts des locaux</i>			
	Services	83 939 100	83 939 100
<i>Coûts contractuels liés aux projets réalisés dans le cadre d'un PPP</i>			
	Services	30 522 400	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	41 052 200	71 574 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	159 205 000	
	Total (Charges de fonctionnement) - Infrastructure	159 205 000	

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2617-2	Infrastructure	
	Services	20 392 400
	Fournitures et matériel	4 000
	Autres opérations	47 264 900
	Total " voter - Charges d'immobilisations	67 661 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 891 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Infrastructure	72 552 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2617-3	Infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	58 979 000
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	224 147 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 264 600
	Matériel de technologie de l'information	9 911 700
	Total " voter - Biens immobilisés	296 302 800
	Total (Biens immobilisés) - Infrastructure	296 302 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	3 590 613 914	3 309 834 697
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(23 771 100)	(34 147 906)
Total - Charges de fonctionnement redressées	3 566 842 814	3 275 686 791

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

Le ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS) soutient la croissance économique locale et améliore la qualité de vie dans les collectivités en donnant des moyens à ses secteurs du tourisme, de la culture et du sport. Le ministère soutient les expériences touristiques et culturelles, les principales attractions, les organismes clés et les industries des arts et des médias culturels. Il stimule également la participation aux sports et aux loisirs et les événements de ce type dans toute la province.

Le ministère soutient la croissance économique et améliore la qualité de vie en assumant les fonctions suivantes :

À Exécuter des programmes pour l'industrie touristique, notamment par l'entremise des organismes touristiques régionaux de l'Ontario.

À Encourager les investissements et l'élaboration de nouveaux produits par le secteur privé, soutenir les festivals et autres manifestations, mener des études pour étayer les décisions des entreprises et promouvoir l'Ontario comme destination touristique.

À Surveiller les programmes soutenant les industries culturelles, les artistes et les organismes voués aux arts, les bibliothèques publiques, les musées communautaires ainsi que les organismes à but non lucratif et de bienfaisance partout en Ontario.

À Superviser douze organismes régis par un conseil d'administration et deux entités recevant des paiements de transfert pour leur fonctionnement, et exploiter directement deux attractions touristiques historiques.

À Soutenir les programmes destinés aux organismes provinciaux sans but lucratif voués aux loisirs et au sport amateur et surveiller les événements de sports de combat professionnels dans tout l'Ontario.

Le ministère finance, régleme et exécute un grand nombre de programmes et d'initiatives, directement ou par l'entremise de ses organismes et attractions, en collaboration avec les ministères partenaires et en consultation avec les intervenants. Le ministère assure également la surveillance d'organismes provinciaux des secteurs du tourisme et de la culture qui renforcent le bien-être économique et social de l'Ontario et y contribuent.

Les efforts soutenus du ministère et les investissements réalisés dans ses programmes permettront aux partenaires et aux intervenants du secteur de renforcer leur avantage concurrentiel et d'atteindre une croissance durable, de promouvoir le développement économique et la modernisation, de créer des emplois et des débouchés pour la population et d'aider les collectivités à se développer et à réussir en mettant de l'avant leurs atouts et en attirant des visiteurs potentiels.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3801 Programme d'administration du ministère	23 548 300	23 556 000	(7 700)	26 774 691
3803 Sports, loisirs et programmes communautaires	57 814 200	57 591 400	222 800	83 867 216
3805 Programmes du tourisme et de la culture	91 534 400	298 526 300	(206 991 900)	312 538 505
3806 Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	178 557 000
3808 Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	906 067 300	816 922 600	89 144 700	777 248 336
3811 Programmes relatifs aux organismes	223 530 300	226 961 300	(3 431 000)	307 374 097
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 406 051 500	1 527 114 600	(121 063 100)	1 686 359 845
Crédits législatifs	83 187	83 187	-	169 756
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 406 134 687	1 527 197 787	(121 063 100)	1 686 529 601

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	47 015 700	45 965 700	1 050 000	1 064 540
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	(901 000)	(3 150 900)	2 249 900	1 137 415
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	16 499 400	9 971 000	6 528 400	3 458 533
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	22 037 000	24 185 100	(2 148 100)	49 422 028
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	39 744 200	33 800 000	5 944 200	18 851 394
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	2 011 100	1 130 300	880 800	956 849
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	89 372 900	57 588 600	31 784 300	46 421 583
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	16 187 800	12 114 100	4 073 700	(4 259 556)
Redressement de consolidation - Science Nord	7 096 200	6 823 000	273 200	6 191 884
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	14 352 700	9 921 400	4 431 300	9 746 946
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(935 400)	(899 900)	(35 500)	(1 227 038)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(159 245)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 658 615 287	1 724 646 187	(66 030 900)	1 818 134 934

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3801 Programme d'administration du ministère	4 000	4 000	-	-
3804 Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	42 668 400	35 448 400	7 220 000	48 368 715
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	42 674 400	35 454 400	7 220 000	48 368 715
Crédits législatifs	4 000	4 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	42 678 400	35 458 400	7 220 000	48 368 715
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	11 000 000	10 700 000	300 000	8 511 754
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	584 000	1 014 800	(430 800)	826 354
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	2 743 200	1 631 100	1 112 100	2 222 120
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	81 000	140 000	(59 000)	188 701
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(11 774 844)
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	14 100 000	8 100 000	6 000 000	9 362 000
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	222 300	210 000	12 300	215 134
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	12 929 900	13 149 900	(220 000)	11 673 627
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	4 830 000	744 300	4 085 700	3 232 469
Redressement de consolidation - Science Nord	3 010 600	2 847 600	163 000	4 289 601
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	(4 530 800)	(3 453 100)	(1 077 700)	(2 222 481)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	87 648 600	70 543 000	17 105 600	74 893 150

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
3801 Programme d'administration du ministère	3 000	3 000	-	-
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	1 746 263 887	1 795 189 187	(48 925 300)	1 893 028 084

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre, ainsi que la Division des services régionaux et ministériels, la Direction des communications et la Direction des services juridiques. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien et exécution des programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). La Division des services régionaux et ministériels et la Direction des services juridiques servent plusieurs ministères clients.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 548 300	23 556 000	(7 700)	26 774 691
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 548 300	23 556 000	(7 700)	26 774 691
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	37 859
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	87 160
	Total - Charges de fonctionnement	23 628 487	23 636 187	(7 700)	26 861 851
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	4 000	4 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	4 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 000	6 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 000	3 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		16 553 100
	Avantages sociaux		1 953 200
	Transports et communications		920 400
	Services		3 536 700
	Fournitures et matériel		584 900
	Paievements de transfert		
	Programme Expérience Ét®		1 000
	Total partiel		23 549 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 548 300
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 575 000	
	Avantages sociaux	313 400	
	Transports et communications	191 100	
	Services	96 300	
	Fournitures et matériel	83 400	3 259 200
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 041 600	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	48 000	
	Services	90 500	
	Fournitures et matériel	121 000	2 649 500
<i>Technologie de l'information</i>			
	Services	1 155 100	1 155 100
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	17 500	
	Services	2 094 300	
	Fournitures et matériel	12 400	2 124 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services régionaux</i>		
	Traitements et salaires	5 805 100	
	Avantages sociaux	614 500	
	Transports et communications	541 200	
	Fournitures et matériel	227 100	
	Paielements de transfert		
	Programme Expérience Ét	1 000	
	Total partiel	7 188 900	
	Moins : Recouvrements	1 000	7 187 900
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 218 200	
	Avantages sociaux	91 000	
	Transports et communications	24 400	
	Services	53 700	
	Fournitures et matériel	26 200	1 413 500
	<i>Services de soutien financier et administratif</i>		
	Traitements et salaires	3 063 100	
	Avantages sociaux	380 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	27 400	
	Fournitures et matériel	95 300	3 636 000
	<i>Elaboration des politiques stratégiques et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 850 100	
	Avantages sociaux	205 700	
	Transports et communications	28 200	
	Services	19 400	
	Fournitures et matériel	19 500	2 122 900
Total à voter - Charges de fonctionnement			23 548 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		23 628 487
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3801-3	Administration du ministre	
	Autres opérations	4 000
Total " voter - Charges d'immobilisations		4 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		6 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3801-2	Administration du ministre	
	Terrains	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
Total " voter - Biens immobilisés		3 000
Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre		3 000

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803

Les secteurs des sports et des loisirs sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs en finançant des partenaires clés pour l'exécution de programmes qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation et l'excellence, en collaboration avec les partenaires du secteur. L'objectif est de soutenir un solide système sportif qui encourage et accroît les possibilités pour les athlètes de tous âges et de toutes capacités.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sports, loisirs et programmes communautaires	57 814 200	57 591 400	222 800	83 867 216
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	57 814 200	57 591 400	222 800	83 867 216
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	57 815 200	57 592 400	222 800	83 867 216

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3803-1	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Traitements et salaires		4 246 200
	Avantages sociaux		438 400
	Transports et communications		380 200
	Services		713 100
	Fournitures et matériel		408 100
	Paielements de transfert		
	Loisirs actifs	24 274 200	
	Sport	27 354 000	51 628 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		57 814 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sports, loisirs et programmes communautaires		57 815 200

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de renovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination touristique et culturelle auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations touristiques et culturelles	42 668 400	35 448 400	7 220 000	48 368 715
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		42 668 400	35 448 400	7 220 000	48 368 715
Total - Charges d'immobilisations		42 668 400	35 448 400	7 220 000	48 368 715

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3804-1	Immobilisations touristiques et culturelles		
	Services		4 871 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Subventions " l'appui des sports et des loisirs	1 000	
	Soutien aux immobilisations dans le secteur des organismes et des attractions	2 750 000	
	Réparations et rénovations - immobilisations	35 045 400	37 796 400
Total " voter - Charges d'immobilisations			42 668 400
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations touristiques et culturelles			42 668 400

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Le ministre est responsable des programmes, des services et des politiques stratégiques, ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, aux musées, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministre travaille avec des partenaires aux fins suivantes : mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes du tourisme et de la culture	91 534 400	298 526 300	(206 991 900)	312 538 505
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	91 534 400	298 526 300	(206 991 900)	312 538 505
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	82 596
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	82 596
	Total - Charges de fonctionnement	91 535 400	298 527 300	(206 991 900)	312 621 101
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3805-1	Programmes du tourisme et de la culture		
	Traitements et salaires		7 510 300
	Avantages sociaux		858 000
	Transports et communications		127 200
	Services		969 900
	Fournitures et matériel		78 800
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les régions touristiques	19 955 200	
	Subventions " l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	19 500 000	
	Subvention " l'appui du développement des investissements touristiques	500 000	
	Expérimenter et explorer	7 000 000	
	Service des bibliothèques de l'Ontario	2 743 500	
	Fonds pour les manifestations culturelles de l'Ontario	2 000 000	
	Soutien au secteur des arts	245 800	
	Soutien au secteur de la culture	4 895 600	
	Soutien au secteur des bibliothèques	25 151 100	81 991 200
	Total partiel		91 535 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		91 534 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes du tourisme et de la culture		91 535 400

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3805-3	Programmes du tourisme et de la culture	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes du tourisme et de la culture	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3805-2	Programmes du tourisme et de la culture	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes du tourisme et de la culture	1 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806

La Fondation Trillium de l'Ontario a pour mission de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en investissant dans des initiatives communautaires et en renforçant le poids du secteur "but non lucratif" de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	178 557 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		103 557 000	103 557 000	-	178 557 000
Total - Charges de fonctionnement		103 557 000	103 557 000	-	178 557 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3806-1	Fondation Trillium de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	103 557 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies dans la province pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	906 067 300	816 922 600	89 144 700
	777 248 336			
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		906 067 300	816 922 600	89 144 700
777 248 336				
Total - Charges de fonctionnement		906 067 300	816 922 600	89 144 700
777 248 336				

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3808-1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		
	Paiements de transfert		
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 447 700	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	69 082 400	
	Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	333 411 200	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	87 500 800	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	411 625 200	906 067 300
Total " voter - Charges de fonctionnement			906 067 300
Total (Charges de fonctionnement) - Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels			906 067 300

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement et d'immobilisations des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes relatifs aux organismes	223 530 300	226 961 300	(3 431 000)	307 374 097
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	223 530 300	226 961 300	(3 431 000)	307 374 097
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	223 531 300	226 962 300	(3 431 000)	307 374 097
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3811-1	Programmes relatifs aux organismes		
	Traitements et salaires		7 272 700
	Avantages sociaux		1 078 700
	Transports et communications		161 900
	Services		1 906 500
	Fournitures et matériel		813 100
	Paiements de transfert		
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Conseil des arts de l'Ontario	54 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	35 450 300	
	Centre des sciences de l'Ontario	19 271 500	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Science Nord	6 828 900	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500	
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000	
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	212 297 400
Total " voter - Charges de fonctionnement			223 530 300

*Sous-postes :**Relations avec les organismes et responsabilisation*

Traitements et salaires	7 272 700
Avantages sociaux	1 078 700
Transports et communications	161 900
Services	1 906 500
Fournitures et matériel	813 100
Paiements de transfert	
Collection McMichael d'art canadien	3 328 800
Conseil des arts de l'Ontario	54 937 400
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	35 450 300
Centre des sciences de l'Ontario	19 271 500

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Jardins botaniques royaux	4 036 000		
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900		
	Science Nord	6 828 900		
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800		
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500		
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000		
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	212 297 400	223 530 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			223 530 300
	Crédits législatifs			
	Autres opérations			
L	Crédits irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>			1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes relatifs aux organismes			223 531 300
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3811-3	Programmes relatifs aux organismes			
	Autres opérations			1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
	Crédits législatifs			
	Autres opérations			
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>			1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes relatifs aux organismes			2 000
	BIENS IMMOBILISÉS			
3811-2	Programmes relatifs aux organismes			
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés			1 000
	Total " voter - Biens immobilisés			1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes relatifs aux organismes			1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 541 739 887	1 703 100 089
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(14 542 100)	(16 570 488)
Total - Charges de fonctionnement redressés	1 527 197 787	1 686 529 601

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	108 898 400	56 912 715
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(73 440 000)	(8 544 000)
Total - Charges d'immobilisations redressés	35 458 400	48 368 715

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	41 777 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(41 772 000)	-
Total - Biens immobilisés redressés	5 000	-

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le ministre gère et dirige le réseau de transport de la province pour offrir à la population de l'Ontario des options sécuritaires, équitables, efficaces, durables et pratiques en matière de mobilité.

Le ministre travaille pour être un chef de file mondial en matière de mobilité afin que la population et les entreprises de l'Ontario puissent toutes accéder facilement aux lieux, aux possibilités et aux services qui les aident à prospérer. Par ses politiques, programmes et investissements stratégiques – notamment en matière d'entretien, de renouvellement et d'élargissement de l'infrastructure –, le ministre favorise la prospérité économique, renforce la résilience future et contribue à stimuler l'atteinte d'importants résultats socioéconomiques partout en Ontario.

Les principaux programmes englobent la planification et l'investissement dans l'infrastructure essentielle des transports, les progrès de la sécurité de la mobilité publique et l'offre au public et à l'industrie de services de transport de calibre mondial pour renforcer la compétitivité de l'Ontario.

Pour s'acquitter de son mandat, le ministre travaille en partenariat avec ses organismes, d'autres ministres, les collectivités autochtones, les municipalités, les administrations voisines, le gouvernement fédéral et d'autres intervenants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministre	41 161 900	40 546 200	615 700	44 392 922
2702 Transports en commun	822 675 600	1 461 374 200	(638 698 600)	1 340 519 596
2703 Sécurité en matière de transport	107 290 500	186 483 500	(79 193 000)	132 208 497
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	30 939 500	34 954 700	(4 015 200)	32 003 451
2705 Groupement du travail et des transports	66 486 000	62 401 900	4 084 100	72 668 455
2706 Politiques et planification intégrées	27 255 600	27 256 300	(700)	21 546 434
2707 Opérations	603 163 300	571 910 300	31 253 000	606 264 493
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	101 917 200	27 823 300	74 093 900	56 592 216
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 800 889 600	2 412 750 400	(611 860 800)	2 306 196 064
Crédits législatifs	343 716 792	343 715 792	1 000	296 579 272
Total du ministre - Charges de fonctionnement	2 144 606 392	2 756 466 192	(611 859 800)	2 602 775 336

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hypothèques	-	-	-	(11 185)
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	116 023 500	67 841 900	48 181 600	72 477 840
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(5 206 100)	(5 104 000)	(102 100)	(2 064 485)
Redressement de consolidation - Metrolinx	778 350 800	659 293 900	119 056 900	305 302 282
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 994 000)	(10 006 600)	1 012 600	(3 890 500)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 024 780 592	3 468 491 392	(443 710 800)	2 974 589 288
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	1 000	-	-
2705 Groupement du travail et des transports	1 000	1 000	-	-
2706 Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
2707 Opérations	1 000	1 000	-	-
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	8 000	7 000	1 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	8 000	7 000	1 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	6 700 588 400	7 553 819 900	(853 231 500)	5 959 223 276
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	49 323 000	45 596 000	3 727 000	40 005 295
2707 Opérations	50 521 000	54 521 000	(4 000 000)	39 299 989
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 800 435 400	7 653 938 900	(853 503 500)	6 038 528 560
Crédits législatifs	1 309 270 500	1 283 206 600	26 063 900	1 155 626 008
Total du ministère - Charges d'immobilisations	8 109 705 900	8 937 145 500	(827 439 600)	7 194 154 568
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	(76 629 100)	(38 783 800)	(37 845 300)	(40 640 727)
Redressement de consolidation - Metrolinx	(4 149 188 200)	(5 242 887 500)	1 093 699 300	(4 355 456 896)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 883 888 600	3 655 474 200	228 414 400	2 798 056 945
BIENS IMMOBILISÉS				
2701 Programme d'administration du ministère	20 544 200	20 544 200	-	8 858 038
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	89 802 800	46 849 000	42 953 800	23 130 375
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	2 551 633 700	2 318 469 500	233 164 200	2 069 053 714
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 661 982 700	2 385 864 700	276 118 000	2 101 042 127
Total du ministère - Biens immobilisés	2 661 982 700	2 385 864 700	276 118 000	2 101 042 127
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	6 908 669 192	7 123 965 592	(215 296 400)	5 772 646 233

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023
				Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien opérationnel	41 161 900	40 546 200	615 700
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	41 161 900	40 546 200	615 700
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	22 378	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-
	Total - Charges de fonctionnement	41 249 292	40 633 592	615 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	Soutien opérationnel	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	12 299 100	12 352 900	(53 800)	12 707 694
	Total - Crédits législatifs	12 299 100	12 352 900	(53 800)	12 707 694
	Total - Charges d'immobilisations	12 300 100	12 353 900	(53 800)	12 707 694
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	20 544 200	20 544 200	-	8 858 038
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	20 544 200	20 544 200	-	8 858 038
	Total - Biens immobilisés	20 544 200	20 544 200	-	8 858 038

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2701-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires	21 257 600	
	Avantages sociaux	2 627 900	
	Transports et communications	759 300	
	Services	26 602 400	
	Fournitures et matériel	8 794 800	
	Total partiel	60 042 000	
	Moins : Recouvrements	18 880 100	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	41 161 900	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 613 300	
	Avantages sociaux	235 000	
	Transports et communications	95 900	
	Services	93 700	
	Fournitures et matériel	37 700	
	Total partiel	2 075 600	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 074 600
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	8 294 900	
	Avantages sociaux	1 031 200	
	Transports et communications	152 800	
	Services	4 432 800	
	Fournitures et matériel	117 200	
	Total partiel	14 028 900	
	Moins : Recouvrements	2 000	14 026 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Installations et services opérationnels</i>		
	Traitements et salaires	5 210 600	
	Avantages sociaux	543 800	
	Transports et communications	367 100	
	Services	18 744 300	
	Fournitures et matériel	8 479 500	
	Total partiel	33 345 300	
	Moins : Recouvrements	18 874 100	14 471 200
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 640 800	
	Avantages sociaux	486 500	
	Transports et communications	60 200	
	Services	753 700	
	Fournitures et matériel	57 200	
	Total partiel	4 998 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	4 997 400
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	2 498 000	
	Avantages sociaux	331 400	
	Transports et communications	43 300	
	Services	157 200	
	Fournitures et matériel	39 500	
	Total partiel	3 069 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	3 068 400
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	40 000	
	Services	2 420 700	
	Fournitures et matériel	63 700	
	Total partiel	2 524 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 523 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			41 161 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	41 249 292
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2701-2	Soutien opérationnel	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2701-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	501 000
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	21 724 700
	Moins : Recouvrements	9 425 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	12 300 100
BIENS IMMOBILISÉS		
2701-3	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 544 200
	Total " voter - Biens immobilisés	20 544 200
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	20 544 200

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702

Le programme relatif aux transports en commun supervise les activités de conception, de réalisation et de prise de décision liées aux investissements de la province dans les transports en commun. Le programme est responsable de l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes de financement qui soutiennent et optimisent les transports en commun dans toute la province. Il supervise également l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun ainsi que la conception et l'application de stratégies pour la planification, le financement et l'exécution de projets de transport en commun provinciaux et municipaux dans tout l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2023-2024	2022-2023	entre
				2023-2024
				et
				2022-2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration des transports en commun	11 090 400	11 399 200	(308 800)
2	Transports en commun	811 585 200	1 449 975 000	(638 389 800)
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	822 675 600	1 461 374 200	(638 698 600)
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	343 323 400	343 323 400	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	343 324 400	343 324 400	-
	Total - Charges de fonctionnement	1 166 000 000	1 804 698 600	(638 698 600)

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Transports en commun	6 700 588 400	7 553 819 900	(853 231 500)	5 959 223 276
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	6 700 588 400	7 553 819 900	(853 231 500)	5 959 223 276
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 700 589 400	7 553 820 900	(853 231 500)	5 959 223 276
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2702-1	Administration - transports en commun		
	Traitements et salaires		8 513 400
	Avantages sociaux		554 300
	Transports et communications		73 400
	Services		1 917 800
	Fournitures et matériel		32 500
	Total partiel		11 091 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		11 090 400
2702-2	Transports en commun		
	Paielements de transfert		
	Subventions de fonctionnement de Metrolinx	755 740 100	
	Fonds réservés aux transports en commun	343 323 400	
	Commission de transport Ontario Northland	48 941 100	
	Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	3 490 000	
	Société de transport d'Owen Sound	3 363 000	
	Fonds pour les programmes relatifs aux transports	50 000	
	Programme de subventions pour les transports communautaires	1 000	1 154 908 600
	Moins : Recouvrements		343 323 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		811 585 200
	Fonds réservés aux transports en commun		
	Autres opérations		
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>		343 323 400
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Transports en commun		1 166 000 000

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2702-4	Transports en commun		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Transports en commun		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2702-3	Transports en commun		
	Paiements de transfert		
	Metrolinx	5 631 400 700	
	Transports en commun des municipalités	933 138 600	
	Commission de transport Ontario Northland	107 838 600	
	Société de transport de Owen Sound	15 618 000	
	Électrification des transports	12 591 500	6 700 587 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		6 700 588 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Transports en commun		6 700 589 400
BIENS IMMOBILISÉS			
2702-7	Transports en commun		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Transports en commun		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore et gère l'exécution de l'ensemble des programmes, des politiques opérationnelles, de la législation et de la réglementation liés à la sécurité en matière de transport, surveille la conformité et mène des activités d'application de la loi du ressort de la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche, la sécurité et la conformité des véhicules automobiles et des transporteurs commerciaux, des programmes pilotes, l'amélioration de la conduite ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou vous à la sécurité, milieu médical, chercheurs universitaires, industrie des assurances, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité en matière de transport	107 290 500	186 483 500	(79 193 000)	132 208 497
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	107 290 500	186 483 500	(79 193 000)	132 208 497
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	300 000	300 000	-	35 353 926
	Total - Crédits législatifs	300 000	300 000	-	35 353 926
	Total - Charges de fonctionnement	107 590 500	186 783 500	(79 193 000)	167 562 423
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	27 126 500	27 126 500	-	33 234 343
	Total - Crédits législatifs	27 126 500	27 126 500	-	33 234 343
	Total - Charges d'immobilisations	27 127 500	27 127 500	-	33 234 343
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sécurité en matière de transport	89 802 800	46 849 000	42 953 800	23 130 375
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	89 802 800	46 849 000	42 953 800	23 130 375
	Total - Biens immobilisés	89 802 800	46 849 000	42 953 800	23 130 375

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2703-1	Sécurité en matière de transport		
	Traitements et salaires		62 419 900
	Avantages sociaux		10 430 800
	Transports et communications		2 557 100
	Services		29 463 000
	Fournitures et matériel		2 495 700
	Paielements de transfert		
	Subventions pour la sécurité publique	200 000	
	Subventions de recherche	150 000	
	Initiatives de sécurité en matière de transport	1 000	351 000
	Total partiel		107 717 500
	Moins : Recouvrements		427 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		107 290 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		107 590 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2703-2	Sécurité en matière de transport		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2703-4	Sécurité en matière de transport	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	27 126 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Sécurité en matière de transport	27 127 500
BIENS IMMOBILISÉS		
2703-3	Sécurité en matière de transport	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	23 600 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	3 540 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	62 662 800
	Total " voter - Biens immobilisés	89 802 800
	Total (Biens immobilisés) - Sécurité en matière de transport	89 802 800

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport est responsable de surveiller l'état de l'infrastructure de transport dont la province est le propriétaire ou l'exploitant et d'améliorer les immobilisations par des activités d'établissement de normes, de gestion des actifs, de conception et de génie ainsi que d'exécution des projets d'immobilisations. L'infrastructure de base gérée par ce programme est le réseau routier provincial, qui permet le transport sécuritaire des personnes et des biens et qui favorise la durabilité économique, environnementale et sociale en Ontario.

Les activités du programme comprennent la planification des investissements, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, la planification des projets de construction, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la gestion des contrats, les évaluations environnementales et la production de la carte routière de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure des transports à fonctionnement	30 939 500	34 954 700	(4 015 200)	32 003 451
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	30 939 500	34 954 700	(4 015 200)	32 003 451
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	460 700
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	460 700
	Total - Charges de fonctionnement	30 940 500	34 955 700	(4 015 200)	32 464 151
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Infrastructure des transports à gestion	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Génie des transports et construction	49 321 000	45 594 000	3 727 000	38 805 295
4	Travaux routiers en cours	1 000	1 000	-	-
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	1 200 000
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	49 323 000	45 596 000	3 727 000	40 005 295
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 269 042 500	1 242 924 800	26 117 700	1 108 882 581
	Total - Crédits législatifs	1 269 042 500	1 242 924 800	26 117 700	1 108 882 581
	Total - Charges d'immobilisations	1 318 365 500	1 288 520 800	29 844 700	1 148 887 876
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure des transports à gestion	2 551 633 700	2 318 469 500	233 164 200	2 069 053 714
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 551 633 700	2 318 469 500	233 164 200	2 069 053 714
	Total - Biens immobilisés	2 551 633 700	2 318 469 500	233 164 200	2 069 053 714

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2704-1	Infrastructure des transports - fonctionnement	
	Traitements et salaires	7 813 900
	Avantages sociaux	2 061 700
	Transports et communications	572 300
	Services	14 416 200
	Fournitures et matériel	420 700
	Paievements de transfert	
	Paievements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700
	Autres opérations	29 682 800
	Total partiel	60 623 300
	Moins : Recouvrements	29 683 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	30 939 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	30 940 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2704-5	Infrastructure des transports - gestion	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	1 000

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2704-2	Génie des transports et construction		
	Paielements de transfert		
	Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	36 493 000	
	Projets municipaux liés à l'autoroute 407	12 470 500	
	Améliorations municipales et environnementales	1 000	
	Routes et cession immobilière	1 000	48 965 500
	Autres opérations		356 500
	Total partiel		49 322 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		49 321 000
2704-4	Travaux routiers en cours		
	Traitements et salaires		108 000 400
	Avantages sociaux		17 212 400
	Transports et communications		2 100 000
	Services		7 982 200
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Total partiel		136 295 000
	Moins : Recouvrements		136 294 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
2704-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Génie et construction, Loi sur l'administration financière		1 269 042 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion de l'infrastructure de transport		1 318 365 500

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
2704-3	Infrastructure des transports - gestion	
	Terrains	497 581 800
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	1 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	1 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 622 850 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 520 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	11 597 400
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 000 000
	Total partiel	3 144 551 200
	Moins : Recouvrements	592 917 500
	Total à voter - Biens immobilisés	2 551 633 700
	Total (Biens immobilisés) - Gestion de l'infrastructure de transport	2 551 633 700

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705

Le Groupement du travail et des transports offre au ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences et au ministre des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI).

Le Groupement aide les ministres à offrir des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables en soutenant la gestion efficace des ressources en ITI, en optimisant les investissements en ITI et en permettant de nouvelles possibilités opérationnelles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services d'information et de technologie de l'information	66 388 500	62 304 400	4 084 100	72 590 076
3	Recouvrements d'autres ministères	97 500	97 500	-	78 379
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	66 486 000	62 401 900	4 084 100	72 668 455
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	42
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	42
	Total - Charges de fonctionnement	66 487 000	62 402 900	4 084 100	72 668 497
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Information et technologie de l'information	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2705-1	Services d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	35 896 600
	Avantages sociaux	4 795 600
	Transports et communications	617 700
	Services	63 184 800
	Fournitures et matériel	561 700
	Total partiel	105 056 400
	Moins : Recouvrements	38 667 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	66 388 500
2705-3	Recouvrements d'autres ministères	
	Traitements et salaires	1 260 300
	Avantages sociaux	161 900
	Transports et communications	50 000
	Services	9 145 600
	Fournitures et matériel	7 900
	Total partiel	10 625 700
	Moins : Recouvrements	10 528 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	97 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	66 487 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2705-2	Information et technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	1 000

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport pour garantir que les besoins de la population ontarienne en la matière soient intégrés et satisfaits, et ce, en soutenant un réseau de transport multimodal efficient.

Le programme élabore des outils et des politiques afin d'optimiser les investissements en infrastructure pour favoriser le développement économique et communautaire tout en soutenant un réseau de transport sécuritaire, propre, moderne, fiable et accessible.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification intégrées	27 255 600	27 256 300	(700)	21 546 434
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	27 255 600	27 256 300	(700)	21 546 434
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	27 256 600	27 257 300	(700)	21 546 434
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2706-1	Politiques et planification intégrées	
	Traitements et salaires	17 182 500
	Avantages sociaux	1 502 900
	Transports et communications	824 200
	Services	6 918 100
	Fournitures et matériel	228 900
	Paiements de transfert	
	Subventions pour la participation et la sensibilisation	600 000
	Total partiel	27 256 600
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	27 255 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	27 256 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2706-2	Politiques et planification intégrées	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	1 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707

Le programme des opérations est responsable des politiques opérationnelles, des services aux usagers des transports, de l'exploitation du réseau de transport régional, de la gestion des urgences en matière de transport et des activités d'entretien afin de soutenir un accès sécuritaire et continu aux actifs appartenant à la province ou exploités par celle-ci.

Le programme est responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits disséminés dans la province, du financement des routes et chemins des Premières Nations et du Programme des routes de raccordement aux routes principales, de l'apport d'améliorations routières locales dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (Onroute), du péage sur les autoroutes provinciales ainsi que de l'intégration régionale pour tous les services de transport, y compris les liaisons avec les collectivités autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Opérations et entretien	603 163 300	571 910 300	31 253 000	606 264 493
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	603 163 300	571 910 300	31 253 000	606 264 493
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	603 164 300	571 911 300	31 253 000	606 264 493
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Opérations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services aux usagers du système de transport	50 521 000	54 521 000	(4 000 000)	39 299 989
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	50 521 000	54 521 000	(4 000 000)	39 299 989
	Total - Charges d'immobilisations	50 521 000	54 521 000	(4 000 000)	39 299 989

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2707-1	Opérations et entretien	
	Traitements et salaires	64 258 700
	Avantages sociaux	13 638 800
	Transports et communications	4 225 100
	Services	546 969 200
	Fournitures et matériel	13 849 500
	Paielements de transfert	
	Traversiers municipaux	3 820 000
	Transport actif	1 000
	Total partiel	646 762 300
	Moins : Recouvrements	43 599 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	603 163 300

Sous-postes :

Opérations et entretien

Traitements et salaires	57 593 900	
Avantages sociaux	12 694 400	
Transports et communications	3 138 700	
Services	541 566 700	
Fournitures et matériel	11 195 600	
Paielements de transfert		
Traversiers municipaux	3 820 000	
Transport actif	1 000	3 821 000
Total partiel		630 010 300
Moins : Recouvrements		43 499 000
		586 511 300

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
	Traitements et salaires	6 664 800	
	Avantages sociaux	944 400	
	Transports et communications	1 086 400	
	Services	5 402 500	
	Fournitures et matériel	2 653 900	
	Total partiel	16 752 000	
	Moins : Recouvrements	100 000	16 652 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		603 163 300
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Opérations		603 164 300
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2707-3	Opérations		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Opérations		1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2707-2	Services aux usagers du système de transport		
	Transports et communications		300 000
	Services		3 720 000
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Paielements de transfert		
	Routes de raccordement	30 000 000	
	Fonds de transition	10 001 000	
	Premières Nations	5 500 000	45 501 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		50 521 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	<i>Sous-postes :</i>			
	<i>Paie­ments de transfert - opé­rations</i>			
	Paie­ments de transfert			
	Routes de raccordement	30 000 000		
	Fonds de transition	10 001 000		
	Premi­ères Nations	5 500 000	45 501 000	45 501 000
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			
	Transports et communications		300 000	
	Services		3 720 000	
	Fournitures et matériel		1 000 000	5 020 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations			50 521 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Opérations			50 521 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708

Le programme de surveillance et de gouvernance des organismes est centré sur la surveillance des tiers et des organismes et sert de centre d'excellence pour la surveillance et la reddition des comptes. Son travail consiste notamment à s'acquitter du mandat du ministre visant à renforcer la surveillance de ses organismes à Metrolinx, la Owen Sound Transportation Company et la Commission de transport Ontario Northland et la reddition des comptes connexes. Le programme agit également comme centre d'excellence pour l'adoption et l'application de pratiques exemplaires liées à la gestion des services fournis par des tiers ainsi qu'à la reddition des comptes et à la conformité s'y rattachant, tout en veillant à la qualité du service et à la gestion efficace des deniers publics.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Surveillance et gouvernance des organismes	101 917 200	27 823 300	74 093 900	56 592 216
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	101 917 200	27 823 300	74 093 900	56 592 216
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	101 918 200	27 823 300	74 094 900	56 592 216
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	801 400	801 400	-	801 390
	Total - Crédits législatifs	801 400	801 400	-	801 390
	Total - Charges d'immobilisations	802 400	801 400	1 000	801 390
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2708-1	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Traitements et salaires	8 090 200
	Avantages sociaux	845 400
	Transports et communications	64 600
	Services	102 611 300
	Fournitures et matériel	19 600
	Total partiel	111 631 100
	Moins : Recouvrements	9 713 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	101 917 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	101 918 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2708-2	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2708-4	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	801 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Surveillance et gouvernance des organismes	802 400
BIENS IMMOBILISÉS		
2708-3	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 362 652 292	2 344 339 852
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	(503 300)	(1 074 575)
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(1 085 092)
Modification comptable		
Modification comptable	394 317 200	260 595 151
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 756 466 192	2 602 775 336

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	9 006 664 000	7 210 251 841
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	11 752 900	12 461 801
Modification comptable		
Modification comptable	(81 271 400)	(28 559 074)
Total - Charges d'immobilisations redressées	8 937 145 500	7 194 154 568

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) offre à toute la fonction publique de l'Ontario des services de leadership et de conseil soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion du risque et financière prudente, la transparence, la reddition des comptes ainsi que les efforts de modernisation et de renouvellement organisationnel. Il renforce le mode de gestion du gouvernement et aide à garantir l'optimisation des dépenses gouvernementales et des résultats pour les Ontariens et Ontariennes. Le SCT sert également d'employeur à l'échelle du gouvernement dans les négociations collectives avec les syndicats; il assure le contrôle des relations de travail entre le gouvernement et la fonction publique de l'Ontario (FPO) et le secteur parapublic; il offre des services de la paie et des avantages sociaux ainsi que des services de classification des emplois à l'échelle gouvernementale; il fournit des services relatifs aux ressources humaines à tous les ministères; il offre des services de recrutement de cadres de direction à l'échelon organisationnel, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel, de gestion du talent ainsi que de recrutement et de maintien en poste de jeunes et de nouveaux professionnels; il assure le contrôle des politiques générales et de la gouvernance des organismes; il assume le leadership relatif à l'éthique des fonctionnaires, la participation, l'antiracisme, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO; il offre des services de conseil en gestion en vue de la transformation organisationnelle; il assure la fonction liée aux politiques de ressources humaines; il exécute la fonction de vérification interne; il supervise la gestion du risque à l'échelle gouvernementale; il soutient l'élargissement et la modernisation des services numériques et de la prestation des services. Par l'entremise du programme de chaîne d'approvisionnement, le SCT assure le leadership organisationnel pour la modernisation de l'approvisionnement dans le secteur public et la surveillance de l'organisme ApprovisOntario. Le SCT dirige également la coordination de la gestion des situations d'urgence à l'échelle gouvernementale, ce qui inclut les activités de prévention, de préparation, d'atténuation, d'intervention et de rétablissement, pour veiller à ce que l'Ontario soit sûr, entraîné et préparé.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3401 Programme d'administration du ministère	25 779 500	24 853 700	925 800	22 662 002
3402 Relations de travail et rémunération	82 006 600	79 287 000	2 719 600	52 247 143
3403 Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 367 000 000	1 368 000 000	(1 000 000)	1 595 513 065
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	3 936 109 100	4 378 830 100	(442 721 000)	26 552 481
3405 Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 902 800	93 236 000	(16 333 200)	81 216 636
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	36 931 800	38 446 300	(1 514 500)	37 876 299
3411 Programme Achat groupé de services médiatiques	51 949 200	51 949 200	-	-
3412 Bureau du contrôleleur général	53 479 200	55 327 400	(1 848 200)	48 034 782
- Modernisation pour l'avenir	-	1 979 900	(1 979 900)	2 043 353
3415 Gestion des situations d'urgence Ontario	64 117 600	22 296 300	41 821 300	19 945 868
3416 Chaîne d'approvisionnement	58 887 500	43 136 700	15 750 800	24 030 582
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 753 163 300	6 157 342 600	(404 179 300)	1 910 122 211
Crédits législatifs	272 786 187	431 186 187	(158 400 000)	1 082 977 306
Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 025 949 487	6 588 528 787	(562 579 300)	2 993 099 517

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Avantages sociaux et prestations de retraite	(45 000 000)	(45 000 000)	-	(45 463 391)
Autres redressements - Redressement actuariel sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des prestations de retraite	(334 004 000)	(164 005 000)	(169 999 000)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	5 646 945 487	6 379 523 787	(732 578 300)	2 947 636 126
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 233 164 795
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 233 164 795
CHARGES D'AMMOBILISATIONS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	1 000	-	1 000	-
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	109 051 000	224 201 000	(115 150 000)	-
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
3415 Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'AMMOBILISATIONS	109 055 000	224 203 000	(115 148 000)	-
Crédits législatifs	2 076 000	2 076 000	-	2 065 326
Total du ministère - Charges d'immobilisations	111 131 000	226 279 000	(115 148 000)	2 065 326
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	111 131 000	226 279 000	(115 148 000)	2 065 326

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
BIENS IMMOBILISÉS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	3 161 700	2 100 000	1 061 700	931 257
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	19 936 300	13 872 500	6 063 800	1 352 382
3409 Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	23 100 000	15 974 500	7 125 500	2 283 639
Total du ministère - Biens immobilisés	23 100 000	15 974 500	7 125 500	2 283 639
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	5 758 076 487	6 605 802 787	(847 726 300)	2 949 701 452

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401

Le programme d'administration du ministre assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministre d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de gestion des situations d'urgence, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministre dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	25 779 500	24 853 700	925 800	22 662 002
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	25 779 500	24 853 700	925 800	22 662 002
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	21 192
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	70 493
	Total - Charges de fonctionnement	25 860 687	24 934 887	925 800	22 732 495
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		19 422 100
	Avantages sociaux		1 791 700
	Transports et communications		456 300
	Services		6 525 000
	Fournitures et matériel		584 400
	Total partiel		28 779 500
	Moins : Recouvrements		3 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		25 779 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 207 400	
	Avantages sociaux	429 500	
	Transports et communications	109 700	
	Services	245 400	
	Fournitures et matériel	54 000	4 046 000
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	8 729 900	
	Avantages sociaux	556 400	
	Transports et communications	197 500	
	Services	9 500	
	Fournitures et matériel	217 900	9 711 200
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	76 300	
	Avantages sociaux	5 000	
	Transports et communications	54 600	
	Services	4 156 900	
	Fournitures et matériel	149 500	4 442 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 894 500	
	Avantages sociaux	398 200	
	Transports et communications	66 700	
	Services	2 049 200	
	Fournitures et matériel	136 700	
	Total partiel	6 545 300	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	3 545 300
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	3 514 000	
	Avantages sociaux	402 600	
	Transports et communications	27 800	
	Services	64 000	
	Fournitures et matériel	26 300	4 034 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		25 779 500
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		25 860 687

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3401-2	Administration du ministère	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3401-3	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement " à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO et sert de centre d'expertise pour la gestion organisationnelle et la classification des emplois. Le programme assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Il analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme soutient également la prestation de services de paie " la quinzaine et de services " la clientèle liés " la paie et aux avantages sociaux pour le personnel de toute la FPO et de certains organismes, conformément aux exigences législatives et aux conventions collectives. De plus, le programme sert de centre d'expertise " l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux liés aux assurances).

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Relations de travail et rémunération	82 006 600	79 287 000	2 719 600	52 247 143
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	82 006 600	79 287 000	2 719 600	52 247 143
	Total - Charges de fonctionnement	82 006 600	79 287 000	2 719 600	52 247 143
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Relations de travail et rémunération	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 073 000	2 073 000	-	2 065 326
	Total - Crédits législatifs	2 073 000	2 073 000	-	2 065 326
	Total - Charges d'immobilisations	2 074 000	2 073 000	1 000	2 065 326
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Relations de travail et rémunération	3 161 700	2 100 000	1 061 700	931 257
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 161 700	2 100 000	1 061 700	931 257
	Total - Biens immobilisés	3 161 700	2 100 000	1 061 700	931 257

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3402-1	Relations de travail et rémunération	
	Traitements et salaires	70 035 400
	Avantages sociaux	5 200 700
	Transports et communications	805 800
	Services	8 452 800
	Fournitures et matériel	364 700
	Total partiel	84 859 400
	Moins : Recouvrements	2 852 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	82 006 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Relations de travail et rémunération	82 006 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3402-2	Relations de travail et rémunération	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 142 300
	Moins : Recouvrements	2 069 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Relations de travail et rémunération	2 074 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3402-4	Relations de travail et rémunération	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	550 200
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	71 500
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 540 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 161 700
	Total (Biens immobilisés) - Relations de travail et rémunération	3 161 700

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges "payer du gouvernement" titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 367 000 000	1 368 000 000	(1 000 000)	1 595 513 065
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 367 000 000	1 368 000 000	(1 000 000)	1 595 513 065
L	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière	272 705 000	431 105 000	(158 400 000)	1 082 906 813
Total - Crédits législatifs		272 705 000	431 105 000	(158 400 000)	1 082 906 813
Total - Charges de fonctionnement		1 639 705 000	1 799 105 000	(159 400 000)	2 678 419 878

**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR
- CRÉDIT 3403, suite)**

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)**

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3403-1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		
	Avantages sociaux		
	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 999 000	
	Régime de pensions du Canada	186 731 700	
	Régime de soins dentaires	68 711 600	
	Impôt-santé des employeurs	123 827 500	
	Assurance-emploi	86 538 900	
	Assurance-vie collective	10 384 700	
	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000	
	Indemnités légales de cessation d'emploi	75 000 000	
	Protection du revenu à long terme	126 923 700	
	Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	53 090 100	
	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	250 000 000	
	Autres avantages sociaux	14 000 000	
	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	10 000 000	
	Convention de retraite des juges provinciaux	40 001 000	
	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	15 000 000	
	Régime de retraite des fonctionnaires	673 000 000	
	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	27 000 000	
	Prestations aux employés retraités	260 000 000	
	Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	175 596 100	2 198 804 300
	Moins : Recouvrements		831 804 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 367 000 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière		
	Avantages sociaux	
L	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 000
L	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	6 000 000
L	Assurance-vie collective	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000
L	Indemnités égales de cessation d'emploi	1 000
L	Protection du revenu à long terme	1 000 000
L	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	27 000 000
L	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	7 000 000
L	Convention de retraite des juges provinciaux	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	34 700 000
L	Régime de retraite des fonctionnaires	1 000
L	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	36 000 000
L	Prestations aux employés retraités	72 000 000
L	Absences et congés rémunérés	10 000 000
L	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	78 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		1 639 705 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui aident une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conseil du Trésor à Soutien et planification financière	42 409 100	53 030 100	(10 621 000)	26 552 481
2	Fonds de provision	3 893 700 000	4 325 800 000	(432 100 000)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 936 109 100	4 378 830 100	(442 721 000)	26 552 481
Total - Charges de fonctionnement		3 936 109 100	4 378 830 100	(442 721 000)	26 552 481
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Fonds de provision pour les immobilisations	106 300 000	224 200 000	(117 900 000)	-
7	Soutien au Conseil du Trésor à charges d'immobilisations	2 751 000	1 000	2 750 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		109 051 000	224 201 000	(115 150 000)	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		109 052 000	224 202 000	(115 150 000)	-
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien au Conseil du Trésor à biens immobilisés	19 936 300	13 872 500	6 063 800	1 352 382
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		19 936 300	13 872 500	6 063 800	1 352 382
Total - Biens immobilisés		19 936 300	13 872 500	6 063 800	1 352 382

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3404-1	Conseil du Trésor - Soutien et planification financière		
	Traitements et salaires		23 323 900
	Avantages sociaux		3 123 000
	Transports et communications		718 600
	Services		
	Autres services		15 214 500
	Fournitures et matériel		479 100
	Total partiel		42 859 100
	Moins : Recouvrements		450 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		42 409 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Gestion des dépenses</i>			
	Traitements et salaires	15 840 100	
	Avantages sociaux	2 115 400	
	Transports et communications	477 600	
	Services		
	Autres services	2 604 400	
	Fournitures et matériel	318 500	21 356 000
<i>Planification et performance</i>			
	Traitements et salaires	7 483 800	
	Avantages sociaux	1 007 600	
	Transports et communications	241 000	
	Services		
	Autres services	12 610 100	
	Fournitures et matériel	160 600	
	Total partiel	21 503 100	
	Moins : Recouvrements	450 000	21 053 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		42 409 100

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3404-2	Fonds de prévoyance	
	Autres opérations	3 893 700 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	3 893 700 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	3 936 109 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3404-4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	
	Autres opérations	106 300 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	106 300 000
3404-7	Soutien au Conseil du Trésor - charges d'immobilisations	
	Services	1 000
	Autres opérations	2 750 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 751 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	109 052 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3404-6	Soutien au Conseil du Trésor - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	19 936 300
	Total " voter - Biens immobilisés	19 936 300
	Total (Biens immobilisés) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	19 936 300

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405

Le Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement " l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme assure également le leadership de la prestation de services intégrés, uniformes et axés sur la clientèle en matière de ressources humaines " l'ensemble des ministères. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer un effectif de la fonction publique de l'Ontario divers, qualifié et engagé. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives " l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des conseils stratégiques et des services de secrétariat " la Commission de la fonction publique et permet " la FPO de se conformer avec la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 901 800	93 235 000	(16 333 200)	81 216 636
5	Services centralisés de la FPO à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		76 902 800	93 236 000	(16 333 200)	81 216 636
Total - Charges de fonctionnement		76 902 800	93 236 000	(16 333 200)	81 216 636

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3405-1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	
	Traitements et salaires	56 119 000
	Avantages sociaux	7 104 200
	Transports et communications	1 118 900
	Services	9 265 300
	Fournitures et matériel	224 800
	Paielements de transfert	
	Club du quart de siècle	162 000
	Autres opérations	10 714 100
	Total partiel	84 708 300
	Moins : Recouvrements	7 806 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	76 901 800
3405-5	Services centralisés de la FPO - Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	
	Services	64 001 000
	Moins : Recouvrements	64 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	76 902 800

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit des solutions numériques axées sur les utilisateurs afin de mettre à disposition de ses ministères partenaires, et en collaboration avec eux, la technologie leur permettant d'offrir leurs services centraux sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à un gouvernement moderne assisté par la technologie qui veille à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement des organismes centraux	36 931 800	38 446 300	(1 514 500)	37 876 299
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 931 800	38 446 300	(1 514 500)	37 876 299
	Total - Charges de fonctionnement	36 931 800	38 446 300	(1 514 500)	37 876 299
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3409-1	Groupement des organismes centraux	
	Traitements et salaires	57 027 400
	Avantages sociaux	6 929 300
	Transports et communications	2 846 700
	Services	101 020 500
	Fournitures et matériel	2 460 900
	Total partiel	170 284 800
	Moins : Recouvrements	133 353 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	36 931 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Groupement des organismes centraux	36 931 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3409-3	Groupement des organismes centraux	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme du Groupement des organismes centraux	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3409-4	Groupement des organismes centraux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme du Groupement des organismes centraux	1 000

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Le programme Achat groupe de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Achat groupe de services	51 949 200	51 949 200	-	-
TOTAL Â VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		51 949 200	51 949 200	-	-
Total - Charges de fonctionnement		51 949 200	51 949 200	-	-

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3411-1	Achat groupé de services	
	Services	51 949 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	51 949 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme Achat groupé de services médiatiques	51 949 200

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, " l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative " l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification. De plus, le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic " atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question " l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux. De plus, le programme soutient le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation " la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque " l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque organisationnel et de vérification interne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du contrôleur général	53 479 200	55 327 400	(1 848 200)	48 034 782
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	53 479 200	55 327 400	(1 848 200)	48 034 782
	Total - Charges de fonctionnement	53 479 200	55 327 400	(1 848 200)	48 034 782
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	1 233 164 795
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 233 164 795
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 233 164 795

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3412-1	Bureau du contrôleur général		
	Traitements et salaires		39 809 100
	Avantages sociaux		4 981 600
	Transports et communications		902 900
	Services		11 030 400
	Fournitures et matériel		531 500
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
	Total partiel		58 255 500
	Moins : Recouvrements		4 776 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		53 479 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du directeur général de la gestion des risques</i>			
	Traitements et salaires	4 987 200	
	Avantages sociaux	595 700	
	Transports et communications	216 800	
	Services	296 800	
	Fournitures et matériel	144 400	
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	7 240 900
<i>Division du contrôleur provincial</i>			
	Traitements et salaires	8 830 700	
	Avantages sociaux	1 497 400	
	Transports et communications	359 300	
	Services	8 130 200	
	Fournitures et matériel	281 400	19 099 000

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Division de la vérification interne de l'Ontario</i>		
	Traitements et salaires	25 991 200
	Avantages sociaux	2 888 500
	Transports et communications	326 800
	Services	2 603 400
	Fournitures et matériel	105 700
	Total partiel	31 915 600
	Moins : Recouvrements	4 776 300
		27 139 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	53 479 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général	53 479 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables	
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général	1 000

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 3415

Le programme de Gestion des situations d'urgence Ontario est le guichet unique de tous les Ontariens et Ontariennes pour faire en sorte que la gestion des situations d'urgence soit coordonnée rapidement et efficacement dans toute la province. En partenariat avec les ministères de l'Ontario, le gouvernement du Canada, les autorités législatives voisines, les municipalités, des organisations non gouvernementales et des partenaires des Premières Nations, le programme planifie de manière proactive les situations d'urgence. Se basant sur des données, des analyses et des connaissances acquises, le programme détermine les risques potentiels pour éclairer la planification à court et à long terme en vue des situations d'urgence futures, en intégrant les contributions des aînés autochtones et des gardiens du savoir traditionnel. Par le renforcement de la formation, des exercices d'entraînement et de l'éducation du public en gestion des situations d'urgence, le programme veille à ce que la population soit mieux préparée aux situations d'urgence, en axant la planification, la préparation et l'atténuation sur les personnes les plus vulnérables.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Différence entre 2023-2024 et 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion des situations d'urgence Ontario	64 117 600	22 296 300	41 821 300	19 945 868
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	64 117 600	22 296 300	41 821 300	19 945 868
	Total - Charges de fonctionnement	64 117 600	22 296 300	41 821 300	19 945 868
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 3415, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3415-1	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Traitements et salaires		17 988 400
	Avantages sociaux		2 776 300
	Transports et communications		914 800
	Services		22 011 100
	Fournitures et matériel		926 000
	Paievements de transfert		
	Nucléaire	500 000	
	Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités	10 000 000	
	Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	9 000 000	
	Subventions pour les opérations d'urgence	1 000	19 501 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		64 117 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des situations d'urgence Ontario		64 117 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3415-2	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Services		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des situations d'urgence Ontario		1 000

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 3416

Le programme de chaîne d'approvisionnement assure le leadership des stratégies et des politiques organisationnelles afin de moderniser et de centraliser l'approvisionnement du secteur public. Le programme prend aussi en charge la surveillance et la gouvernance de l'organisme Approvisionnement Ontario dans son rôle d'exécution et de soutien de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, conformément à la *Loi de 2019 sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement* et aux priorités gouvernementales.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2023-2024	2022-2023	entre 2023-2024 et 2022-2023	réels 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement	58 887 500	43 136 700	15 750 800	24 030 582
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		58 887 500	43 136 700	15 750 800	24 030 582
Total - Charges de fonctionnement		58 887 500	43 136 700	15 750 800	24 030 582

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 3416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3416-1	Bureau de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement	
	Traitements et salaires	7 192 600
	Avantages sociaux	1 025 400
	Transports et communications	94 400
	Services	248 900
	Fournitures et matériel	75 400
	Paiements de transfert	
	Approvisionnement	50 250 800
Total à voter - Charges de fonctionnement		58 887 500
Total (Charges de fonctionnement) - Chaîne d'approvisionnement		58 887 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	6 460 138 487	2 917 273 380
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	129 960 400	107 099 851
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 570 100)	(31 273 714)
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 588 528 787	2 993 099 517

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	224 206 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 073 000	2 065 326
Total - Charges d'immobilisations redressées	226 279 000	2 065 326

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2022-2023 \$	Chiffres réels 2021-2022 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	13 874 500	1 352 382
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 100 000	931 257
Total - Biens immobilisés redressés	15 974 500	2 283 639

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	617 109 300	-	1 097 187	618 206 487	197 936 300	816 142 787
Procureur général	1 869 034 000	-	5 369 014	1 874 403 014	28 545 600	1 902 948 614
Bureau du Conseil des ministres	55 456 800	-	128 028	55 584 828	-	55 584 828
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 258 694 200	-	75 709 265	19 334 403 465	(97 317 100)	19 237 086 365
Affaires civiques et Multiculturalisme	64 032 200	-	81 187	64 113 387	-	64 113 387
Collèges et Universités	6 853 613 100	-	56 506 014	6 910 119 114	4 565 818 500	11 475 937 614
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 307 951 100	-	1 182 187	1 309 133 287	671 400	1 309 804 687
Éducation	32 347 872 900	-	1 711 083 187	34 058 956 087	367 410 200	34 426 366 287
Énergie	6 556 976 900	-	82 187	6 557 059 087	213 637 000	6 770 696 087
Environnement, Protection de la nature et Parcs	358 804 100	-	70 314	358 874 414	363 339 100	722 213 514
Finances	1 601 231 900	-	13 814 799 087	15 416 030 987	563 270 400	15 979 301 387
Affaires francophones	7 730 600	-	16 173	7 746 773	-	7 746 773
Santé	65 946 443 500	-	397 172 365	66 343 615 865	9 237 929 000	75 581 544 865
Affaires autochtones	126 131 600	-	1 019 014	127 150 614	-	127 150 614
Infrastructure	443 597 800	-	225 187	443 822 987	672 998 900	1 116 821 887
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 883 934 300	-	6 565 014	1 890 499 314	(337 471 700)	1 553 027 614
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	-	-	2 831 400	-	2 831 400
Soins de longue durée	8 299 357 500	-	314 014	8 299 671 514	(5 150 054 700)	3 149 616 814
Mines	161 419 500	-	466 014	161 885 514	(3 287 000)	158 598 514
Affaires municipales et Logement	1 180 725 300	-	1 459 992	1 182 185 292	(1 416 900)	1 180 768 392
Richesses naturelles et Forêts	615 397 800	-	5 167 014	620 564 814	136 546 200	757 111 014
Développement du Nord	212 644 000	-	166 014	212 810 014	14 068 400	226 878 414
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises	790 476 000	-	322 865 287	1 113 341 287	(9 799 300)	1 103 541 987
Services aux aînés et Accessibilité	184 872 000	-	66 014	184 938 014	-	184 938 014
Solliciteur général	3 585 468 600	-	4 862 187	3 590 330 787	(212 409 100)	3 377 921 687
Tourisme, Culture et Sport	1 406 051 500	-	83 187	1 406 134 687	252 480 600	1 658 615 287
Transports	1 800 889 600	-	343 716 792	2 144 606 392	880 174 200	3 024 780 592
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 753 163 300	-	272 786 187	6 025 949 487	(379 004 000)	5 646 945 487
TOTAL	163 294 237 600	-	17 023 163 973	180 317 401 573	11 304 066 000	191 621 467 573

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2024

ACTIF				Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	
\$	\$	\$	\$	
5 000 000	-	-	5 000 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
10 000	-	-	10 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
89 507 000	-	-	89 507 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
331 000 000	-	-	331 000 000	Collèges et Universités
109 722 000	-	-	109 722 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 000	-	-	2 000	Éducation
144 600 000	-	-	144 600 000	Énergie
2 000 000	-	-	2 000 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 500 000	-	32 700 000	34 200 000	Finances
-	-	-	-	Affaires francophones
269 089 000	-	-	269 089 000	Santé
-	-	-	-	Affaires autochtones
171 230 800	-	-	171 230 800	Infrastructure
-	-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	Soins de longue durée
2 000	-	-	2 000	Mines
3 600 000	-	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
4 014 300	-	-	4 014 300	Richesses naturelles et Forêts
3 000	-	-	3 000	Développement du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
206 227 000	-	-	206 227 000	Services au public et aux entreprises
-	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
8 000 000	-	-	8 000 000	Solliciteur général
-	-	-	-	Tourisme, Culture et Sport
8 000	-	-	8 000	Transports
-	-	1 000	1 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 365 945 100	-	32 701 000	1 398 646 100	

Tableau 2 : Fonctionnement : État

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	618 206 487	639 637 387	557 303 066
Procureur général	1 874 403 014	1 862 837 614	1 942 913 035
Bureau du Conseil des ministres	55 584 828	49 959 514	47 302 280
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 334 403 465	18 396 348 565	17 222 128 391
Affaires civiques et Multiculturalisme	64 113 387	62 530 014	35 601 776
Collèges et Universités	6 910 119 114	6 758 728 414	6 338 694 138
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 309 133 287	937 410 765	983 165 636
Éducation	34 058 956 087	32 579 931 014	30 420 565 678
Énergie	6 557 059 087	6 315 577 114	6 617 743 898
Environnement, Protection de la nature et Parcs	358 874 414	345 515 214	336 671 046
Finances	15 416 030 987	14 591 635 265	13 878 378 343
Affaires francophones	7 746 773	7 944 473	8 801 661
Santé	66 343 615 865	66 595 220 192	64 741 979 092
Affaires autochtones	127 150 614	112 339 214	235 269 241
Infrastructure	443 822 987	381 336 614	405 326 789
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	1 890 499 314	2 113 790 114	2 375 823 368
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	1 903 500	1 807 192
Soins de longue durée	8 299 671 514	7 140 798 414	6 848 220 001
Mines	161 885 514	131 283 000	135 527 450
Affaires municipales et Logement	1 182 185 292	1 082 676 187	1 140 699 751
Richesses naturelles et Forêts	620 564 814	504 655 914	684 883 262
Développement du Nord	212 810 014	217 329 700	204 124 754
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 378 122
Services au public et aux entreprises	1 113 341 287	832 132 914	742 536 557
Services aux aînés et Accessibilité	184 938 014	234 955 014	126 544 737
Solliciteur général	3 590 330 787	3 566 842 814	3 275 686 791
Tourisme, Culture et Sport	1 406 134 687	1 527 197 787	1 686 529 601
Transports	2 144 606 392	2 756 466 192	2 602 775 336
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 025 949 487	6 588 528 787	2 993 099 517
TOTAL	180 317 401 573	176 337 944 371	166 592 480 509

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022	
\$	\$	\$	
5 000 000	5 000 000	1 149 700	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
10 000	10 000	1 890 271	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
89 507 000	78 837 500	86 360 319	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
331 000 000	352 500 000	243 739 008	Collèges et Universités
109 722 000	143 000 000	3 306 902	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 000	2 000	-	Éducation
144 600 000	270 751 000	279 600 000	Énergie
2 000 000	1 000	-	Environnement, Protection de la nature et Parcs
34 200 000	54 200 000	33 689 946	Finances
-	-	-	Affaires francophones
269 089 000	62 088 000	1 491 854 351	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
171 230 800	-	-	Infrastructure
-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
2 000	1 000	-	Mines
3 600 000	-	-	Affaires municipales et Logement
4 014 300	2 853 400	2 050 461	Richesses naturelles et Forêts
3 000	3 000	-	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
206 227 000	281 227 000	233 116 822	Services au public et aux entreprises
-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
8 000 000	7 318 000	4 465 562	Solliciteur général
-	-	-	Tourisme, Culture et Sport
8 000	7 000	-	Transports
1 000	1 000	1 233 164 795	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 398 646 100	1 278 229 900	3 634 818 096	

Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	85 593 287	12 333 100	4 174 600	30 470 300	2 329 100
Procureur général	1 070 728 014	126 070 700	32 172 700	388 929 500	17 865 700
Bureau du Conseil des ministres	43 647 928	5 628 700	411 100	5 618 700	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	449 302 765	77 809 700	14 273 000	137 477 500	7 899 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	11 959 487	1 548 000	665 800	3 545 200	660 800
Collèges et Universités	35 695 014	5 194 700	1 390 600	29 406 900	1 786 900
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	56 278 287	6 546 500	4 307 900	28 524 700	1 580 200
Éducation	186 051 887	26 586 200	5 821 100	138 949 800	4 885 400
Énergie	22 209 987	2 507 100	697 700	9 699 600	656 200
Environnement, Protection de la nature et Parcs	251 874 014	37 288 300	5 905 000	107 053 000	35 795 600
Finances	140 534 687	19 387 800	5 338 600	217 172 300	3 439 000
Affaires francophones	2 350 273	251 200	118 500	1 847 800	79 000
Santé	289 748 465	50 921 100	17 974 500	295 420 600	6 422 700
Affaires autochtones	17 920 814	2 011 300	1 029 300	19 644 800	267 500
Infrastructure	35 977 387	4 440 500	630 200	368 982 800	489 300
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	259 177 014	38 971 600	11 435 800	68 934 700	3 801 600
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 972 100	271 400	52 100	292 500	87 500
Soins de longue durée	62 250 614	9 017 000	3 241 800	13 098 100	236 100
Mines	28 721 014	3 842 800	2 093 800	19 041 500	2 666 100
Affaires municipales et Logement	54 989 392	6 124 400	1 098 700	16 262 800	230 300
Richesses naturelles et Forêts	296 354 314	45 087 900	13 258 800	310 299 600	28 182 900
Développement du Nord	17 181 714	2 180 400	941 300	10 420 700	373 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises	419 723 387	59 193 000	74 367 500	632 315 700	75 377 900
Services aux aînés et Accessibilité	16 880 314	1 921 600	259 700	4 641 400	62 000
Solliciteur général	1 997 727 387	333 452 000	193 507 300	593 079 700	208 248 000
Tourisme, Culture et Sport	35 662 487	4 328 300	1 589 700	7 126 200	1 884 900
Transports	226 779 492	36 619 300	9 743 700	801 228 400	26 411 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	290 998 087	2 504 441 500	7 858 400	289 718 700	5 646 800
TOTAL	6 410 402 573	3 424 183 200	414 432 300	4 549 222 900	437 660 000

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
483 229 100	1 017 000	940 000	618 206 487	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
406 094 700	50 347 400	217 805 700	1 874 403 014	Procureur général
4 000	-	-	55 584 828	Bureau du Conseil des ministres
18 589 420 400	75 615 700	17 395 200	19 334 403 465	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
45 733 100	1 000	-	64 113 387	Affaires civiques et Multiculturalisme
6 780 404 000	56 442 000	201 000	6 910 119 114	Collèges et Universités
1 210 996 600	1 202 000	302 900	1 309 133 287	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
33 744 657 200	3 000	47 998 500	34 058 956 087	Éducation
6 522 111 600	2 000	825 100	6 557 059 087	Énergie
49 314 600	6 300	128 362 400	358 874 414	Environnement, Protection de la nature et Parcs
872 477 800	14 161 814 600	4 133 800	15 416 030 987	Finances
3 100 000	-	-	7 746 773	Affaires francophones
65 286 135 400	397 069 800	76 700	66 343 615 865	Santé
92 575 900	1 000	6 300 000	127 150 614	Affaires autochtones
54 356 000	8 323 700	29 376 900	443 822 987	Infrastructure
1 503 783 700	6 501 000	2 106 100	1 890 499 314	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	2 831 400	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 211 577 900	250 000	-	8 299 671 514	Soins de longue durée
110 985 900	402 000	5 867 600	161 885 514	Mines
1 214 150 100	13 308 700	123 979 100	1 182 185 292	Affaires municipales et Logement
101 498 800	5 102 000	179 219 500	620 564 814	Richesses naturelles et Forêts
193 625 000	102 000	12 014 200	212 810 014	Développement du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
30 995 000	322 852 400	501 483 600	1 113 341 287	Services au public et aux entreprises
161 171 000	2 000	-	184 938 014	Services aux aînés et Accessibilité
426 474 600	45 834 200	207 992 400	3 590 330 787	Solliciteur général
1 355 542 100	3 000	2 000	1 406 134 687	Tourisme, Culture et Sport
1 165 336 300	373 313 200	494 825 300	2 144 606 392	Transports
70 913 800	3 904 415 100	1 048 042 900	6 025 949 487	Secrétariat du Conseil du Trésor
148 686 664 600	19 424 086 900	3 029 250 900	180 317 401 573	

Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Inventaire	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
Procureur général	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	89 507 000	-	-	-	-	89 507 000
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	331 000 000	-	-	-	331 000 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	109 722 000	-	-	-	109 722 000
Éducation	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Énergie	-	-	144 600 000	-	-	-	144 600 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	2 000 000	-	-	-	-	2 000 000
Finances	-	34 200 000	-	-	-	-	34 200 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-	-
Santé	1 000	62 087 000	-	-	207 001 000	-	269 089 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	171 230 800	-	-	-	171 230 800
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-	-	20 430 000
Mines	1 000	-	1 000	-	-	-	2 000
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	4 013 300	-	-	1 000	-	-	4 014 300
Développement du Nord	1 000	-	2 000	-	-	-	3 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	36 226 000	1 000	-	-	170 000 000	-	206 227 000
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	8 000 000	-	-	-	-	-	8 000 000
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	-	-	-	-
Transports	8 000	-	-	-	-	-	8 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-	-	1 000
TOTAL	48 262 300	211 826 000	761 555 800	1 000	377 001 000	-	1 398 646 100

Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	5 001 000	-	1 000	5 002 000	1 256 800	6 258 800
Procureur général	66 538 000	-	11 788 600	78 326 600	(62 114 500)	16 212 100
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	163 420 800	-	28 265 200	191 686 000	(67 969 500)	123 716 500
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Collèges et Universités	315 489 700	-	870 900	316 360 600	322 549 700	638 910 300
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	-	1 000	4 000	-	4 000
Éducation	2 217 902 500	-	4 486 000	2 222 388 500	(225 694 400)	1 996 694 100
Énergie	1 000	-	1 000	2 000	27 929 700	27 931 700
Environnement, Protection de la nature et Parcs	41 161 500	-	14 350 300	55 511 800	4 882 900	60 394 700
Finances	-	-	-	-	9 336 500	9 336 500
Affaires francophones	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Santé	2 346 036 700	-	16 692 200	2 362 728 900	(84 601 500)	2 278 127 400
Affaires autochtones	6 001 000	-	-	6 001 000	-	6 001 000
Infrastructure	2 149 726 500	-	430 500	2 150 157 000	202 865 900	2 353 022 900
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	248 699 000	-	3 245 400	251 944 400	(20 882 100)	231 062 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	83 731 800	-	-	83 731 800	(83 730 800)	1 000
Mines	14 015 500	-	639 500	14 655 000	(993 600)	13 661 400
Affaires municipales et Logement	264 242 300	-	636 500	264 878 800	-	264 878 800
Richesses naturelles et Forêts	37 938 600	-	29 688 200	67 626 800	(1 531 800)	66 095 000
Développement du Nord	106 505 000	-	392 071 800	498 576 800	(146 300)	498 430 500
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	12 653 900	-	23 227 500	35 881 400	(8 783 600)	27 097 800
Services aux aînés et Accessibilité	2 000	-	2 000	4 000	-	4 000
Solliciteur général	79 001 700	-	41 816 200	120 817 900	(67 661 300)	53 156 600
Tourisme, Culture et Sport	42 674 400	-	4 000	42 678 400	44 970 200	87 648 600
Transports	6 800 435 400	-	1 309 270 500	8 109 705 900	(4 225 817 300)	3 883 888 600
Secrétariat du Conseil du Trésor	109 055 000	-	2 076 000	111 131 000	-	111 131 000
TOTAL	15 110 238 300	-	1 879 564 300	16 989 802 600	(4 236 135 000)	12 753 667 600

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2024

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
1 750 000	-	-	1 750 000	-	1 750 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
89 043 500	-	-	89 043 500	-	89 043 500	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
19 584 500	-	-	19 584 500	-	19 584 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Collèges et Universités
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
439 500	-	-	439 500	-	439 500	Éducation
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Énergie
28 648 700	-	1 000	28 649 700	-	28 649 700	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
20 045 700	-	-	20 045 700	-	20 045 700	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
422 817 100	-	-	422 817 100	-	422 817 100	Infrastructure
22 463 100	-	-	22 463 100	-	22 463 100	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
602 000	-	-	602 000	-	602 000	Mines
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
61 948 000	-	-	61 948 000	-	61 948 000	Richesses naturelles et Forêts
592 919 500	-	-	592 919 500	-	592 919 500	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
73 529 100	-	1 000	73 530 100	-	73 530 100	Services au public et aux entreprises
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
694 446 500	-	-	694 446 500	-	694 446 500	Solliciteur général
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
2 661 982 700	-	-	2 661 982 700	-	2 661 982 700	Transports
23 100 000	-	-	23 100 000	-	23 100 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 713 331 900	-	2 000	4 713 333 900	-	4 713 333 900	

Tableau 6 : Immobilisations : État

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	5 002 000	7 500 000	7 500 000
Procureur général	78 326 600	112 597 500	102 168 296
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	191 686 000	131 690 900	79 159 006
Affaires civiles et Multiculturalisme	1 000	-	-
Collèges et Universités	316 360 600	320 207 700	226 456 886
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	4 000	4 000	-
Éducation	2 222 388 500	2 168 251 400	1 818 620 769
Énergie	2 000	2 000	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	55 511 800	51 183 700	43 731 548
Finances	-	1 000	-
Affaires francophones	1 000	1 000	-
Santé	2 362 728 900	1 754 246 400	1 579 518 362
Affaires autochtones	6 001 000	6 001 000	6 566 527
Infrastructure	2 150 157 000	2 096 209 700	982 508 024
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	251 944 400	42 568 400	28 351 987
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-
Soins de longue durée	83 731 800	135 288 600	511 752 975
Mines	14 655 000	11 493 000	190 400 120
Affaires municipales et Logement	264 878 800	234 587 600	416 321 507
Richesses naturelles et Forêts	67 626 800	59 062 600	246 869 794
Développement du Nord	498 576 800	471 037 300	446 781 401
Cabinet du premier ministre	-	-	-
Services au public et aux entreprises	35 881 400	34 374 300	27 504 655
Services aux aînés et Accessibilité	4 000	4 000	-
Solliciteur général	120 817 900	213 376 500	138 140 736
Tourisme, Culture et Sport	42 678 400	35 458 400	48 368 715
Transports	8 109 705 900	8 937 145 500	7 194 154 568
Secrétariat du Conseil du Trésor	111 131 000	226 279 000	2 065 326
TOTAL	16 989 802 600	17 048 571 500	14 096 941 202

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022	
\$	\$	\$	
1 750 000	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
89 043 500	160 670 100	198 079 227	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
19 584 500	20 171 300	20 072 189	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	2 500 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
1 000	1 000	-	Collèges et Universités
2 000	2 000	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
439 500	2 898 200	3 621 039	Éducation
1 000	1 000	-	Énergie
28 649 700	28 872 800	6 970 471	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	1 000	-	Finances
-	-	-	Affaires francophones
20 045 700	18 121 400	10 831 035	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
422 817 100	400 016 700	244 633 682	Infrastructure
22 463 100	16 333 800	3 623 717	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	Soins de longue durée
602 000	800 000	455 433	Mines
-	-	-	Affaires municipales et Logement
61 948 000	59 425 100	28 375 343	Richesses naturelles et Forêts
592 919 500	492 655 400	583 057 008	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
73 530 100	59 829 400	65 631 092	Services au public et aux entreprises
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
694 446 500	658 368 900	132 385 801	Solliciteur général
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Sport
2 661 982 700	2 385 864 700	2 101 042 127	Transports
23 100 000	15 974 500	2 283 639	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 713 333 900	4 322 514 300	3 401 061 803	

Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	104 800	8 448 800	1 517 900
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	165 748 800	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	1 000	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Mines	-	-	50 000	5 444 000	367 500
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	-	22 000	28 007 200	7 511 400
Développement du Nord	-	-	-	25 102 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	-	-	-	12 644 900	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	-	20 392 400	4 000
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	4 871 000	1 000
Transports	108 000 400	17 212 400	2 400 000	11 703 200	2 000 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	5 000	-
TOTAL	108 000 400	17 212 400	2 576 800	282 368 300	11 401 800

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
5 000 000	2 000	-	5 002 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
1 000	78 325 600	-	78 326 600	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
161 664 500	30 021 500	-	191 686 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
315 488 700	871 900	-	316 360 600	Collèges et Universités
-	4 000	-	4 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 209 289 000	13 099 500	-	2 222 388 500	Éducation
-	2 000	-	2 000	Énergie
29 153 000	18 987 300	2 700 000	55 511 800	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	Finances
-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
2 343 611 500	19 117 400	-	2 362 728 900	Santé
6 001 000	-	-	6 001 000	Affaires autochtones
1 983 784 200	624 000	-	2 150 157 000	Infrastructure
248 695 000	3 248 400	-	251 944 400	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
83 730 800	1 000	-	83 731 800	Soins de longue durée
8 152 000	641 500	-	14 655 000	Mines
264 240 300	638 500	-	264 878 800	Affaires municipales et Logement
5 001 000	29 689 200	2 604 000	67 626 800	Richesses naturelles et Forêts
77 800 000	395 674 800	-	498 576 800	Développement du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	81 766 500	58 530 000	35 881 400	Services au public et aux entreprises
-	4 000	-	4 000	Services aux aînés et Accessibilité
10 000 000	90 421 500	-	120 817 900	Solliciteur général
37 796 400	10 000	-	42 678 400	Tourisme, Culture et Sport
6 795 053 900	1 319 556 600	146 220 600	8 109 705 900	Transports
-	113 195 300	2 069 300	111 131 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
14 584 462 300	2 195 904 500	212 123 900	16 989 802 600	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire

Ministère	Terrains	Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	43 282 600	-	-	-	7 511 200
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	2 762 000	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 000	18 333 100	4 350 600	-	3 076 000	2 643 000
Finances	-	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	26 945 100	312 834 300	-	-	55 924 000	27 113 700
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	1 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	-
Mines	-	-	-	-	-	602 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	21 083 900	10 225 000	-	17 927 300	1 461 000
Développement du Nord	-	-	592 916 500	-	-	3 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	-	-	-	-	-	1 000
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	-
Solliciteur général	-	283 126 500	-	-	87 012 700	32 589 200
Tourisme, Culture et Sport	1 000	-	-	-	-	-
Transports	497 581 800	-	2 622 853 000	-	-	7 520 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-	-
TOTAL	524 528 900	681 422 400	3 230 345 100	1 000	163 940 000	79 445 100

Note:

Immeubles - Comprend 398 800 \$ en traitements et salaires et 45 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 25 497 800 \$ en traitements et salaires et 3 815 300 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

des totaux - Actif par catégorie

Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	1 750 000	-	-	-	-	1 750 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
23 498 000	14 751 700	-	-	-	-	89 043 500	Procureur général
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	16 821 500	-	-	1 000	-	19 584 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	-	-	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	1 000	-	-	-	-	1 000	Collèges et Universités
-	-	1 000	-	1 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
437 500	2 000	-	-	-	-	439 500	Éducation
-	-	1 000	-	-	-	1 000	Énergie
-	4 000	241 000	-	1 000	-	28 649 700	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
3 687 800	16 357 900	-	-	-	-	20 045 700	Santé
-	-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	-	422 817 100	Infrastructure
-	22 461 100	1 000	-	-	-	22 463 100	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	602 000	Mines
-	-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
-	-	2 166 200	9 084 600	-	-	61 948 000	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	592 919 500	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
49 013 000	24 516 100	1 000	-	1 000	2 000	73 530 100	Services au public et aux entreprises
-	-	-	-	1 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
268 361 300	6 125 300	17 231 500	-	-	-	694 446 500	Solliciteur général
-	-	4 000	-	-	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
-	101 401 200	25 544 200	-	-	592 917 500	2 661 982 700	Transports
-	23 100 000	-	-	-	-	23 100 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
344 997 600	227 292 800	45 190 900	9 084 600	5 000	592 919 500	4 713 333 900	

Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	622 110 300	-	1 098 187	623 208 487	199 193 100	822 401 587
Procureur général	1 935 572 000	-	17 157 614	1 952 729 614	(33 568 900)	1 919 160 714
Bureau du Conseil des ministres	55 456 800	-	128 028	55 584 828	-	55 584 828
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 422 115 000	-	103 974 465	19 526 089 465	(165 286 600)	19 360 802 865
Affaires civiques et Multiculturalisme	64 033 200	-	81 187	64 114 387	-	64 114 387
Collèges et Universités	7 169 102 800	-	57 376 914	7 226 479 714	4 888 368 200	12 114 847 914
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 307 954 100	-	1 183 187	1 309 137 287	671 400	1 309 808 687
Éducation	34 565 775 400	-	1 715 569 187	36 281 344 587	141 715 800	36 423 060 387
Énergie	6 556 977 900	-	83 187	6 557 061 087	241 566 700	6 798 627 787
Environnement, Protection de la nature et Parcs	399 965 600	-	14 420 614	414 386 214	368 222 000	782 608 214
Finances	1 601 231 900	-	13 814 799 087	15 416 030 987	572 606 900	15 988 637 887
Affaires francophones	7 731 600	-	16 173	7 747 773	-	7 747 773
Santé	68 292 480 200	-	413 864 565	68 706 344 765	9 153 327 500	77 859 672 265
Affaires autochtones	132 132 600	-	1 019 014	133 151 614	-	133 151 614
Infrastructure	2 593 324 300	-	655 687	2 593 979 987	875 864 800	3 469 844 787
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 132 633 300	-	9 810 414	2 142 443 714	(358 353 800)	1 784 089 914
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	-	-	2 831 400	-	2 831 400
Soins de longue durée	8 383 089 300	-	314 014	8 383 403 314	(5 233 785 500)	3 149 617 814
Mines	175 435 000	-	1 105 514	176 540 514	(4 280 600)	172 259 914
Affaires municipales et Logement	1 444 967 600	-	2 096 492	1 447 064 092	(1 416 900)	1 445 647 192
Richesses naturelles et Forêts	653 336 400	-	34 855 214	688 191 614	135 014 400	823 206 014
Développement du Nord	319 149 000	-	392 237 814	711 386 814	13 922 100	725 308 914
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises	803 129 900	-	346 092 787	1 149 222 687	(18 582 900)	1 130 639 787
Services aux aînés et Accessibilité	184 874 000	-	68 014	184 942 014	-	184 942 014
Solliciteur général	3 664 470 300	-	46 678 387	3 711 148 687	(280 070 400)	3 431 078 287
Tourisme, Culture et Sport	1 448 725 900	-	87 187	1 448 813 087	297 450 800	1 746 263 887
Transports	8 601 325 000	-	1 652 987 292	10 254 312 292	(3 345 643 100)	6 908 669 192
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 862 218 300	-	274 862 187	6 137 080 487	(379 004 000)	5 758 076 487
TOTAL	178 404 475 900	-	18 902 728 273	197 307 204 173	7 067 931 000	204 375 135 173

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2024

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
6 750 000	-	-	6 750 000	-	6 750 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
89 053 500	-	-	89 053 500	-	89 053 500	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
109 091 500	-	-	109 091 500	-	109 091 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
331 001 000	-	-	331 001 000	-	331 001 000	Collèges et Universités
109 724 000	-	-	109 724 000	-	109 724 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
441 500	-	-	441 500	-	441 500	Éducation
144 601 000	-	-	144 601 000	-	144 601 000	Énergie
30 648 700	-	1 000	30 649 700	-	30 649 700	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 500 000	-	32 700 000	34 200 000	-	34 200 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
289 134 700	-	-	289 134 700	-	289 134 700	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
594 047 900	-	-	594 047 900	-	594 047 900	Infrastructure
22 463 100	-	-	22 463 100	-	22 463 100	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	-	20 430 000	Soins de longue durée
604 000	-	-	604 000	-	604 000	Mines
3 600 000	-	-	3 600 000	-	3 600 000	Affaires municipales et Logement
65 962 300	-	-	65 962 300	-	65 962 300	Richesses naturelles et Forêts
592 922 500	-	-	592 922 500	-	592 922 500	Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
279 756 100	-	1 000	279 757 100	-	279 757 100	Services au public et aux entreprises
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
702 446 500	-	-	702 446 500	-	702 446 500	Solliciteur général
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Sport
2 661 990 700	-	-	2 661 990 700	-	2 661 990 700	Transports
23 100 000	-	1 000	23 101 000	-	23 101 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 079 277 000	-	32 703 000	6 111 980 000	-	6 111 980 000	

Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	623 208 487	647 137 387	564 803 066
Procureur général	1 952 729 614	1 975 435 114	2 045 081 331
Bureau du Conseil des ministres	55 584 828	49 959 514	47 302 280
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	19 526 089 465	18 528 039 465	17 301 287 397
Affaires civiques et Multiculturalisme	64 114 387	62 530 014	35 601 776
Collèges et Universités	7 226 479 714	7 078 936 114	6 565 151 024
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 309 137 287	937 414 765	983 165 636
Éducation	36 281 344 587	34 748 182 414	32 239 186 447
Énergie	6 557 061 087	6 315 579 114	6 617 743 898
Environnement, Protection de la nature et Parcs	414 386 214	396 698 914	380 402 594
Finances	15 416 030 987	14 591 636 265	13 878 378 343
Affaires francophones	7 747 773	7 945 473	8 801 661
Santé	68 706 344 765	68 349 466 592	66 321 497 454
Affaires autochtones	133 151 614	118 340 214	241 835 768
Infrastructure	2 593 979 987	2 477 546 314	1 387 834 813
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 142 443 714	2 156 358 514	2 404 175 355
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 831 400	1 903 500	1 807 192
Soins de longue durée	8 383 403 314	7 276 087 014	7 359 972 976
Mines	176 540 514	142 776 000	325 927 570
Affaires municipales et Logement	1 447 064 092	1 317 263 787	1 557 021 258
Richesses naturelles et Forêts	688 191 614	563 718 514	931 753 056
Développement du Nord	711 386 814	688 367 000	650 906 155
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 378 122
Services au public et aux entreprises	1 149 222 687	866 507 214	770 041 212
Services aux aînés et Accessibilité	184 942 014	234 959 014	126 544 737
Solliciteur général	3 711 148 687	3 780 219 314	3 413 827 527
Tourisme, Culture et Sport	1 448 813 087	1 562 656 187	1 734 898 316
Transports	10 254 312 292	11 693 611 692	9 796 929 904
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 137 080 487	6 814 807 787	2 995 164 843
TOTAL	197 307 204 173	193 386 515 871	180 689 421 711

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

État comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2023-2024	Prévisions 2022-2023	Chiffres réels 2021-2022	
\$	\$	\$	
6 750 000	5 000 000	1 149 700	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
89 053 500	160 680 100	199 969 498	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
109 091 500	99 008 800	106 432 508	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	2 500 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
331 001 000	352 501 000	243 739 008	Collèges et Universités
109 724 000	143 002 000	3 306 902	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
441 500	2 900 200	3 621 039	Éducation
144 601 000	270 752 000	279 600 000	Énergie
30 649 700	28 873 800	6 970 471	Environnement, Protection de la nature et Parcs
34 200 000	54 201 000	33 689 946	Finances
-	-	-	Affaires francophones
289 134 700	80 209 400	1 502 685 386	Santé
-	-	-	Affaires autochtones
594 047 900	400 016 700	244 633 682	Infrastructure
22 463 100	16 333 800	3 623 717	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
604 000	801 000	455 433	Mines
3 600 000	-	-	Affaires municipales et Logement
65 962 300	62 278 500	30 425 804	Richesses naturelles et Forêts
592 922 500	492 658 400	583 057 008	Développement du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
279 757 100	341 056 400	298 747 914	Services au public et aux entreprises
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
702 446 500	665 686 900	136 851 363	Solliciteur général
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Sport
2 661 990 700	2 385 871 700	2 101 042 127	Transports
23 101 000	15 975 500	1 235 448 434	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 111 980 000	5 600 744 200	7 035 879 899	

Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	85 593 287	12 333 100	4 174 600	30 470 300	2 329 100
Procureur général	1 070 728 014	126 070 700	32 172 700	388 929 500	17 865 700
Bureau du Conseil des ministres	43 647 928	5 628 700	411 100	5 618 700	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	449 302 765	77 809 700	14 273 000	137 477 500	7 899 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	11 959 487	1 548 000	665 800	3 545 200	660 800
Collèges et Universités	35 695 014	5 194 700	1 390 600	29 406 900	1 786 900
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	56 278 287	6 546 500	4 307 900	28 524 700	1 580 200
Éducation	186 051 887	26 586 200	5 821 100	138 949 800	4 885 400
Énergie	22 209 987	2 507 100	697 700	9 699 600	656 200
Environnement, Protection de la nature et Parcs	251 874 014	37 288 300	6 009 800	115 501 800	37 313 500
Finances	140 534 687	19 387 800	5 338 600	217 172 300	3 439 000
Affaires francophones	2 350 273	251 200	118 500	1 847 800	79 000
Santé	289 748 465	50 921 100	17 974 500	295 420 600	6 422 700
Affaires autochtones	17 920 814	2 011 300	1 029 300	19 644 800	267 500
Infrastructure	35 977 387	4 440 500	630 200	534 731 600	489 300
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	259 177 014	38 971 600	11 435 800	68 935 700	3 801 600
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 972 100	271 400	52 100	292 500	87 500
Soins de longue durée	62 250 614	9 017 000	3 241 800	13 098 100	236 100
Mines	28 721 014	3 842 800	2 143 800	24 485 500	3 033 600
Affaires municipales et Logement	54 989 392	6 124 400	1 098 700	16 262 800	230 300
Richesses naturelles et Forêts	296 354 314	45 087 900	13 280 800	338 306 800	35 694 300
Développement du Nord	17 181 714	2 180 400	941 300	35 522 700	373 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises	419 723 387	59 193 000	74 367 500	644 960 600	75 377 900
Services aux aînés et Accessibilité	16 880 314	1 921 600	259 700	4 641 400	62 000
Solliciteur général	1 997 727 387	333 452 000	193 507 300	613 472 100	208 252 000
Tourisme, Culture et Sport	35 662 487	4 328 300	1 589 700	11 997 200	1 885 900
Transports	334 779 892	53 831 700	12 143 700	812 931 600	28 411 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	290 998 087	2 504 441 500	7 858 400	289 723 700	5 646 800
TOTAL	6 518 402 973	3 441 395 600	417 009 100	4 831 591 200	449 061 800

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
488 229 100	1 019 000	940 000	623 208 487	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
406 095 700	128 673 000	217 805 700	1 952 729 614	Procureur général
4 000	-	-	55 584 828	Bureau du Conseil des ministres
18 751 084 900	105 637 200	17 395 200	19 526 089 465	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
45 733 100	2 000	-	64 114 387	Affaires civiques et Multiculturalisme
7 095 892 700	57 313 900	201 000	7 226 479 714	Collèges et Universités
1 210 996 600	1 206 000	302 900	1 309 137 287	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
35 953 946 200	13 102 500	47 998 500	36 281 344 587	Éducation
6 522 111 600	4 000	825 100	6 557 061 087	Énergie
78 467 600	18 993 600	131 062 400	414 386 214	Environnement, Protection de la nature et Parcs
872 477 800	14 161 814 600	4 133 800	15 416 030 987	Finances
3 100 000	1 000	-	7 747 773	Affaires francophones
67 629 746 900	416 187 200	76 700	68 706 344 765	Santé
98 576 900	1 000	6 300 000	133 151 614	Affaires autochtones
2 038 140 200	8 947 700	29 376 900	2 593 979 987	Infrastructure
1 752 478 700	9 749 400	2 106 100	2 142 443 714	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	2 831 400	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 295 308 700	251 000	-	8 383 403 314	Soins de longue durée
119 137 900	1 043 500	5 867 600	176 540 514	Mines
1 478 390 400	13 947 200	123 979 100	1 447 064 092	Affaires municipales et Logement
106 499 800	34 791 200	181 823 500	688 191 614	Richesses naturelles et Forêts
271 425 000	395 776 800	12 014 200	711 386 814	Développement du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
30 995 000	404 618 900	560 013 600	1 149 222 687	Services au public et aux entreprises
161 171 000	6 000	-	184 942 014	Services aux aînés et Accessibilité
436 474 600	136 255 700	207 992 400	3 711 148 687	Solliciteur général
1 393 338 500	13 000	2 000	1 448 813 087	Tourisme, Culture et Sport
7 960 390 200	1 692 869 800	641 045 900	10 254 312 292	Transports
70 913 800	4 017 610 400	1 050 112 200	6 137 080 487	Secrétariat du Conseil du Trésor
163 271 126 900	21 619 991 400	3 241 374 800	197 307 204 173	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Investissements à long terme	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Inventaire	Terrains
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	5 000 000	-	-	-
Procureur général	10 000	-	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	89 507 000	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	331 000 000	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	109 722 000	-	-	-
Éducation	2 000	-	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	144 600 000	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	2 000 000	-	-	-	-	1 000
Finances	-	34 200 000	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-	-
Santé	1 000	62 087 000	-	-	-	207 001 000	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	171 230 800	-	-	26 945 100
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-	-	-
Mines	1 000	-	-	1 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	3 600 000	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	4 013 300	-	-	-	1 000	-	-
Développement du Nord	1 000	-	-	2 000	-	-	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	36 226 000	1 000	-	-	-	170 000 000	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	8 000 000	-	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	-	-	-	1 000
Transports	8 000	-	-	-	-	-	497 581 800
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-	-	-
TOTAL	48 262 300	211 826 000	-	761 555 800	1 000	377 001 000	524 528 900

Note:

Immeubles - Comprend 398 800 \$ en traitements et salaires et 45 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 25 497 800 \$ en traitements et salaires et 3 815 300 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	- Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
43 282 600	-	-	-	7 511 200	23 498 000	Procureur général
-	-	-	-	-	-	- Bureau du Conseil des ministres
2 762 000	-	-	-	-	-	- Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	-	-	- Affaires civiques et Multiculturalisme
-	-	-	-	-	-	- Collèges et Universités
-	-	-	-	-	-	- Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	-	437 500	Éducation
-	-	-	-	-	-	- Énergie
18 333 100	4 350 600	-	3 076 000	2 643 000	-	- Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	- Finances
-	-	-	-	-	-	- Affaires francophones
-	-	-	-	-	3 687 800	Santé
-	-	-	-	-	-	- Affaires autochtones
312 834 300	-	-	55 924 000	27 113 700	-	- Infrastructure
-	-	-	-	1 000	-	- Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	- Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	- Soins de longue durée
-	-	-	-	602 000	-	- Mines
-	-	-	-	-	-	- Affaires municipales et Logement
21 083 900	10 225 000	-	17 927 300	1 461 000	-	- Richesses naturelles et Forêts
-	592 916 500	-	-	3 000	-	- Développement du Nord
-	-	-	-	-	-	- Cabinet du premier ministre
-	-	-	-	1 000	49 013 000	Services au public et aux entreprises
-	-	1 000	-	-	-	- Services aux aînés et Accessibilité
283 126 500	-	-	87 012 700	32 589 200	268 361 300	Solliciteur général
-	-	-	-	-	-	- Tourisme, Culture et Sport
-	2 622 853 000	-	-	7 520 000	-	- Transports
-	-	-	-	-	-	- Secrétariat du Conseil du Trésor
681 422 400	3 230 345 100	1 000	163 940 000	79 445 100	344 997 600	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1 750 000	-	-	-	-	6 750 000
Procureur général	14 751 700	-	-	-	-	89 053 500
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	16 821 500	-	-	1 000	-	109 091 500
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	-	-	-	-	1 000
Collèges et Universités	1 000	-	-	-	-	331 001 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	1 000	-	109 724 000
Éducation	2 000	-	-	-	-	441 500
Énergie	-	1 000	-	-	-	144 601 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	4 000	241 000	-	1 000	-	30 649 700
Finances	-	-	-	-	-	34 200 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Santé	16 357 900	-	-	-	-	289 134 700
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	594 047 900
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	22 461 100	1 000	-	-	-	22 463 100
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	20 430 000
Mines	-	-	-	-	-	604 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	3 600 000
Richesses naturelles et Forêts	-	2 166 200	9 084 600	-	-	65 962 300
Développement du Nord	-	-	-	-	-	592 922 500
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises	24 516 100	1 000	-	1 000	2 000	279 757 100
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	2 000
Solliciteur général	6 125 300	17 231 500	-	-	-	702 446 500
Tourisme, Culture et Sport	-	4 000	-	-	-	5 000
Transports	101 401 200	25 544 200	-	-	592 917 500	2 661 990 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	23 100 000	-	-	-	-	23 101 000
TOTAL	227 292 800	45 190 900	9 084 600	5 000	592 919 500	6 111 980 000



ISSN 0835-5576 (Imprimé)
ISSN 1718-7990 (En ligne)

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2023